



BRASIL : UM PAIS DE TODOS



BRESIL : UN PAYS DE TOUT

Ou

Le potentiel de puissance du Brésil
répond-il à sa volonté de puissance ?

Mémoire de géopolitique des stagiaires
de la division B de la 13^{ème} promotion du CID

Directeur : Colonel Eustace (F)

Directeur adjoint : Colonel Deletang (F)

Intervenants : Mme Droulers Martine – M. Le Tourneau François-Michel

Stagiaires : LCL Shiaelos Michael (CY), groupe B1

CE Montull José (F), groupe B2

LCL Lupinacci Paulo (B), groupe B3

CDT L'Hénaff Jean-Hervé (F), groupe B4

CF Guichard François (F), groupe B5

LCL Vaysse Pierre (F), groupe B5

Remerciements

Ces quelques lignes sont peu de choses en comparaison des immenses remerciements que nous aimerions adresser à François-Michel Le Tourneau. Au-delà de la façon dont il a organisé notre séminaire qui nous a permis d'appréhender de nombreuses réalités brésiliennes, il a assuré un suivi de nos travaux qui leur aura apporté une plus value incontestable. Sa patience, sa bonne humeur, son ouverture d'esprit et ses conseils ont été unanimement appréciés. Nous regrettons unanimement qu'il ne puisse nous accompagner plus avant dans cette découverte d'un pays aux multiples facettes et nous espérons que notre travail commun pourra lui servir à l'avenir.

Nous tenons également à remercier Martine Droulers pour sa participation au séminaire, ainsi que l'Institut des Hautes Etudes de l'Amérique Latine et l'Institut Français de Relations Internationales pour la qualité de leurs conférences et la disponibilité de leurs chercheurs.

Nous tenons enfin à remercier nos camarades stagiaires brésiliens qui ont su faire preuve de patience pour nous présenter leur pays. Nous espérons que le chemin que nous avons fait ensemble aura été aussi enrichissant pour eux que pour nous.

TABLE DES MATIERES

| | |
|--|-----------|
| INTRODUCTION | 10 |
| 1 TERRITOIRE ET ECONOMIE | 11 |
| 1.1 Le territoire..... | 11 |
| 1.1.1 L'espace brésilien..... | 11 |
| 1.1.2 L'histoire de la construction du territoire | 12 |
| 1.1.3 Les conséquences de l'immensité | 15 |
| 1.2 L'économie..... | 17 |
| 1.2.1 Une situation économique de bonne augure | 17 |
| 1.2.2 Une économie construite en cycle | 18 |
| 1.2.3 Disparités économiques et dualité de l'économie..... | 22 |
| 1.3 Le Brésil en ses régions | 23 |
| 1.3.1 Les régions administratives..... | 24 |
| 1.3.2 Les régions naturelles..... | 26 |
| 1.3.3 Les régions agricoles | 28 |
| 1.3.4 Les régions industrielles..... | 31 |
| 2 POPULATION ET SOCIETE BRESILIENNE | 33 |
| 2.1 La population brésilienne à la fin de sa transition démographique | 33 |
| 2.1.1 Les chiffres clés d'une population très urbanisée..... | 33 |
| 2.1.2 Des vagues d'immigration puis des migrations internes | 35 |
| 2.1.3 La fin de la transition démographique et ses conséquences | 38 |
| 2.2 Brésilianité et laboratoire social | 40 |
| 2.2.1 Histoire | 40 |
| 2.2.2 Métissage et cordialité ; plasticité de la société brésilienne | 43 |
| 2.2.3 Le Brésil, laboratoire social ; le rôle des ONG | 45 |
| 2.3 Les remises en cause de la société | 48 |
| 2.3.1 La persistance des disparités et des discriminations | 49 |
| 2.3.2 Violence et criminalité..... | 50 |
| 2.3.3 La montée des contre modèles | 54 |
| 3 LES DIFFERENTS VISAGES D'UNE VOLONTE DE PUISSANCE : | 55 |
| 3.1 La scène intérieure..... | 55 |
| 3.1.1 Forces et faiblesses de la démocratie brésilienne | 55 |
| 3.1.2 La dette extérieure ; quelle marge de manœuvre pour le gouvernement ?..... | 58 |
| 3.1.3 Les forces armées brésiennes | 60 |
| 3.2 La scène internationale | 63 |
| 3.2.1 Les différentes visions stratégiques..... | 64 |
| 3.2.2 Les relations avec le premier cercle | 66 |
| 3.2.3 Les relations avec les Etats-Unis et l'UE..... | 69 |

| | | |
|---|---|----|
| 3.2.4 | Les nouveaux partenaires | 70 |
| 3.3 | Une vision pragmatique : l'exploitation des opportunités et des atouts..... | 73 |
| 3.3.1 | L'exploitation des capacités diplomatiques | 73 |
| 3.3.2 | Les atouts intérieurs et leur exploitation | 75 |
| 3.3.3 | L'exploitation du rang de « petite grande » puissance | 77 |
| CONCLUSION | | 81 |
| ANNEXE : LE BRESIL AU CŒUR DE L'AMERIQUE DU SUD | | 83 |
| BIBLIOGRAPHIE..... | | 84 |

Table des illustrations

- Figure 1 : démesure territoriale d'un pays continent
- Figure 2 : un territoire au relief homogène
- Figure 3 : limites des traités de Tordesillas, Madrid et d'Ildefonso
- Figure 4 : les premiers établissements et les capitaineries
- Figure 5 : exploitation économique au XVII^e siècle
- Figure 6 : exploitation économique au XVIII^e siècle
- Figure 7 : des distances difficiles à maîtriser
- Figure 8 : le réseau routier au Brésil
- Figure 9 : cycles économiques et formation du territoire
- Figure 10 : grande exploitation agricole de type fazenda
- Figure 11 : exploitation familiale en Amazonie
- Figure 12 : les 5 régions administratives du Brésil
- Figure 13 : maillage administratif
- Figure 14 : tableau des caractéristiques régionales
- Figure 15 : la mosaïque brésilienne des végétations
- Figure 16 : les grands ensembles de végétation
- Figure 17 : les différents types de climat
- Figure 18 : les saisons des pluies (en haut) et sèches (en bas)
- Figure 19 : les différents types d'agriculture de l'Amérique du Sud
- Figure 20 : les grandes cultures commerciales
- Figure 21 : répartition de la production agricole en valeur et en nombre d'exploitations
- Figure 22 : répartition du taux de mécanisation des exploitations agricoles
- Figure 23 : contribution des pôles industriels au PIB
- Figure 24 : le triangle de l'ABC
- Figure 25 : les principaux triangles d'échange au Brésil
- Figure 26 : répartition de la population dans les municípios

Figure 27 : villes de 500 000 et de plus d'1 million d'habitants

Figure 28 : macro-métropole de Sao-Paulo

Figure 29 : répartition territoriale des diverses couleurs de peau

Figure 30 : évolutions comparées des populations urbaines et rurales

Figure 31 : historique de la transition démographique au Brésil

Figure 32 : comparaison de la pyramide des âges au Brésil en 1980 et en 2000

Figure 33 : un taux de scolarisation au primaire très inégal...

Figure 34 : évolution de la répartition des couleurs de peau au sein de la population brésilienne sur un siècle

Figure 35 : les contrastes entre Blancs et non-Blancs dans la région du Nordeste

Figure 36 : victimes d'homicide en 2002 au Brésil -distribution par sexe et par âge

Figure 37 : saisie d'armes et les homicides volontaires dans l'état de Rio de Janeiro entre 1991 et 2003

Figure 38 : des critères induisant une lecture pessimiste du problème de la dette brésilienne

Figure 39 : l'Amazonie bleue

Figure 40 : les 20 premiers PIB mondiaux en 2005

Introduction

« Dieu a mis dans la Créature ce sens infaillible du Bien. Rien de ce que nos désirs nous portent à faire n'est mauvais si l'amour en est le guide. »

Cette assertion empreinte d'un vibrant humanisme est apparue sous la plume de Jean-Christophe Ruffin, prix Goncourt en 2001 pour « Rouge Brésil ». Elle pourrait cependant émaner d'un écrivain brésilien tant elle exalte un aspect essentiel de l'âme brésilienne : l'accueil de l'Autre comme porteur d'une culture et de traditions enrichissantes. Cette ouverture d'esprit est tout aussi consubstantielle à la société brésilienne que les inégalités dans les conditions de vie et la violence qui en découle partiellement.

En filigrane d'une fascinante diversité culturelle et de paradoxes flagrants, se profile une caractéristique commune à toutes les strates de cette société composite : la fierté. Celle-ci s'exprime aujourd'hui dans des ambitions de rayonnement à l'échelle planétaire après que le Brésil a acquis et consolidé une influence régionale dominante en Amérique du Sud.

Quel sera en réalité le statut du Brésil dans le concert des Nations à une échéance de dix ans, quinze ans, au-delà ?... Diverses visions s'opposent, faisant ou ne faisant pas du Brésil une puissance mondiale dans les années futures. Nous avons donc cherché à savoir si le potentiel de puissance du Brésil répond à ses ambitions sur la scène mondiale.

Les nombreux contrastes de ce pays rendent une telle réflexion très complexe. Afin de dégager des éléments d'appréciation significatifs, nous avons procédé à une analyse approfondie des faits et perspectives propres au Brésil, tant sur son propre territoire que sur la scène internationale. Nous avons de surcroît cherché dans l'histoire les éclairages nécessaires à l'appréhension de certains aspects paradoxaux.

Il en ressort essentiellement que, de facto, le Brésil est déjà très présent sur la scène mondiale. Il dispose d'atouts précieux pour s'imposer comme une puissance internationale majeure et témoigne dans leur exploitation de pragmatisme autant que d'opportunisme. Il est toutefois difficile d'évaluer une échéance qui verrait l'aboutissement de ces ambitions car de nombreux obstacles doivent être surmontés, qui mettent en cause non seulement les ambitions internationales du Brésil mais également sa cohésion interne même.

Notre argumentaire est articulé en trois parties. Nous nous sommes tout d'abord concentrés sur les caractéristiques territoriales et économiques du Brésil en soulignant leurs contrastes, tant à l'échelle fédérale qu'à l'échelle régionale. Nous avons cherché à appréhender dans un second temps les réalités de la société : quelles sont les spécificités démographiques, quels sont les fondements de l'identité brésilienne, pourquoi les profondes disparités et les multiples formes de violence ne désagrègent-elles pas le tissu social ? Dans un troisième temps enfin, nous avons montré comment la volonté de puissance brésilienne s'exprime à l'intérieur des frontières comme à l'extérieur. Nous avons en particulier évoqué les relations avec les acteurs de la scène mondiale en insistant sur l'habileté dont fait preuve le Brésil : le pays capitalise en effet sur sa dimension régionale éminente pour s'imposer dans les enceintes de concertation des grandes puissances.

1 Territoire et économie

1.1 Le territoire

1.1.1 L'espace brésilien

La république fédérale du Brésil est le plus grand Etat d'Amérique du Sud dont elle couvre les deux tiers¹. Avec 8 547 400 km², soit une superficie égale à dix-sept fois celle de la France (fig. 1), le Brésil se place au cinquième rang mondial, loin derrière la Russie, mais avec une surface comparable à celles de la Chine, du Canada ou des Etats-Unis. C'est en outre le seul pays tropical de cette taille.

Le territoire présente une forme grossièrement triangulaire, aussi large que haute : 4 400 km du Nord au Sud et 4 300 km d'Est en Ouest. Il est bordé à l'Est par l'océan Atlantique sur 7 400 km de côtes, mais il est aussi profondément enfoncé dans le continent, totalisant 15 720 km de frontières avec tous les pays d'Amérique du sud, hormis l'Equateur et le Chili. On peut par ailleurs noter que sur la bordure Sud-Est de la Guyane, la France partage également avec le Brésil une très longue frontière. Enfin, au sein du continent sud-américain, le Brésil est le seul pays à avoir une dimension sub-continentale.

Une multitude de facteurs expliquent cela, notamment l'histoire de la formation de cet état ou encore les compétences cartographiques des Portugais², mais également la géographie : d'une part en effet, le réseau fluvial est dense et peut être facilement utilisé pour les communications ; d'autre part, le relief ne constitue pas un grand obstacle, ce qui a fait naître et a entretenu un esprit pionnier chez les Brésiliens, avides d'explorer leur territoire...

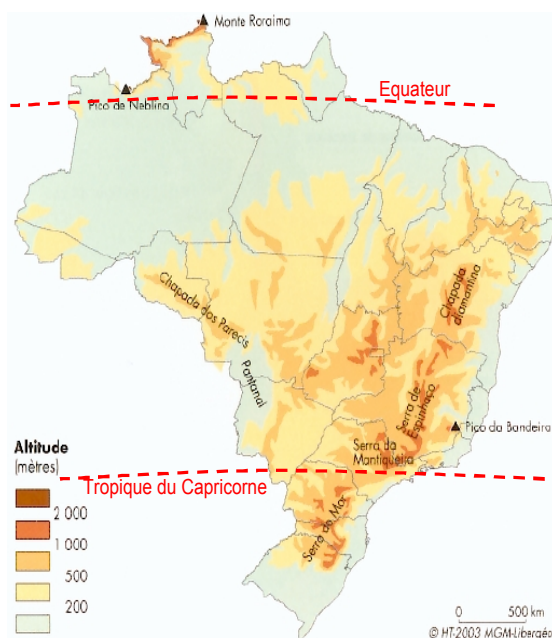


Fig 2 : un territoire au relief homogène.



Projection équivalente de Mollweide
Fig 1 : démesure territoriale d'un pays continent.

Le territoire du Brésil est dominé par deux types principaux de relief (fig. 2). Au nord, le bassin de l'Amazonie occupe plus du tiers du pays. Dans cette zone basse où les rares hauteurs dépassent à peine 150 mètres d'altitude, le fleuve irrigue une immense plaine recouverte de forêts vierges, exemple type de la forêt tropicale. Cette région est limitée au nord par le massif des Guyanes où se trouve le Pico da Neblina, point culminant du Brésil avec 3 014 mètres. Au centre-est, le plateau brésilien est une vaste zone de hauts plateaux d'une altitude moyenne de 300 à 900 mètres. Celle-ci est délimitée au sud et au sud-ouest par la grande plaine alluviale du Pantanal (zone de marécages s'étendant sur 230 000 km²). La plaine côtière atlantique borde à l'Est le plateau central, des montagnes marquant par ailleurs le Sud de cette séparation.

¹ Voir l'annexe : « le Brésil au cœur de l'Amérique latine ».

² Cette surprenante réalité sera détaillée ultérieurement.

Cette absence de relief marqué favorise donc l'unité territoriale du Brésil, d'autant que trois grands bassins hydrographiques permettent d'en explorer pratiquement la totalité : le bassin de l'Amazone, celui de São Francisco (dans le Nordeste) et celui du Parana-Paraguay. Mettant en avant cette particularité, les explorateurs portugais construisirent d'ailleurs le mythe de l'« île-Brézil » afin de revendiquer la souveraineté sur la totalité du territoire, en contradiction avec le traité de Tordesillas sans pour autant s'aliéner la faveur du Pape : les réseaux fluviaux de l'Amazone et du Paraná « isolant » sensiblement le Brésil du reste du continent, l'idée consistait à solliciter que le Pape ne divise pas l'entité constituée par la Nature elle-même... Les Portugais occupant alors l'essentiel des terres explorées, il était raisonnable de leur octroyer la souveraineté sur l'ensemble... Les Portugais faussèrent en outre les cartes en « orientalisant » délibérément les terres qu'ils découvraient afin de les soustraire artificiellement à l'étendue sur laquelle la souveraineté espagnole devait s'exercer. S'étendant du 5° degré de latitude nord au 33° degré de latitude sud, le Brésil est situé pour sa plus grande partie en zone tropicale sud. Son climat est caractérisé par des températures assez égales comprises entre 22 et 31 degrés Celsius en Amazonie et entre 17 et 25 degrés Celsius au sud du pays, par une alternance de saisons pluvieuses et sèches, sauf dans la partie équatoriale constamment humide. Globalement, la pluviosité est élevée, sauf dans le secteur atteint par les sécheresses, au nord-est du pays. On trouve donc sur une grande partie du territoire, deux conditions essentielles à la performance agricole : d'une part l'ensoleillement et d'autre part l'importance des précipitations.

Le traité de Tordesillas

En 1494, le pape Alexandre VI avait contraint les Espagnols et les Portugais à signer le traité de Tordesillas qui définissait les limites territoriales entre l'Espagne et le Portugal en se référant à la position d'un méridien situé 2000 kilomètres à l'Ouest des Iles du Cap-Vert, qui sera désigné comme le méridien « de Tordesillas ». Selon les termes de ce traité, toutes les terres découvertes en Amérique du Sud revenaient à l'Espagne si elles se trouvaient à l'Ouest du méridien, au Portugal sinon. Cet arbitrage déplut fortement à la France (voir ci-dessous : la colère d'un Roi), à l'Angleterre et à la Hollande parce qu'il leur interdisait d'obtenir une part de richesse du Nouveau Monde. Paradoxalement, il déplut également aux Portugais car seul un quart de l'actuel territoire du Brésil se trouve à l'Est du méridien « de Tordesillas ». Ainsi, l'essentiel des terres était de fait susceptible de revenir à l'Espagne. Le Portugal a usé de divers artifices pour contourner ce traité.

La colère d'un Roi

Mécontent d'être exclu des discussions relatives au traité de Tordesillas, François 1er dira «... le soleil luit pour moi comme pour les autres. Je voudrais bien voir la clause du testament d'Adam qui m'exclut du partage du monde», avant de soutenir l'expédition de Jacques Cartier.

1.1.2 L'histoire de la construction du territoire

1.1.2.1 La découverte

Christophe Colomb découvre en 1492 le continent américain. Dès 1494, le traité de Tordesillas évoqué ci-dessus, définit le partage des terres (fig. 3). Le 26 janvier 1500, le premier explorateur européen du futur Brésil, Vincente Pinzon, est espagnol. Il touche la côte vers l'actuel Recife et remonte le long de la côte. Mais en vertu du traité de Tordesillas, l'Espagne ne revendique pas la découverte. En avril 1500, le navigateur portugais Pedro Alvares Cabral atteint les côtes brésiliennes. Il proclame officiellement la région possession du Portugal et nomme le territoire Terra da vera cruz. Amerigo Vespucci et d'autres explorateurs ramènent au Portugal, du brésillet (bois de Pernambouc ou bois de braise) qui, progressivement deviendra le symbole de la nouvelle terre et amènera à rebaptiser la Terra da vera cruz : elle deviendra le « Brésil ».

1.1.2.2 L'exploration territoriale

La méthode portugaise de conquête du continent sud-américain est plus lente que celle des espagnols et s'est caractérisée dans un premier temps, par une aire d'occupation limitée à une étroite bande littorale. On notera à cet égard que Pedro Alvares Cabral a, en fait, découvert le Brésil au cours d'une navigation qui avait pour ambition de perfectionner la méthode de Vasco de Gama pour arriver en Inde. Le Brésil n'avait pas beaucoup d'intérêt en lui-même pour le Portugal, hormis d'être un point de ravitaillement au milieu du chemin. Cependant, d'autres puissances (dont la France et la Hollande) ont commencé ensuite à s'intéresser à ce territoire et le roi du Portugal a, dès lors, cherché à le conquérir pour étendre son influence. Ainsi le roi du Portugal entreprend-il en 1530 un programme de

colonisation systématique du Brésil. Mais il n'avait plus de ressource pour cela. Il divise alors le territoire en bandes horizontales, les capitaineries héréditaires ou donatorios (fig. 4), dont la direction devait être confiée aux notables de la cour. L'objectif était de pousser les nobles à investir au Brésil en échange de ces territoires immenses. Peu le feront vraiment cependant et, de fait, jusqu'à la fin du XVI^e siècle, l'occupation demeurera littorale et centrée sur l'exploitation du bois de braise puis du sucre. Le régime des capitaineries sera finalement aboli à la fin du XVI^e siècle. A partir du XVII^e siècle, des groupes nomades constitués de métis, les Bandeiras, partiront effectivement, depuis São Paulo, à la découverte du territoire. Elles s'enfonceront dans les terres intérieures³, développant ainsi un principe cher aux Portugais : la frontière en mouvement.

Le développement économique est ensuite marqué par différents cycles qui reposent sur de véritables expéditions de conquête intérieure : en utilisant les fleuves pour accéder à l'intérieur d'un territoire parfois difficile d'accès, de nouvelles terres sont exploitées. Le cycle du sucre (XVI^e et XVII^e siècle) est relayé par celui de l'or⁴ qui entretient l'élan vers l'intérieur du Brésil (fig. 5 et 6).



Fig. 3 : limites des traités de Tordesillas, Madrid et d'Ildefonso

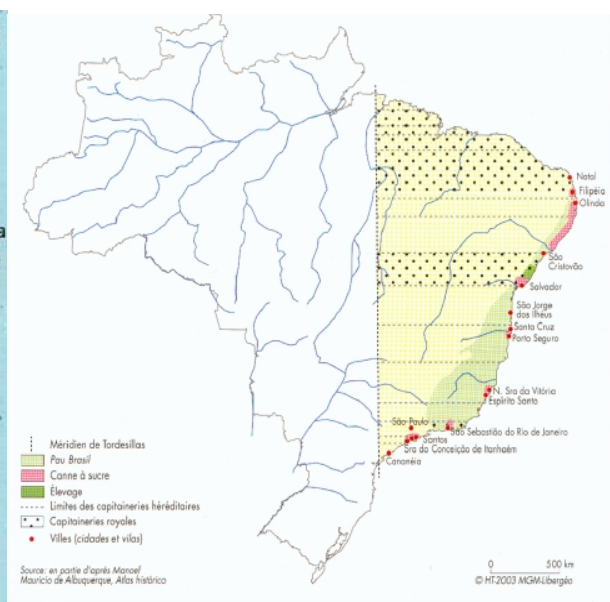


Fig. 4 : les premiers établissements et les capitaineries



Fig. 5 : exploitation économique au XVII^e siècle



Fig. 6 : exploitation économique au XVIII^e siècle

³ Elles ont réduit en esclavage une large part des populations autochtones rencontrées (voir le paragraphe 2.1.2.1).

⁴ Voir le paragraphe 1.2.2 : « une économie construite en cycles ».

1.1.2.3 Les rivalités coloniales

Parallèlement à l'exploration territoriale, se développent d'importantes rivalités coloniales. De fréquentes incursions françaises menacent ainsi la nouvelle colonie portugaise et incitent le roi Jean à placer le Brésil sous l'autorité d'un gouverneur général. Celui-ci met sur pied un gouvernement central dont la capitale est placée à Salvador de Bahia et établit un système de défense côtière. En 1555, les français tentent d'établir une colonie sur les rives de Rio de Janeiro. En 1560, les portugais détruisent cette colonie et créent la ville de Rio en 1567. De 1580 à 1640, le roi d'Espagne hérite de la couronne du Portugal et cette période est marquée par de fréquentes agressions anglaises et hollandaises contre le Brésil. Celles-ci prennent définitivement fin lorsque les Pays-Bas capitulent en 1654... après avoir tout de même occupé pendant près de 30 ans la région de Recife et Olinda...

1.1.2.4 Les tensions hispano-portugaises

En 1640, après la rupture de l'union des couronnes espagnole et portugaise, les deux puissances vivent pacifiquement en Amérique du sud jusqu'en 1680, date d'une expédition portugaise au sud de la rive orientale du Rio de la Plata où une colonie est alors fondée. C'est la cause d'une longue série de troubles qui ne s'achèveront qu'en 1828 avec la création de la république d'Uruguay. En 1750, le traité de Madrid entre l'Espagne et le Portugal entérine les revendications portugaises sur un vaste territoire à l'ouest des limites définies autrefois par le traité de Tordesillas. Le traité de Madrid est annulé par la suite mais ses principes sont repris et appliqués par le traité d'Ildefonso signé en 1777 (fig. 3).

1.1.2.5 Indépendance et frontières

En 1808 les armées de Napoléon sont aux portes du Portugal ce qui incite la cour à s'exiler à Rio. Elle y exporte pendant douze ans, une organisation centrale ainsi que des universités. Progressivement, une idée émerge : une unité territoriale est réalisable dans ce « Portugal d'outre-mer » pourtant constitué essentiellement de colonies éparpillées. En 1820, le prince héritier reste au Brésil et proclame l'indépendance du pays en 1822 : c'est l'empire de Pierre 1^{er}. Les résistances et autres tensions séparatistes que connaît alors le Brésil ne modifient pas fondamentalement l'aspect des frontières. Au Sud, elles évoluent à la marge avec l'indépendance de l'Uruguay et de la province Cisplatine revendiquée par le Brésil⁵. Depuis lors, la situation n'a que très peu évolué, même si le Brésil a gagné l'Acre et que ses frontières amazoniennes se sont étendues vers l'extérieur du pays, notamment au détriment de la France. Les contestations entre les deux pays sur la frontière de la Guyane datent de la fin du XVII^e siècle et les brésiliens obtiennent gain de cause en 1900, par un arbitrage rendu par le conseil fédéral suisse et fixant la frontière sur l'Oyapok. La ligne de partage des eaux est maintenant ponctuée de sept bornes.

1.1.2.6 L'intégration finale

L'intégration territoriale était sensiblement réalisée dès 1970. Il demeurait cependant des ombres correspondant à des zones reculées difficilement accessibles. Les connaissances géographiques et les révolutions technologiques, GPS et satellites notamment, ont progressivement permis de parachever cette maîtrise de l'espace intérieur et une intégration plus poussée des régions brésiliennes. Ce phénomène a récemment fait éclater une occupation cloisonnée dite « en archipel » qui a longtemps prévalu au Brésil. En effet, même si les fleuves ont permis d'atteindre précocement les lieux les plus reculés, les régions ont durablement fonctionné de manière indépendante, peu à peu unifiées par le développement des routes et l'avancée des fronts agricoles. Des différences et des inégalités très marquées subsistent cependant entre les différentes régions qui constituent ce pays gigantesque.

⁵ Voir le paragraphe 3.3.1.1 pour les détails sur l'antagonisme du Brésil et de l'Uruguay autour de la province Cisplatine.

1.1.2.7 Quelques dates clés

| <u>Période coloniale 1500 – 1822</u> | <u>La république brésilienne</u> |
|--|---|
| 1500 Découverte du Brésil par Pédro Alvares Cabral | 1889 Proclamation de la République suite à une révolte militaire |
| 1530 Créations des capitaineries | 1891 Adoption de la constitution des Etats-Unis du Brésil |
| 1555-60 Colonie française dans la baie de Rio de Janeiro, détruite par les portugais | 1914 Neutralité du Brésil au début de la 1 ^{ère} guerre mondiale |
| 1567 Création de Rio de Janeiro | 1917 Entrée en guerre aux côtés des alliés |
| 1624 Agression hollandaise – prise de Bahia | 1930 Coup d'état de Getulio Vargas sur fond de grave crise économique |
| 1654 Capitulation des Pays Bas | 1934 Nouvelle constitution – le droit de vote est accordé aux femmes |
| 1693 Ruée vers l'or dans le Minas Gerais | 1935 Instauration de la loi martiale par décret présidentiel |
| 1750 Traité de Madrid fixant pratiquement les frontières de l'actuel Brésil | 1937 Vargas dissout le congrès et proclame une nouvelle constitution lui conférant un pouvoir absolu : l'Estado Novo |
| 1807 Déménagement de la cour du Portugal sous la pression des armées de Napoléon | 1939-45 Malgré le caractère totalitaire du régime, le Brésil s'engage aux côtés des alliés |
| 1821 Retour de la cour du Portugal – Dom Pédro, 2 ^{ème} fils du roi du Portugal (Jean VI) devient régent du Brésil | 1946 Coup d'état militaire. Alignement du côté américain pendant la guerre froide |
| 1822 Dom Pédro proclame l'indépendance du Brésil Economie marquée par le cycles du sucre (XVI ^e - XVII ^e), responsable de l'introduction de l'esclavage et de l'or. (XVIII ^e). | 1964 Coup d'état militaire – succession de présidents militaires Modernisation économique et « miracle brésilien » Conquête de l'Amazonie |
| <u>L'empire 1822 – 1889</u> | 1985 Retour à la démocratie |
| 1825 Révolte de la province Cisplatine – Guerre contre l'Argentine | 1988 Nouvelle constitution |
| 1826 Défaite du Brésil – indépendance de la province Cisplatine et de l'Uruguay | 1992 « Sommet de la Terre » à Rio de Janeiro |
| 1851 Soutien à la lutte révolutionnaire contre la dictature argentine | 1994 Le Real remplace le Cruzado |
| 1865-70 Allié à l'Argentine et à l'Uruguay, combat victorieusement le Paraguay | 1998 Plus de 30000km ² de forêt amazonienne ravagés par des incendies |
| 1888 Abolition de l'esclavage Cycles économiques du cacao, du café et du caoutchouc. | 1999 Effondrement de la Bourse – le FMI accorde 41 Md de \$ au Brésil |
| | 2002 Election de Lula da Siva, premier président de Gauche au Brésil |

1.1.3 Les conséquences de l'immensité

Ce territoire immense équivaut à dix-sept fois celui de la France, ce qui a posé un certain nombre de problèmes aux colons portugais : l'exploration a constitué un authentique défi et l'intégrité territoriale du Brésil a été menacée par des acteurs extérieurs mais aussi internes. Le réseau hydrographique a été le premier moyen utilisé pour l'exploration du territoire. La conquête de l'Amazonie est significative et presque emblématique de ce désir de contrôle de son espace intérieur qui a toujours animé le Brésil. Ainsi, dès 1637, une expédition portugaise menée par Pedro Teixeira a-t-elle remonté le fleuve Amazone jusqu'à Quito. De 1965 à 1985 le gouvernement militaire reprendra la même initiative via son « opération Amazonie », qui consistait à développer l'Amazonie par l'ouverture de routes afin d'assurer l'intégration territoriale de ce vaste espace très peu peuplé.

D'une manière générale, l'occupation de l'intérieur a été une préoccupation constante de la géopolitique brésilienne depuis l'époque coloniale jusqu'à la création de la nouvelle capitale de Brasilia située à 1 000 kilomètres des côtes. Une des clés de cette intégration passe par l'utilisation et la mise en place de réseaux de communication efficaces afin de relier facilement les différentes régions constitutives de l'entité nationale et d'en maîtriser les distances (fig. 7).

Le réseau fluvial a joué un grand rôle historique mais il est aujourd'hui en retrait. Les voies navigables et le cabotage ne représentent plus que 14% du transport de marchandises. Bien que de grands projets d'aménagement soient régulièrement remis à l'étude, ils se heurtent souvent à de gros problèmes d'exécution. La voie fluviale du Madeira/Amazone, par exemple, envisagée pour évacuer la production de Soja du Mato Grosso, n'autorise que des convois de barges de 10 000 tonnes.

De même et paradoxalement, les voies ferrées ne totalisent que 28 000 kilomètres et 20% du transport des marchandises. Le réseau ferré est, de plus, divisé en six grands systèmes régionaux attribués à des concessionnaires ce qui ne favorise pas particulièrement la mise en œuvre d'un plan national cohérent, malgré les velléités des hommes politiques.

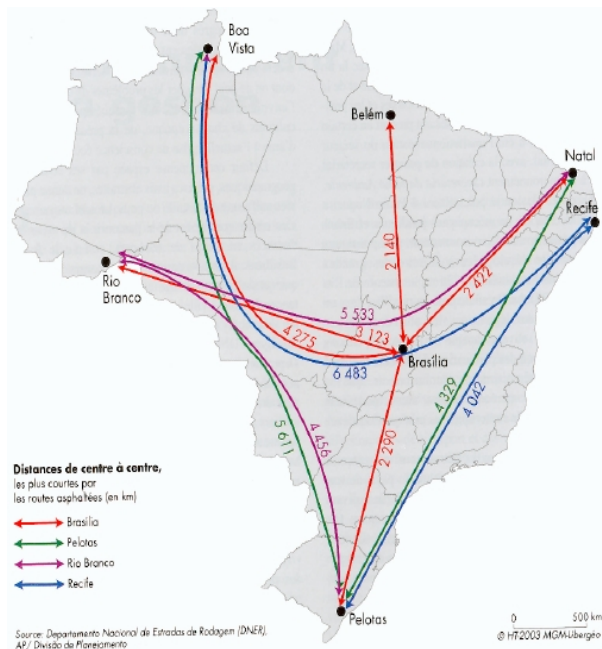


Fig. 7 : des distances difficiles à maîtriser



Fig. 8 : le réseau routier au Brésil

Les routes représentent aujourd'hui le moyen principal d'occupation de l'espace au Brésil permettant ainsi la mise en valeur de nouvelles terres agricoles, la naissance de villes et le défrichement. Là encore, la Transamazonienne est symbolique à bien des égards : la route comme moyen de poursuivre l'exploitation de l'Amazonie, terre d'aventures, perpétuant ainsi la tradition des fronts pionniers. Elle cristallise l'effort consenti par cette jeune nation qui prend ainsi conscience d'elle-même dans cette entreprise gigantesque de maîtrise des distances. Le Brésil comptait 1,7 million de kilomètres en 2000 contre 500 000 kilomètres en 1960, mais seulement 10% de ces routes sont asphaltés et sont donc praticables en toutes saisons. Dense sur le littoral mais lâche à l'intérieur du pays (fig. 8) où il est en mauvais état, le réseau routier est particulièrement dangereux : on dénombre 24 accidents mortels pour 100 000 habitants. De plus, le gouvernement fédéral, qui fait des efforts importants pour le développer, est contraint de passer au régime de concessions et de péages afin que le poids du financement demeure acceptable pour le pays.

La responsabilité de la mise en œuvre et du développement du réseau aérien a été confiée à l'Armée de l'air brésilienne pendant longtemps avant de passer, sous la forme d'un organisme étatique, sous le contrôle direct du ministère de la défense. La privatisation de cet organisme a même été envisagée, mais le manque de rentabilité des petits aéroports a fait craindre une perte de qualité globale de ce service : les régions les plus isolées auraient risqué de se retrouver privées de leurs liaisons aériennes. Aujourd'hui 65 aéroports majeurs dont 30 internationaux permettent de transporter 70 millions de passagers par an, dont 25 millions pour les deux aéroports de Sao Paulo.

Le réseau de télévision enfin, a été un moyen important d'intégration nationale. Utilisant d'abord le système de transmissions terrestres puis par satellite, il s'est très vite développé. Le progrès économique a, à son tour, permis à plus de 80% des foyers de disposer d'un poste de télévision. Le réseau Globo à travers des feuilletons télévisés, les telenovelas, diffuse dans tout le pays une grille de lecture commune des problèmes de la société brésilienne. Les spectateurs partagent ainsi un intérêt commun pour les grandes questions telles que le rôle des multinationales, l'évolution des mœurs ou encore la réforme agraire.

Aujourd'hui encore, les distances sont très pénalisantes pour les régions intérieures, en ce qui concerne le transport des produits manufacturés. En revanche, les produits agricoles échappent à cette logique. Par exemple, le soja du Mato Grosso parcourt 2 000 km pour arriver au littoral mais est quand même moins cher que son équivalent américain... il n'en demeure pas moins que sa compétitivité est affectée par ces frais de transport. L'effort du gouvernement fédéral porte clairement sur l'amélioration des infrastructures mais les changements fréquents d'orientation de cette politique d'équipement nuisent à son efficacité surtout lorsque ces variations sont guidées par la tentation du « nouveau » pas toujours plus adapté ou plus économique que les techniques anciennes. Les derniers programmes

gouvernementaux semblent privilégier une approche plus pragmatique du problème en combinant les différents modes d'acheminement, routes/fleuves/rail, afin de développer des flux logistiques permettant de mieux faire face aux contraintes géographiques. Le Brésil tente parallèlement de s'aménager des marges de manœuvre afin de pouvoir investir des fonds importants dans ces infrastructures. L'idée est d'obtenir que les dépenses afférentes à ces efforts d'équipement soient retirées du calcul de l'excédent qu'il doit conserver pour payer les intérêts de sa dette.

1.2 L'économie

L'économie brésilienne connaît depuis 40 ans une croissance et une modernisation remarquables. Aujourd'hui, le Brésil est la 1^{ère} puissance économique du continent sud-américain et son PIB se situe environ au dixième rang mondial (ce classement fluctue de quelques places au gré de l'évolution du dollar américain). En raison notamment d'une histoire économique rythmée par des « cycles » successifs, l'économie brésilienne se caractérise toujours par de très fortes disparités géographiques et structurelles.

1.2.1 Une situation économique de bonne augure

Le Brésil est depuis longtemps un géant agricole favorisé par un étalement en latitude qui lui permet de cultiver une très large gamme de produits. Le secteur primaire n'est plus la principale activité économique (10,2% du PIB en 2004 contre 22,6% en 1960⁶). Ce secteur continue néanmoins d'enregistrer des progrès constants : le taux de croissance de l'agriculture est de 2% par an depuis 1990 (soja +3,2% ; grains +1,8% ; canne à sucre + 2,3% ; oranges + 1,8%). Soutenu par une politique d'accroissement de la qualité destinée à favoriser l'exportation, l'élevage est également très compétitif (le Brésil est premier producteur et également premier exportateur mondial de viande bovine actuellement). Un constat particulièrement significatif témoigne de la performance du vaste complexe agro-industriel : les produits agricoles et agro-alimentaires représentent 35% des exportations. Le Brésil est ainsi depuis un siècle le premier exportateur mondial de café, avec des rendements en hausse. Il est par ailleurs le premier exportateur mondial de sucre de canne et s'est parallèlement imposé comme le premier producteur d'alcool-carburant, après avoir adapté avec succès ce substitut de l'essence. Il est en outre le second exportateur mondial de soja, alors même que se dégagent d'intéressantes perspectives d'usage, telles le biodiesel. Il est enfin le premier exportateur de jus d'orange.

Le Brésil est également la 9^{ème} puissance industrielle mondiale (38,6 % du PIB en 2004). Après avoir été cantonné pendant la période coloniale à la fourniture de matières premières agricoles et minières, le Brésil s'est engagé dans un processus d'industrialisation dont l'incontestable succès doit beaucoup à l'intervention de l'Etat. Après une prise de conscience des dirigeants brésiliens à l'occasion de la crise de 1929, la 2^{ème} guerre mondiale contraint le pays à produire toute une série de biens qu'il avait l'habitude d'importer. De 1947 à 1961, l'industrie devient le secteur le plus dynamique de l'économie, le pays se dote des industries de base et triple sa production, dépassant l'Argentine en 1958. De 1961 à 1985, c'est la période du « miracle économique », avec un taux de croissance annuel de l'industrie atteignant 12 % entre 1968 et 1974 ; sous l'influence de la doctrine « nationale-développementiste »⁷, la mobilisation des ressources se fait dans le cadre d'une planification économique combinant politique de grands travaux, modes de financement adaptés aux projets industriels, modernisation des industries traditionnelles et développement de filières nouvelles d'intérêt stratégique. Par exemple, la filière pétrochimique se constitue grâce à un mode de financement tripartite, mobilisant 1/3 de capitaux publics, 1/3 de capitaux privés nationaux⁸, 1/3 de capitaux étrangers. Dès la période de dictature militaire, le Brésil fait le choix stratégique de privilégier les industries technologiques

⁶ Si l'on ajoute le secteur de l'agro-industrie au secteur primaire, cet ensemble représente toutefois 30% du PIB du Brésil aujourd'hui, ce qui montre tout de même que ce pays demeure attaché à une tradition d'exploitation de la terre.

⁷ Le « national développementisme » fut une politique voulue par Juscelino Kubitschek, élu président du Brésil en 1959. Il cherchait à créer les conditions d'une émancipation industrielle, espérant ainsi affermir l'« indépendance nationale ». A l'heure du « miracle économique », bien que le président Kubitschek ait déjà quitté le pouvoir, l'esprit de cette initiative a bel et bien encore inspiré les dirigeants.

⁸ C'est à dire les banques ou les investisseurs privés brésiliens.

performantes, entraînant la création d'emplois induits. Il recherche systématiquement des alliances avec transfert de technologie. Le domaine nucléaire en offre un exemple et montre parallèlement le climat d'hostilité que le Brésil a dû affronter sur la scène mondiale pour parvenir à ses fins. Ayant sollicité les Etats-Unis et l'Allemagne pour acquérir la technologie d'enrichissement de l'uranium, le Brésil s'est vu délivrer une fin de non-recevoir par les Américains qui ont en outre tenté de saboter les pourparlers que les brésiliens parvenaient à développer avec les Allemands. Le Brésil et l'Allemagne sont parvenus à un accord en 1975 mais les Etats-Unis ont obtenu que la vente des centrales allemandes ne s'accompagne pas d'un transfert de technologie. Le Brésil a donc dû apprendre seul à maîtriser cette technologie... Au cours des années 1990, le développement technologique devient une « nouvelle frontière » dans la mesure où un effort particulier est entrepris pour explorer de nouveaux horizons, avec un esprit pionnier cher aux Brésiliens. Des centres de recherche sont créés, dans les secteurs pétrolier, électrique, les télécommunications (Campinas), le domaine aérospatial (Sao José dos Campos), la recherche agronomique (stations de l'Embrapa). Aujourd'hui, le Brésil possède des industries de pointe qui rivalisent avec succès sur le marché international et s'imposent dans le domaine de la pétrochimie, du textile, de l'automobile, de la métallurgie, la mécanique ou encore l'aéronautique.

EMBRAER (Empresa Brasileira de Aeronautica), est une entreprise publique de construction aéronautique créée en 1969. Sa création répond à une stratégie affichée de reconquête du marché intérieur par substitution des importations. Après la mise sur le marché de son premier avion, le Bandeirante, l'entreprise acquiert l'excellence dans la maîtrise technique du montage et dans le domaine commercial. Privatisée pour faire face à la crise du début des années 1990, elle met en œuvre de nouvelles stratégies et vend une partie de son capital (à la société française Dassault !). En 2000, l'entreprise compte 12 000 employés et détient 49% du marché international des avions de 30 à 60 places. On notera qu'elle occupe le quatrième rang mondial derrière Airbus, Boeing et le canadien Bombardier qui est son principal concurrent.

Avec une balance commerciale excédentaire de 33,8 milliards de \$ en 2004 et de 44,7 milliards de \$ en 2005, le commerce extérieur se porte bien. C'est dans le secteur des biens d'équipement que le Brésil porte actuellement son effort. Enfin, signe révélateur, le Brésil exporte aujourd'hui des produits manufacturés à la fois vers les pays développés et vers les pays du Sud.

1.2.2 Une économie construite en cycle

1.2.2.1 Le rôle des productions agricoles

Le Brésil a connu, au cours de son histoire, une succession de « cycles » économiques pour la plupart fondés sur une production agricole, sucre, café, coton, qui ont déterminé les phases du peuplement et du développement économique. Son histoire et sa conquête territoriale ne se résument pas à la seule histoire des cycles économiques, mais ceux-ci contribuent à mieux comprendre les fondations d'un Brésil moderne et dynamique dont les activités du secteur primaire furent primordiales. Du XVI^e au XX^e siècle, ce pays met en valeur une série de ressources à la fois agricoles et minières en essaimant sur son territoire une population dynamique et conquérante. Ces productions à valeur spéculative ont permis à différentes régions du Brésil de se développer et de se peupler. Néanmoins, pour beaucoup d'entre-elles, la fin du cycle fut souvent le début d'une longue période de marasme économique, de paupérisation de la population, voire de fuite de celle-ci vers la région touchée par le cycle suivant.

1.2.2.2 Le cycle du bois de braise

Le bois de braise, ou « pau brasil », fut le premier produit d'exportation à destination de l'Europe. Il servait à faire de la teinture rouge mais c'était une teinture de deuxième ordre et son transport était difficile car le produit était pondéreux. Ce bois était assez bien réparti sur le territoire, même si c'est le littoral atlantique et plus particulièrement le Nordeste qui en était le mieux pourvu. Il fut dans un premier temps exploité par des Portugais, qui ne purent cependant en conserver le monopole. Les Normands prirent ainsi une part importante dans le marché au début du XVI^e siècle. L'exploitation de cet arbre ne donna pas lieu à la création de grands établissements européens

permanents⁹. C'est en effet la main d'œuvre amérindienne, volontaire ou non, qui était utilisée pour la collecte et le rassemblement du bois. Ces populations autochtones cherchèrent d'autres débouchés plus lucratifs à partir des années 1560-1570. En réalité, le cycle du bois de braise n'engendra donc pas une véritable assise économique pour le Brésil.

1.2.2.3 Le cycle du sucre

La canne à sucre fut introduite par les Portugais sur le littoral nordestin dès le milieu du XVI^e siècle. Cette première économie de plantation s'imposa facilement, tant le sucre était une denrée rare. Elle valait donc cher et son transport aisé permettait de répondre à la demande croissante de sucre en Europe. Très vite, la culture de la canne prit des proportions importantes et fit rapidement du Brésil le premier producteur mondial de sucre. Un véritable système économique et social vit le jour : un maître de domaine cultivait la canne à sucre, par esclaves interposés¹⁰, et la transformait dans son moulin à sucre afin de vendre, avec une valeur ajoutée significative, un produit déjà transformé. Des activités parallèles apparurent, permettant de parler de cycles secondaires d'accompagnement : on retiendra les cultures vivrières à l'intérieur des terres pour nourrir la main d'œuvre et l'élevage d'animaux de trait pour faire fonctionner les moulins à sucre. Jusqu'en 1670, le sucre assura la richesse du Nordeste mais la concurrence antillaise mit fin au monopole sucrier brésilien, plongeant ainsi la région dans d'importantes difficultés.

Il n'en reste pas moins que ce cycle économique permit à la fois d'enrichir le pays, d'y développer des activités agricoles et proto-industrielles, de relier le littoral et l'intérieur d'une même région. Cependant, la fin de ce cycle induisit in fine la fuite d'une partie des habitants et des bénéficiaires du cycle.

1.2.2.4 Le cycle de l'or

Devant la crise économique du Nordeste et grâce à l'esprit pionnier des bandeirantes (de bandeira, drapeau derrière lequel se regroupait une expédition désireuse de découvrir de nouvelles ressources à travers le territoire brésilien), le cycle de l'or vit le jour au XVIII^e siècle.

Lors de leurs expéditions, les bandeirantes trouvèrent de nombreux gisements d'or et de pierres précieuses, dans une région qui devint le Minas Gerais (littéralement les « mines générales »). Les espoirs de fortune suscitérent ainsi un afflux de population vers ces zones intérieures du Brésil... et un afflux d'esclaves, car ce sont eux qui travaillaient pour trouver l'or !

Beaucoup de colons quittèrent alors le Nordeste déprimé, par la vallée du Rio Sao Francisco, afin de tenter leur chance dans cette ruée vers l'or qui nécessitait peu de capitaux de départ. Les anciennes villes minières sont aujourd'hui devenues touristiques grâce à leur patrimoine, mais la surexploitation entraîna l'épuisement des gisements et la région entra dans une longue léthargie.

Bien qu'essentiellement minier, le cycle de l'or s'accompagna d'un développement de l'élevage, nécessaire pour le transport, pour la viande, pour le cuir, éléments indispensables du fonctionnement des mines. Cette activité induite atteint une envergure telle que l'on put parler, non pas d'un cycle du bétail, mais d'économie pastorale. L'élevage fut aussi un important vecteur d'occupation de l'espace, puisqu'à côté des villes minières se développèrent des campagnes intégrées à l'espace économique régional. Cependant, cette activité ne permit pas de conserver sur place les capitaux et la population à la fin du cycle de l'or. On notera à cet égard que le Portugal a lourdement contribué à cette issue. En effet, le royaume exerçait un contrôle très rigoureux sur l'extraction de l'or et rapatriait en « métropole » l'ensemble de la production... afin notamment de financer ses achats de produits manufacturés anglais. Ainsi, aucun investissement significatif n'a été réalisé au Minas Gerais afin de préparer l'« après or » ! Ceci procédait toutefois d'une attitude alors usuelle, des métropoles envers leurs colonies ; cette pratique eut cours jusqu'au milieu du XX^e siècle.

⁹ Des établissements européens permanents ne s'installeront qu'avec la canne à sucre.

¹⁰ Ceci constitue la contrepartie sombre de cette période... mais également des autres cycles comme on le verra au cours de ce paragraphe

1.2.2.5 Les cycles du café, du coton, du caoutchouc

Ces cycles touchèrent le Brésil tout au long du XIX^e siècle mais, pour la première fois, ils concernaient trois produits différents dans trois régions différentes - l'Amazonie connut l'éphémère cycle du caoutchouc ; le Nordeste crut sortir de sa léthargie grâce au cycle du coton ; le Centre-Sud, lui, imposa sa suprématie grâce au cycle du café.

Le cycle du caoutchouc permit le peuplement et le développement de l'Amazonie. La production de latex, tiré de l'*hevea brasiliensis*, se développa avec la découverte du procédé de vulcanisation et avec l'essor de l'automobile ainsi que du vélo. L'*hevea* existant à l'état naturel en Amazonie, les villes de Belém et de Manaus attirèrent une bourgeoisie avide de gains rapides et connurent une croissance sans précédent. L'exploitation du caoutchouc réclamait certes des investissements initiaux, soit pour monter une structure d'import-export, soit pour établir de très vastes propriétés où travaillaient des seringueiros : le seringueiro, souvent très pauvre, recherchait les arbres, les saignait et récoltait le latex. Ce système connut son apogée vers 1910, avant que n'émerge une concurrence asiatique, malaise principalement. Celle-ci était née d'une initiative anglaise : ayant subtilisé des semences d'hévéa amazonien, l'Angleterre les avait exportés et acclimatés dans leurs colonies d'Asie. Or, l'hévéa brésilien eut à affronter les attaques d'un champignon... qui n'apparut pas en Asie. La production du sud-est asiatique devint donc plus régulière que celle du Brésil... et beaucoup moins coûteuse ! Un seringueiro amazonien passait en effet une journée pour saigner 100 arbres en parcourant 20 ou 30 km tandis qu'un malais travaillait sur des plantations disposant de plusieurs dizaines de plants à l'hectare. Il n'y avait donc rien de commun et la rentabilité des surfaces étant multipliée par plusieurs ordres de grandeur, le prix diminua dans les mêmes proportions pour le caoutchouc asiatique... Finalement, l'exploitation de l'hévéa au Brésil n'étant plus rentable, le cycle du caoutchouc prit fin et l'Amazonie plongea à son tour, en 1920, dans une longue période de léthargie.

Le cycle du coton fut un sursaut dans l'histoire du Nordeste. Cette région, déprimée depuis la fin du cycle du sucre, sut profiter de l'effacement de la concurrence nord-américaine pendant la guerre de Sécession pour développer les plantations de coton. Cependant, à la fin de la guerre, une série de grandes sécheresses montrèrent qu'à nouveau, les revenus étaient insuffisants pour fixer la population et développer la région. Le Nordeste avait échoué dans ses tentatives de redressement.

Le cycle du café fut celui qui laissa le plus de traces dans la géographie et l'économie du Brésil. Venu de Guyane, le café, plante délicate, fut introduit au Brésil¹¹ au moment précis où cette boisson connaissait un succès croissant, partout dans le monde. D'abord développée dans la vallée du Paraíba, au nord de Rio de Janeiro, cette culture se propagea à l'ouest, près de Sao Paulo et au nord du Paraná. Les sols fertiles de ces régions et le dynamisme des paulistas¹² contribuèrent à l'essor de la région Sudeste. A l'inverse des autres régions par le passé, le Sudeste sut prendre des initiatives avec, par exemple, la construction de voies ferrées, l'aménagement du port de Santos et la mécanisation des cultures commerciales (tout en faisant appel à une main d'œuvre immigrée venue d'Europe). Le café permit ainsi à la région Sudeste, tout particulièrement Sao-Paulo, d'affirmer son hégémonie. Devant l'importante demande internationale, la production s'accrût très rapidement, faisant de cette région le fer de lance du Brésil.

Même si le café a connu différentes crises, il a représenté jusqu'à 90% des exportations. Les planteurs, comme nulle part ailleurs au Brésil, devinrent de vrais entrepreneurs qui surent investir dans d'autres secteurs d'activité. L'aventure caféière put alors s'étendre à d'autres domaines grâce aux capitaux qui n'étaient pas exclusivement réinvestis dans ce qui aurait pu devenir une monoculture et donc une monoactivité. Ce furent les prémices de l'industrialisation du Brésil. Dès lors semblaient se présenter les signes d'un développement qui pourrait s'inscrire dans la durée : le Brésil n'exportait plus seulement des produits bruts, agricoles ou miniers mais aussi des produits ayant une certaine valeur ajoutée.

¹¹ Les Brésiliens « subtilisèrent » en fait le café à la Guyane, comme les Anglais leur avait précédemment subtilisé l'hévéa. Ceci s'appellerait aujourd'hui de la biopiraterie.

¹² Les Paulistas sont les habitants de São Paulo.

1.2.2.6 L'industrialisation et la maîtrise du territoire

Le XX^e siècle fut celui de l'industrialisation du Brésil. Le langage commun a même retenu l'expression « miracle économique brésilien » pour décrire l'expansion que connut l'industrie brésilienne au cours des années 1960 et 1970¹³. Les axes de communication et les transports se sont développés pour répondre aux nouveaux besoins de l'industrie et s'étendent aujourd'hui sur quasiment tout le territoire. Ces progrès reposèrent largement sur l'extrême vitalité et l'esprit pionnier des brésiliens. Bien que le pays ait vécu sa révolution industrielle, il n'a pas pour autant totalement rompu avec son passé. L'agriculture et l'élevage ont en fait servi de base à l'industrialisation. Le poids agricole du Brésil fut vital et demeure important, même si l'espace rural et l'agriculture elle-même évoluent : un exode rural massif s'est produit, les cultures se sont diversifiées, les techniques se sont modernisées. Le Brésil est une grande puissance agricole, mais en mutation constante.

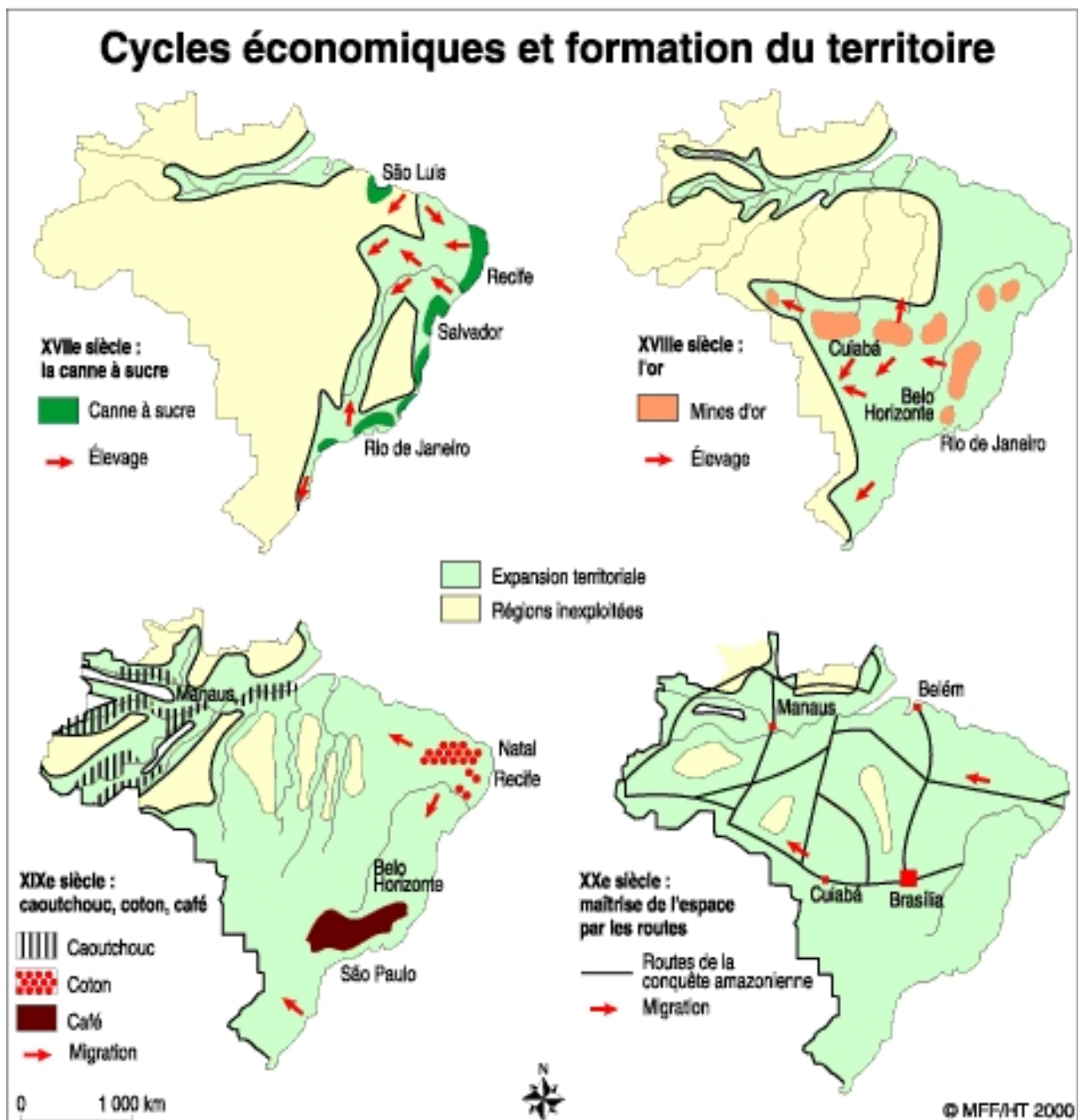


Fig 9 : cycles économiques et formation du territoire

¹³ Le pouvoir était alors aux mains d'une dictature militaire dont l'instauration et l'action sont décrites plus en détail au paragraphe 3.2.1.

1.2.3 Disparités économiques et dualité de l'économie

1.2.3.1 Le domaine agricole

Dans le domaine agricole, le Brésil présente des structures extrêmement contrastées, marquées par l'opposition entre latifundios, grands propriétaires terriens (fig. 10) et minifundios qui sont installés sur de petites parcelles de terre (fig. 11)¹⁴. En réalité, très peu d'exploitations sont de taille moyenne : d'après les données de l'IBGE (Institut Brésilien de Géographie et de Statistiques), 53% des exploitations sont de taille inférieure à 10 hectares et se partagent 3% des terres alors qu'1% des exploitations disposent de 44% des terres. Ce sont les grandes entreprises agricoles, tournées vers l'exportation, qui, historiquement, se sont approprié la majorité des terres brésiliennes. On trouve dans cet ensemble, des fermes de soja qui sont des acteurs agricoles mondiaux à forte rentabilité. Beaucoup de ces grandes exploitations ont cependant fait le



Fig 10 : grande exploitation agricole de type fazenda

choix de l'élevage, emploient peu de personnel et présentent une faible productivité à l'hectare. Le monde rural brésilien juxtapose donc souvent hommes sans terre et terres sous-utilisées.



Fig 11 : exploitation familiale en Amazonie

Il faut ajouter à cela un phénomène d'appropriation illégale des terres dans les espaces pionniers comme l'Amazonie. Avant même le lancement des opérations publiques visant à améliorer leur condition, les paysans sans terre se sont installés dans des zones vierges au statut parfois mal défini. La loi brésilienne reconnaît à ces occupants sans titre légal un droit de possession (la posse, d'où leur nom posseiros) au bout de 10 ou 20 ans, pourvu que ces terres soient délimitées, que leur superficie ne

dépasse pas 60 hectares et que le titre de propriété soit enregistré. Mais beaucoup de paysans pauvres n'effectuent pas ces formalités. Ceci génère de violents conflits avec les investisseurs convoitant les mêmes terres et utilisant des procédés frauduleux leur permettant de revendiquer plusieurs centaines de posses à la fois pour y pratiquer l'élevage. Toutes sortes d'organismes peu scrupuleux, faisant appel à des hommes de main, prolifèrent ainsi et souvent s'affrontent¹⁵. Une grande confusion règne donc sur la propriété foncière. Cette situation accentue les tensions sociales déjà importantes dans ces zones où vivent de nombreux défavorisés. Dans ce contexte, la réforme agraire, notamment après ses échecs de 1964 et 1988, demeure un enjeu éminent pour les gouvernements successifs.

¹⁴ Voir le paragraphe 1.3.3 pour des considérations détaillées sur les latifundios et minifundios.

¹⁵ Voir le paragraphe 2.3.3 sur la violence rurale.

1.2.3.2 Le domaine industriel

Dans le domaine industriel, les processus de production (par le biais des économies d'échelle), la disponibilité des fluides et des infrastructures, la localisation des consommateurs à haut pouvoir d'achat et de la main d'œuvre qualifiée ont entraîné une très grande concentration industrielle (jusqu'à 70% du potentiel industriel) sur l'axe Sao Paulo - Rio de Janeiro - Belo Horizonte. Cette concentration trouve cependant des limites : l'accès aux terrains devient difficile, la concentration renforce les syndicats ouvriers et les pouvoirs publics commencent à peser dans le sens d'une déconcentration relative. On assiste ainsi à deux types de redéploiement industriels. D'une part, on relève un redéploiement à l'intérieur de la région SUDESTE, en particulier sur les plateaux occidentaux de l'Etat de Sao Paulo. Les pouvoirs publics se bornent dans ce cas à fournir des infrastructures. D'autre part, on peut noter un redéploiement vers les autres régions, où l'attractivité repose sur des subventions massives. Dans les années 1980, l'Etat y consacra des fonds fédéraux. Ainsi, dans le NORDESTE, l'Etat apportait, par le biais de grandes firmes publiques, 70 à 90 % de l'investissement. Ceci a pu faire dire que le gouvernement brésilien avait inventé les capitalistes sans capital. Dans ce contexte, la politique de déconcentration a connu un bilan mitigé comme le montre l'exemple de Manaus : les pôles industriels existent, mais ils n'ont pas eu les effets d'entraînement espérés. Depuis les années 1990, le libéralisme a été bien plus large et l'Etat fédéral n'a plus beaucoup tenté d'influencer la carte industrielle, sauf par le biais de la banque publique BNDES et par la construction d'infrastructures. Les Etats fédérés se sont en revanche mutuellement livrés une « guerre fiscale » afin d'attirer les investisseurs.

1.2.3.3 Economie formelle et économie informelle

Enfin, l'économie brésilienne se caractérise par la coexistence des économies formelle et informelle, dualité qui a une origine ancienne : jusqu'à l'abolition de l'esclavage, le marché du travail connaissait deux cadres, celui de la main d'œuvre libre, contrôlé par les corporations, et celui du travail servile. En ville, les esclaves n'étaient pas directement employés par leurs propriétaires, mais vendaient leur travail sur un marché qui échappait au contrôle des corporations. Aujourd'hui, l'économie informelle existe toujours dans l'industrie et l'agriculture, où les contrats de travail sont souvent oraux, mais elle prend une dimension particulière dans le secteur tertiaire¹⁶.

Le secteur tertiaire est en effet, désormais, le plus important de l'économie brésilienne (51,2 % du PIB en 2004). Il est extrêmement hétérogène, d'où le qualificatif de « nébuleuse tertiaire ». La coexistence du formel et de l'informel se manifeste principalement dans le domaine du commerce et des services : se juxtaposent des établissements « officiels » et une multitude d'établissements plus ou moins clandestins, qui remplissent toutefois des fonctions comparables à celles des établissements légaux. Le secteur informel s'avère à la fois utile et préjudiciable à l'économie formelle. Il permet en effet d'assurer l'écoulement d'une partie des produits du secteur industriel officiel, grâce à des prix drastiquement réduits. L'économie informelle favorise en revanche simultanément la diffusion de « substituts » (contrefaçons) qui nuisent au commerce légal... D'autres liens existent, comme la sous-traitance. Secteur économiquement important, le secteur tertiaire informel n'a néanmoins pas d'effet déterminant sur la structuration de l'espace national, ni d'effet d'entraînement sur l'ensemble de l'économie. Mais il reste créateur d'emplois et il est essentiel à la survie des plus défavorisés. C'est certainement la raison pour laquelle ce système dual, où se côtoient le Brésil de la loi et celui de la débrouille le jeito, connaît une telle longévité.

1.3 Le Brésil en ses régions

Afin de mieux appréhender la réalité brésilienne, sa relative homogénéité et sa grande diversité, il convient de mieux connaître les différents contrastes régionaux qui apparaissent à l'échelle des

¹⁶ D'une manière générale, moins de la moitié de la population brésilienne active possède un contrat de travail en bonne et due forme ! Cet aspect sera développé au paragraphe 3.1.2.

régions administratives, naturelles, agricoles, industrielles, ou urbaines. Au Brésil, chacun de ces concepts recouvre une réalité géographique différente, marquée par de forts contrastes. Ceux-ci concourent paradoxalement à la cohésion nationale bien qu'a priori ils s'y opposent. L'étude de chacune de ces notions permet de se faire une première idée de la mosaïque brésilienne.

1.3.1 Les régions administratives

Outre les institutions brésiliennes décrites dans l'encart ci contre, l'état brésilien a défini des régions regroupant plusieurs états (fig. 12).

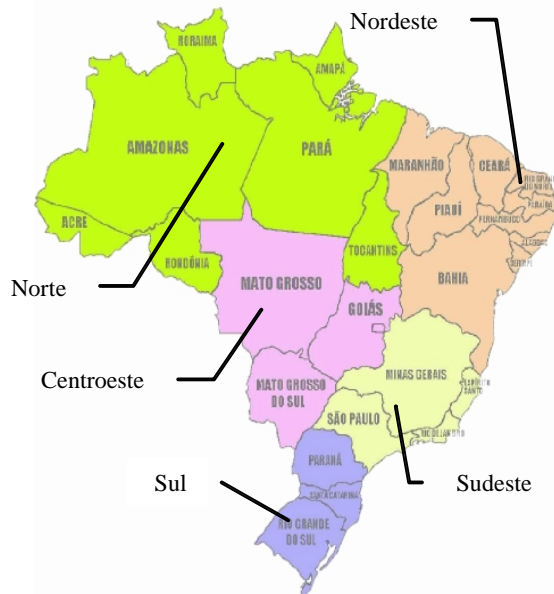


Fig 12 : les 5 régions administratives du Brésil

Ces régions n'ont pas de réel rôle institutionnel. Elles n'ont ni chambre de représentants élus, ni pouvoir de décision, ni budget, et sont sans capacité d'approbation des politiques menées par chaque état. Elles ont vocation à assurer au niveau des Etats, la coordination de la politique de développement nationale. Elles constituent des « régions de programme » et, simultanément, des unités de compte statistiques.

Afin d'accélérer le développement économique de certaines régions, l'Etat fédéral a par ailleurs créé des agences de développement au cours des années 1960. Suspendues au début des années 2000 du fait de nombreux scandales financiers, elles ont été recréées sous de nouveaux noms : l'historique SUDENE est ainsi devenue ADENE (agence de développement pour le Nordeste) et la SUDAM est devenue l'ADA (agence de développement pour l'Amazonie).¹⁷... Ces agences ont un budget, mais pas d'autonomie budgétaire. Elles allouent et contrôlent les facilités fiscales accordées pour certains projets régionaux. Elles coordonnent également l'action des différents Etats, des Communes et de la Fédération. Le gouvernement fédéral envisage de renforcer leur capacité d'action en instituant des Nova Superintendência. Avec davantage d'autonomie budgétaire et la possibilité

Le fonctionnement des institutions brésiliennes

Le Brésil est une république fédérale constitutionnelle (la constitution en vigueur date du 5 octobre 1988) qui regroupe 26 Etats fédérés plus le district fédéral de Brasilia. Autrefois située à Rio de Janeiro, la capitale du pays a été transférée en 1960 dans la ville nouvelle de Brasilia, construite pour rééquilibrer le pays au profit de l'intérieur. Le vote est obligatoire pour toutes les personnes alphabétisées de 18 à 70 ans et facultatif pour tous entre 16 ans et 18 ans et après 70 ans. L'Etat fédéral fonctionne sous le mode du régime présidentiel. Le chef de l'exécutif est le président, élu au suffrage universel direct à deux tours pour une période de 4 ans. Il nomme et révoque les ministres mais ne peut dissoudre les chambres.



Le Congrès est formé par le Sénat et la Chambre des députés. Le Sénat compte 81 sénateurs élus pour une période de 8 ans. Les sénateurs, au nombre de trois par Etat et trois pour le district fédéral de Brasilia, sont renouvelés tous les 4 ans : 2/3 une fois, 1/3 la fois suivante. La Chambre des députés compte 513 membres élus pour une période de 4 ans. Les députés sont élus par chaque Etat fédéré en proportion de leur population. Chaque Etat est représenté au minimum par 8 députés et au maximum par 80. Les élections présidentielles, celles du Sénat, de la Chambre des députés et des gouverneurs sont toutes organisées à la même date. Les prochaines auront lieu en octobre 2006.

Chacun des 26 Etats de la Fédération dispose de son propre gouvernement local, aux pouvoirs précisément délimités par rapport à ceux du gouvernement fédéral qui leur consent une réelle autonomie. Ceci implique qu'entre Etats la politique de développement diffère, tout comme les taux d'imposition. On trouve également des disparités dans les taxes de douane aux frontières. Chaque Etat est également doté d'une Chambre législative et de compétences judiciaires propres (chaque état possède sa propre police pour un effectif cumulé de 500 000 personnes contre 7 500 environ pour la police fédérale).

Le fonctionnement des municipios est calqué sur celui des Etats. Chaque municipios possède un Parlement et un gouvernement. En revanche les municipios n'ont pas de compétence judiciaire. Les élections « communales » ont lieu tous les 4 ans et sont décalés de deux ans par rapport aux autres élections.

Si l'autonomie des Etats et des Communes est extrêmement importante et est inscrite dans la Constitution, la responsabilité des maires et gouverneurs est directement engagée en termes de dépenses publiques : la « loi de responsabilité fiscale » limite en effet l'endettement autorisé et rend passible de procès les maires ou gouverneurs qui ne la respecteraient pas...

¹⁷ Cette politique de développement a connu des succès et des échecs !

d'approuver ou non la politique de développement de chaque Etat, ces surintendances seraient des administrations fédérales délocalisées, chargées du développement. Les Etats fédérés, jaloux de leurs prérogatives, s'y opposent cependant.

Les régions SUD ou SUDESTE n'ont pas besoin d'aide au développement ; c'est pourquoi aucune surintendance n'y est envisagée. Ceci est un aspect significatif de la forte hétérogénéité qui affecte les

« régions administratives » brésiliennes, cette disparité se retrouvant également au sein des Municipios et des états. L'hétérogénéité des Municipios, des Etats ou des régions administratives se constate, de fait, dans tous les domaines : dans leur extension territoriale, dans leur population, leur poids économique ou leur productivité. L'hétérogénéité des extensions territoriale est illustrée par la carte présentant le maillage administratif du Brésil (fig. 13). Sur celle-ci, la « Municipalité » la plus grande atteint 169 000 km² pour une population d'à peu près 70 000 personnes, soit presque 2 fois la superficie du Portugal pour une population 157 fois inférieure ! Il est facile d'imaginer que l'administration d'une telle superficie aussi peu peuplée est loin d'être aisée pour un pouvoir local.

Les caractéristiques régionales renforcent encore cette impression de forte hétérogénéité (fig. 14). Celle-ci est à l'origine du nombre maximum et minimum de députés

que peut avoir un état. Ces limites, fixées afin de rétablir un certain équilibre politique entre les différents états, sont souvent l'objet de critiques des états les plus peuplés, par ailleurs souvent les plus riches, qui s'estiment sous représentés. Par ailleurs, cette forte hétérogénéité administrative complique parfois les politiques de développement : les réalités des uns ne sont pas celles des autres et les espoirs d'une action cohérente se diluent dans des intérêts divergents voire incompatibles.



Fig 13 : maillage administratif

| Régions | Répartition de la surface totale | Nombre de municipios | Surface moyenne des municipios en km ² | Répartition du PIB 2005 | Répartition de la population | Pib/habitant en \$ |
|------------------------|----------------------------------|----------------------|---|-------------------------|------------------------------|--------------------|
| Nord | 45,2 % | 449 | 8 670 | 5 % | 7,6 % | 5 305 |
| Nordeste | 18,3 % | 1 787 | 873 | 13 % | 28 % | 3 744 |
| Centre-ouest | 18,9 % | 445 | 3 622 | 7,5 % | 6,9 % | 8 766 |
| Sudeste | 10,8 % | 1 666 | 556 | 57 % | 43 % | 10 690 |
| Sud | 6,8 % | 1 159 | 497 | 17,5 % | 15 % | 9 460 |
| Brésil | 8 547 000 km ² | 5 507 | 1 552 | 1 492 MM \$ | 184,5 M | 2 500 \$ |
| France | 551 500 km ² | 36 555 | 15 | 1 737 MM \$ | 63 M | 25 700 \$ |
| première région France | Midi Pyrénées 8,2 % | | | Ile de France 28 % | Ile de France 17,3 % | IdF 35 946 |
| dernière région France | Alsace 1,5 % | | | Corse 0,3 % | Corse 0,4 % | Corse 18 550 |

Fig 14 : tableau des caractéristiques régionales

1.3.2 Les régions naturelles

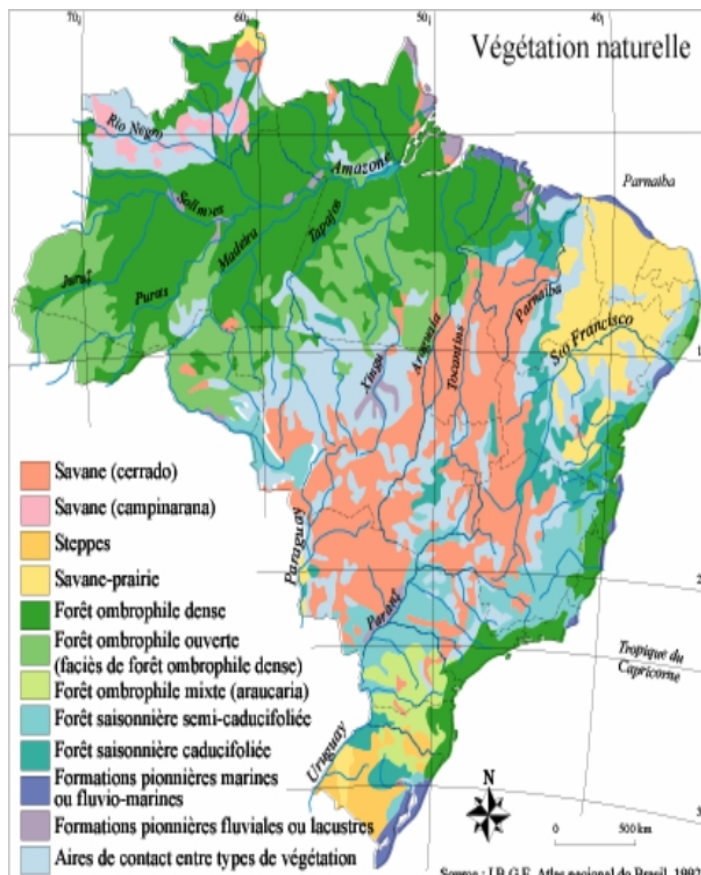


Fig 15 : la mosaïque brésilienne des végétations

plateaux couverts de savanes, appelés cerrados. Entre les cerrados et la forêt ombrophile, s'intercalent des zones forestières fortement influencées par l'action de l'homme. Le nord-est est une région de savane dominée par les brousses épineuses (caatinga) et la sécheresse. Celle-ci sévit durement dans la vallée de São Francisco et a incité les différents gouvernements à y déployer une politique d'aide au développement par le biais d'une compagnie publique de développement appelée CODEVASF. La côte y est cependant accueillante ; c'est là que s'installèrent les premiers colons européens. Le Pantanal, région frontalière à l'ouest de Brasília (fig. 16), est une vaste dépression palustre. Si les marais y dominent, cette région n'est pas moins exploitée du point de vue agricole.

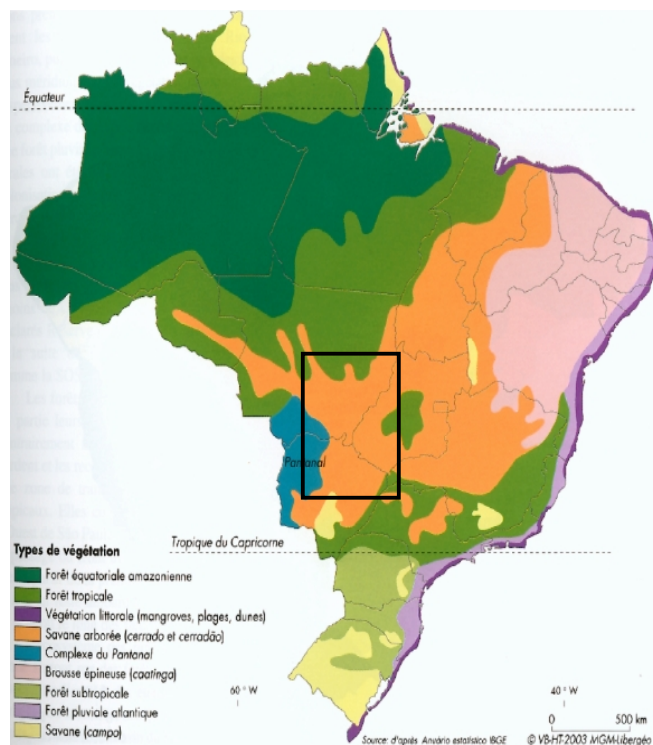


Fig 16 : les grands ensembles de végétation

Le Brésil repose sur un vieux socle primaire (d'où ses richesses minières), peu marqué par le relief. Le paragraphe 1.1.1 a montré l'immensité de ce pays. Ses extensions latitudinale et longitudinale expliquent la variété des écosystèmes rencontrés. Il est difficile de dégager clairement des régions naturelles parmi les huit grands bassins hydrographiques, les sept écosystèmes principaux (que l'on peut à leur tour diviser en 49 écorégions) et les cinq grands domaines morphoclimatiques... L'ensemble des facteurs hydrographiques, climatiques et géologiques influe pour donner naissance à une véritable mosaïque sur le sol brésilien (fig. 15).

Des caractéristiques d'ensemble apparaissent cependant (fig. 16). Le nord-ouest reste marqué par la vaste forêt amazonienne où l'on retrouve à la fois la forêt ombrophile dense ou ouverte, dites de terre ferme, des mangroves et des varzeas (zones forestières inondées lors des différentes saisons des pluies).

Le centre du pays offre de vastes

Le sud et le sud-est regroupent à la fois des zones de savane ressemblant aux plaines argentines (campo), des zones de savane arborée et des zones forestières. Celles-ci n'ont pas le même caractère que les forêts du nord-ouest. On y retrouve pourtant les vestiges de l'ancienne « forêt atlantique » qui s'étendait sur toute la côte brésilienne d'où l'on tirait le bois de braise qui a donné son nom au pays. Aujourd'hui cette zone est la zone la plus exploitée du point de vue agricole.

Un exemple de variété des écosystèmes : La forêt amazonienne

La forêt amazonienne se caractérise par une structure particulière ...

Son caractère reste cependant marqué par :

- une structure géologique très ancienne avec une terre très peu fertile (les arbres s'enracinent très peu dans le sol)
- Un système fluvial complexe qui découpe la forêt en autant de zones différentes
- des saisons des pluies qui modifient la taille des fleuves

Des arbres au tronc très large mais à l'enracinement faible

E strate herbacée < 1 m
 D strate arbustive + ou - 5 m
 C strate arborée de 5 à 20 m
 B strate arborée de 20 à 40 m
 A strate arborée de 40 à 50 m "les émergents"

Source : La synthèse écologique, P. Duvigneaud, Doin, 1980.

... et un fonctionnement particulier qui entraîne un équilibre (climax) fragile où l'évapotranspiration accentuée est source d'une auto-alimentation pluvieuse (La forêt restitue 50% de l'eau qui alimente l'Amazonie).

Le mélange des eaux de deux fleuves aux caractéristiques très différentes devant Manaus

De tous ces facteurs découle l'hétérogénéité de la forêt amazonienne

A. Amazônia legal : uma cobertura vegetal heterogênea

Floresta ombrófila densa
 Floresta ombrófila aberta
 Floresta estacional
 Cerrados
 Várzea
 Manguezais
 Áreas de antiga antropização
 Água

Fonte IBGE, 1995

Au-delà des grands ensembles de végétation, on peut également dégager de grandes tendances climatiques. L'essentiel du territoire est situé entre les tropiques et la moyenne des températures est nettement plus élevée que dans les pays tempérés. Il est toutefois difficile de savoir si le climat du Brésil est majoritairement tropical ou continental. Cette particularité est liée à l'étendue du territoire et aux caractéristiques climatiques rencontrées. Le Brésil est ainsi marqué tout à la fois par des régions très humides et d'autres arides (fig. 17). Par ailleurs, ce pays qui chevauche l'équateur connaît quatre saisons : deux saisons des pluies et deux saisons sèches (fig. 18).

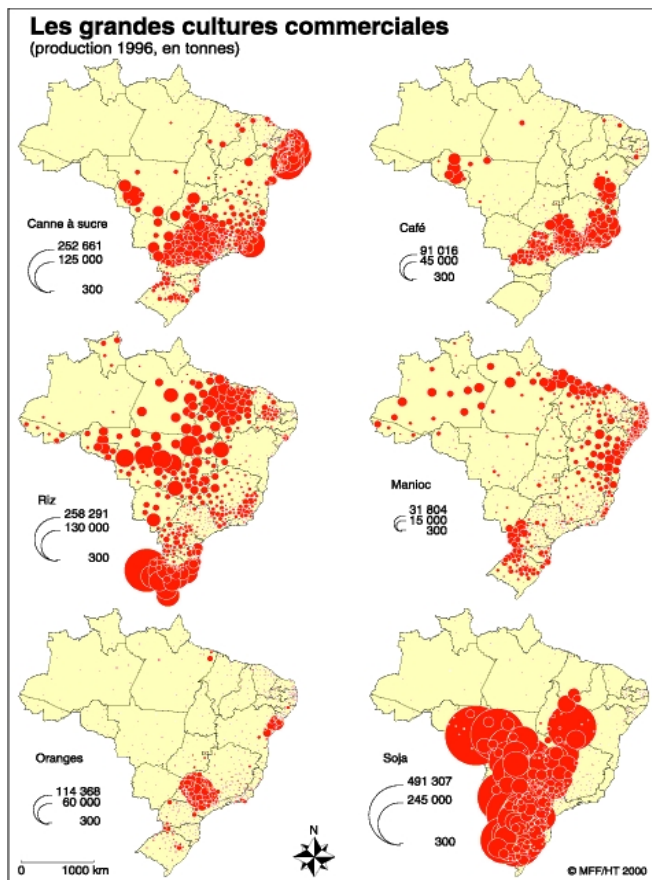


Fig 20 : les grandes cultures commerciales

territoire. Néanmoins, certaines cultures continuent d'individualiser des régions, comme l'orange pour l'état de São Paulo ou le café pour les Etats de São Paulo et Minas Gerais principalement. Le cœur agricole du pays comprend les régions du Sud-est et du Sud et plus particulièrement l'état de Sao Paulo avec ses régions limitrophes (fig. 21), mais on observe actuellement un déplacement progressif vers le nord-ouest.

Les figures 19 et 20 donne une idée des différentes régions agricoles du Brésil et de leur intégration dans l'ensemble agricole de l'Amérique du Sud. Sur le territoire brésilien, certaines cultures permettent de souligner l'extraordinaire efficacité du secteur de la recherche agricole, sous l'impulsion majeure de l'EMBRAPA. Cette société publique entretient des liens avec tous les centres de recherche universitaires et agricoles brésiliens ainsi qu'avec l'industrie agroalimentaire. Elle a longtemps cherché à améliorer les performances des grandes cultures, notamment grâce aux modifications génétiques avant de travailler plus récemment à la promotion du développement durable dans les secteurs économiques du Brésil tels que l'agriculture, l'agro-industrie et la sylviculture. L'EMBRAPA entretient également de nombreux liens internationaux, en particulier avec le CIRAD en France¹⁸. Grâce en particulier aux efforts de recherche menés par l'EMBRAPA, la culture du soja ou l'élevage du zébu, par exemple, peuvent être pratiqués sur l'ensemble du

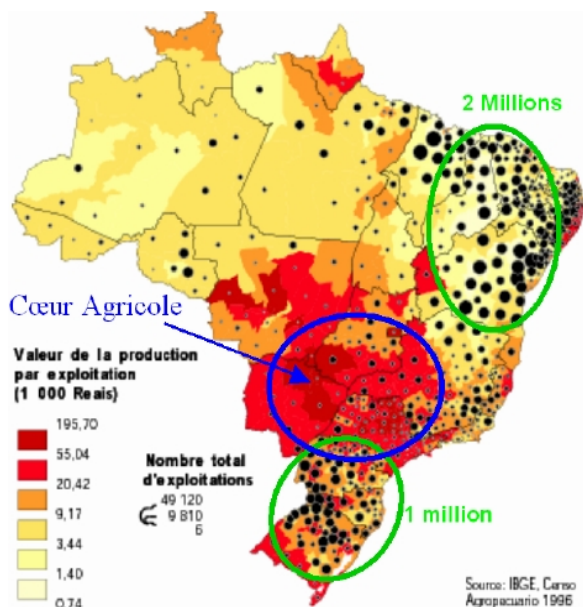


Fig 21 : répartition de la production agricole en valeur et en nombre d'exploitations

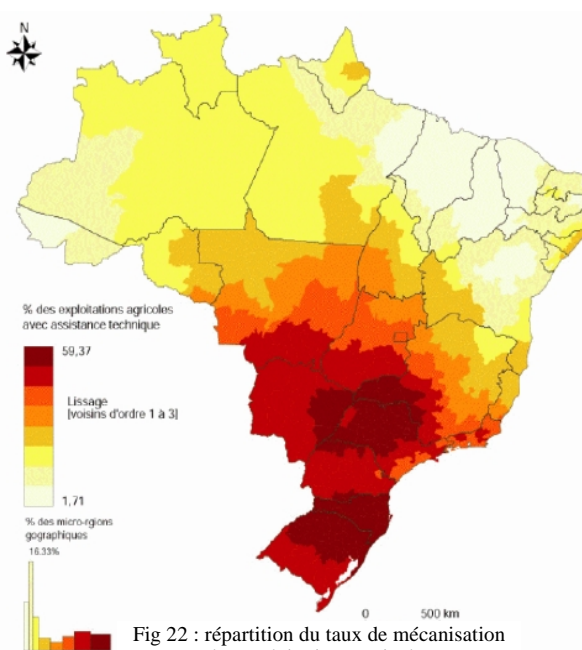


Fig 22 : répartition du taux de mécanisation des exploitations agricoles

¹⁸ Le CIRAD est le centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement.

Le succès agricole de la région de Sao Paulo provient de la succession sans interruption des différents « cycles ». La culture du café, tout d'abord, a drainé des capitaux importants et a attiré les colons, exactement à l'inverse des autres régions d'où les capitaux fuyaient vers le Portugal ou vers le Sud, quand ils n'étaient pas purement et simplement dilapidés ; les populations portaient alors, à la recherche d'une meilleure fortune. Les capitaux du café ont été réinvestis dans l'industrialisation qui a ensuite rendu nécessaire la construction de chemins de fer ainsi que de routes pour écouler la production. Le déclin du café au début du XX^e siècle et son déplacement vers l'Ouest n'ont pas marqué le début de la décadence des zones qu'il abandonnait car le coton lui a succédé, puis le sucre et encore d'autres cultures plus diversifiées jusqu'à aujourd'hui.

La remise en état des sols fatigués par le café, grâce à l'emploi d'engrais, à l'aménagement des pentes, a permis de continuer à utiliser au Sud-Est des terres de bonne qualité, et surtout de profiter des infrastructures mises en place, de la proximité du principal foyer d'innovation technique, de la plus importante source de financement et du premier marché consommateur du pays.

L'agriculture de cette région est la plus mécanisée du pays (fig. 22). Elle tire parti des recherches des centres techniques publics. Ce bassin de production est donc très compétitif à l'échelle mondiale. En particulier, les producteurs de jus d'orange de São Paulo rachètent des fermes de Floride...

Une grande partie des paysans reste cependant en marge des progrès faute de pouvoir investir. Le monde rural présente donc deux visages distincts : d'une part, les « petits » éleveurs ou les « petits » agriculteurs (Minifundios) subsistent difficilement ; d'autre part, de « grands » propriétaires de la filière rurale (Latifundios) sont des professionnels parfaitement intégrés au sein du complexe agro-industriel, bénéficiant d'un environnement performant : « l'agribusiness » (fig. 21).

L'occupation des sols évolue par ailleurs selon une dynamique propre au Brésil. Celle-ci présente en effet simultanément deux visages antagonistes : la concentration et la déconcentration des terres. Le Nordeste et le Sud sont des zones de morcellement où les « petites propriétés » se multiplient ; inversement, le cœur agricole du pays -présenté au paragraphe précédent- est une zone de concentration, comme le Centre-Ouest où les propriétés couvrent des milliers d'hectares. La progression de la culture du soja illustre par ailleurs la capacité de déplacement de l'agriculture brésilienne : des terres ont ainsi été mises en culture sur près de 2 000 km du Nord au Sud en 20 ans... D'autre part, outre l'adaptation de ses techniques au terroir, l'agriculture brésilienne manifeste une autre grande aptitude qui favorise son rayonnement mondial. Elle sait saisir les opportunités du marché international en lançant rapidement de nouvelles cultures et même en déplaçant une culture sur son propre territoire afin d'obtenir les meilleurs rendements possibles. Aujourd'hui, de nombreux agriculteurs brésiliens exportateurs sont aisés. Une disparité importante existe donc entre le train de vie de ces « magnats » et celui des Minifundios qui, pour certains, affrontent un quotidien difficile.

En outre, une logique de profit induit un recul des cultures vivrières au profit des cultures commerciales. En dépit d'un exode rural par ailleurs assez massif (de concert avec une urbanisation croissante), l'autosuffisance alimentaire du Brésil n'a pourtant pas été compromise. La croissance de la productivité a en effet compensé l'ensemble de ces paramètres négatifs. Quelques cultures vivrières sont bel et bien importées, mais essentiellement en provenance de pays membres du Mercosur et principalement pour dynamiser les échanges au sein de cette « communauté » sud américaine. Le pourcentage d'excédent de la balance commerciale agricole est par ailleurs moins largement excédentaire qu'elle ne le fut¹⁹. Ceci correspond à un glissement des recettes : davantage de cultures commerciales sont exportées mais simultanément, davantage de cultures vivrières sont importées. L'agriculture brésilienne demeure cependant un secteur dynamique dont les dividendes contribuent significativement à l'équilibre budgétaire national.

Enfin, le secteur agricole produit en grandes quantités du « carburant alcool », alcool pur issu de la canne à sucre. Celui-ci est incorporé à l'essence selon une proportion fixée par le Congrès en fonction des prix. Il peut même se substituer au carburant classique pour les voitures équipées en conséquence. En 2003, un système baptisé « flex » a commencé à équiper les véhicules : une puce électronique détermine le mélange dans le réservoir et adapte le fonctionnement du moteur en conséquence. Il est alors possible de rouler indifféremment avec les deux carburants. Aujourd'hui, la canne à sucre fournit plus de 25% du combustible consommé par les véhicules individuels et cette proportion est appelée à

¹⁹ La précision est importante : si l'excédent est moins grand que par le passé en pourcentage, le montant de cet excédent est, lui, beaucoup plus élevé qu'il ne l'était auparavant.

augmenter puisque près de 80% des véhicules vendus en 2005 étaient équipés du « flex ». L'impact exact sur le plan environnemental n'a en revanche pas été précisément évalué !

1.3.4 Les régions industrielles

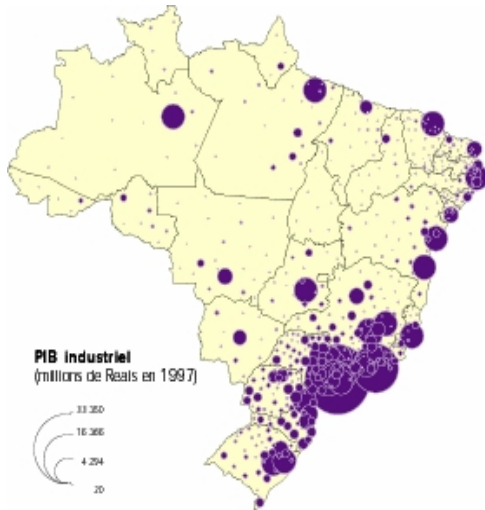


Fig 23 : contribution des pôles industriels au PIB

La région métropolitaine de Sao Paulo, est encore le premier centre industriel. Centre commercial, nœud de communication, centre d'innovation technique, lieu de résidence des entrepreneurs les plus actifs, de la main d'œuvre qualifiée, du plus grand nombre de consommateurs, la ville a longtemps constitué la meilleure localisation industrielle. La rapide congestion du centre et les facilités d'accès au port de Santos ont conduit les nouvelles industries, à s'installer au sud-est de la ville, dans ce qui est connu comme « le triangle ABC » : Santo André, Sao

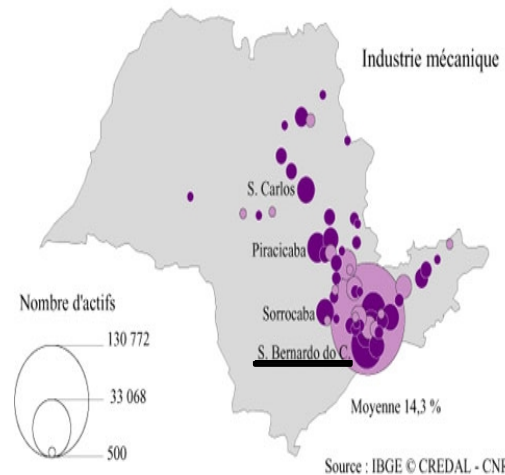


Fig 24 : le triangle de l'ABC

Bernardo do Campo, Sao Caetano do Sul (fig. 24). Cette zone se prolonge sur l'ensemble de l'état de Sao Paulo pour former un « triangle industriel » dont les sommets seraient les villes de Sao Paulo, Rio de Janeiro et Belo Horizonte. En réalité, ce triangle est marqué par deux axes, l'un vers la mer, l'autre vers l'« hinterland » agricole, avec des spécialisations assez différentes. Vers Santos, principal port brésilien, se développent les industries qui traitent et transforment les marchandises exportées ou importées. Vers l'« hinterland » et Campinas, se développent principalement les industries tournées initialement vers le traitement des produits agricoles. Dans le Minas Gerais, premier état minier, l'industrie reste encore dominée par la métallurgie et l'agro-alimentaire.

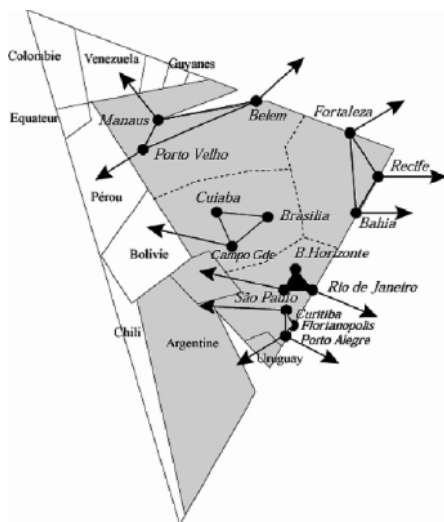


Fig 25 : les principaux triangles d'échange au Brésil

Les autres pôles industriels sont de dimensions nettement inférieures. La plupart peuvent également être regroupés en triangles d'échanges principaux (fig. 25)²⁰. Le deuxième par ordre d'importance est celui du Sud, autour des petites villes voisines de Porto

²⁰ Cette carte n'a pas pour vocation initiale de présenter les principaux triangles d'échanges mais elle s'y prête très bien. Elle évoque en fait l'évolution possible du Brésil au XXI^e siècle en divers endroits, entre éclatement et intégration régionale.

Alegre. Les autres pôles sont de taille plus réduite encore et sont les fruits d'un des grands paris de l'Etat brésilien : l'industrialisation périphérique. Cette industrialisation périphérique a pour but essentiel la réduction des disparités entre régions et le renforcement de l'unité nationale par une meilleure répartition des grandes activités économiques. Elle nécessite l'existence conjointe de deux conditions : possibilités techniques et volonté politique.

C'est essentiellement de cette dynamique qu'à procédé l'industrialisation du Nordeste afin d'éviter une migration massive vers le Sud faute d'emploi. On trouve notamment le parc industriel d'Aratu, aux portes de la ville de Salvador, le « pôle pétrochimique » de Camaçari et le complexe industrialoportuaire de l'Etat de Pernambouc. On pourrait citer également dans cette catégorie la zone industrielle de Manaus en Amazonie, qui doit son existence à la création d'une zone franche. Celle-ci concentre aujourd'hui des industries de main d'œuvre, principalement de montage électronique.

La zone franche de Manaus

Nichée au sein de la forêt amazonienne, Manaus est une métropole de presque 1,5 million d'habitants ; c'est la capitale de l'Amazonas, le plus grand État brésilien (à lui seul il fait trois fois la France). Fondée au cours de la deuxième moitié du XVII^e siècle, Manaus était tout d'abord une place forte protégeant la région contre l'invasion étrangère (Fort de São José da Barra). Le nom changea ensuite pour évoquer les indiens autochtones manaois qui s'opposèrent à la présence portugaise. Jusqu'au milieu du XIX^e siècle, la ville a été une petite bourgade. Avec le développement du commerce international du caoutchouc, dont la matière première, le latex, était extraite dans toute la région et négociée soit à Manaus, soit à Belém, elle a commencé à attirer l'attention des hommes d'affaires du monde entier.

À la fin du XIX^e siècle, la richesse générée par l'exportation du caoutchouc a financé la construction, en pleine forêt, de luxueux bâtiments qui reproduisaient les styles architecturaux ayant cours en Europe. Au Théâtre Amazonas, se relayaient des orchestres et des compagnies d'opéra européennes. La ville disposait de l'éclairage public, d'un tramway... elle était très en avance sur la plupart des autres villes du Brésil. Pourtant, avec le déclin du commerce du caoutchouc, Manaus est retombée dans l'oubli, avant que l'instauration de la zone franche en 1957 ne permette l'installation d'un parc industriel qui a « revitalisé » la vie économique.

Une zone franche consent des exemptions de taxes douanières. A Manaus, sont concernés : 1) les composants importés pour répondre aux besoins de l'industrie locale ; 2) certains produits industriels, destinés exclusivement à la vente dans la ville de Manaus ; 3) des articles semi-manufacturés, destinés à être vendus hors de Manaus mais qui subissent sur place un nouveau traitement industriel, avant de quitter la zone franche. Le produit final bénéficie encore d'une exemption proportionnelle à la valeur qui lui a été ajoutée à Manaus.

De façon plus générale, l'IPI (l'impôt sur les produits industrialisés) ne s'applique pas à l'industrie locale. Pour qu'ils puissent bénéficier de ces exemptions, il faut que les investissements soient approuvés par un organisme spécial du gouvernement fédéral brésilien, la Superintendência da Zona Franca de Manaus (SUFRAMA). En outre, la zone franche est zone de libre commerce et elle gère plusieurs petites zones de libre commerce aux frontières telles que Macapa, Tabatinga, etc.

Ce système a attiré beaucoup d'entreprises. Les plus importantes sont celles qui utilisent des technologies de pointe dans les secteurs de l'électroménager, de l'électronique, de l'informatique et des communications (téléphones portables, écrans plasma, tubes cathodiques et téléviseurs, magnétoscopes, caméscopes, radios, et autres composants électroniques), des véhicules à deux roues (HONDA), mais aussi des verres de lunettes (ESSILOR) ou encore la production de sirop de Coca Cola.

L'une des difficultés de cette zone franche reste son isolement géographique. Depuis 1997 cependant, Manaus est relié au Venezuela (et donc aux Caraïbes) par une route asphaltée. L'aviation régionale est par ailleurs en plein essor, mais la région est encore très fortement handicapée par la très faible densité humaine et les distances. En effet, les productions locales ne peuvent être transportées que par voie fluviale et donc de façon peu compétitive sur de telles distances. Manaus était néanmoins un port bien avant que la zone franche ne soit instaurée et de grands bateaux de mer peuvent y faire escale, avec de grandes quantités de fret.

Malgré les handicaps qui pèsent sur son développement, Manaus est la ville du Brésil qui a connu la plus grande croissance économique et industrielle en 2004. Cette vigueur semble être une conséquence assez directe de la réorientation de la zone franche vers les produits technologiques (DVD, téléphones portables, écrans LCD). Elle était plutôt en déclin les années précédentes car elle produisait notamment des motos et les TV cathodiques, pour lesquels la demande stagnait. Les nouveaux produits ont en réalité fortement stimulé l'industrie locale. Aujourd'hui la zone franche représente 40 000 emplois directs, contre 25 000 en 2000.

Le projet initial, prévoyant la fin du régime de « zone franche » en 2012, faisait peser sur les industriels de Manaus une menace à échéance relativement proche. En 2005 cependant, le gouvernement a décidé de prolonger le régime de zone franche jusqu'en 2023...

L'industrie actuellement installée à Manaus exploite toutefois peu les richesses naturelles de la région Amazonas et le marché local est faible. Ainsi, l'outil de production est très dépendant de l'extérieur, ce qui constitue une faiblesse structurelle pouvant compromettre l'avenir à long terme de Manaus. Afin de conjurer cette menace, l'Etat d'Amazonas investit massivement dans des voies de développement tirant partie de la nature amazonienne... mais peu de résultats tangibles se dessinent pour le moment...

Très spectaculaires, ces grandes opérations n'ont, pour autant, pas fondamentalement modifié la physionomie de l'industrie puisque la partie moderne reste essentiellement concentrée dans le Sudeste. On peut cependant constater l'écllosion de véritables pôles industriels « secondaires » dans les autres régions ; ces pôles, à défaut d'être des « moteurs » de l'économie brésilienne, concourent à son équilibre et offrent des emplois sur une large part du territoire.

Quel que soit l'angle de vue adopté, la réalité brésilienne est marquée par de forts contrastes régionaux sous une apparente homogénéité. Selon une vision européenne, et plus particulièrement française, ces disparités sont nuisibles à l'unité nationale. Pourtant, c'est un aspect tout à fait assimilé par les brésiliens qui nourrissent un authentique sentiment national. Celui-ci compense en partie le préjudice que font peser ces disparités sur l'exploitation optimale des immenses ressources et capacités du pays.

C'est ainsi la population qui est au cœur de l'unité brésilienne. Il importe de comprendre comment cette magie opère.

2 Population et société brésilienne

2.1 La population brésilienne à la fin de sa transition démographique

2.1.1 Les chiffres clés d'une population très urbanisée

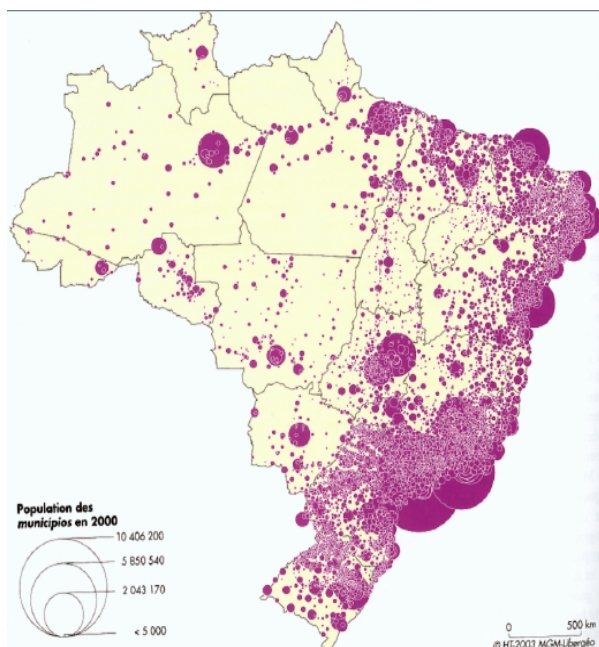


Fig 26 : répartition de la population dans les municipios

| | Brésil | France |
|---------------------|------------------------|-------------------------|
| Population | 185 M | 63 M |
| Densité | 20 hab/km ² | 108 hab/km ² |
| 0 – 14 ans | 28% | 19% |
| 15 – 64 ans | 66% | 65% |
| 65 ans et + | 6% | 16% |
| Indice de fécondité | 2,14 | 1,88 |
| Espérance de vie | 68,5 | 79,1 |
| Population urbaine | 82% | 75% |
| Accroissement | 1,88% | 0,72% |

En septembre 2005, le Brésil comptait 185 millions d'habitants et se situait au 5^e rang mondial des pays les plus peuplés.

La première caractéristique de cette

population réside dans sa jeunesse, plus de 42% des brésiliens ayant moins de 20 ans.

La seconde caractéristique tient dans la diversité de cette population qui associe les descendants des populations indigènes originales, des colons portugais, des esclaves africains, des migrants européens (Allemagne, Italie, Portugal, etc²¹), mais également les métis issus de multiples unions mixtes. Elle compte en outre des immigrants Japonais arrivés pour l'essentiel avant la seconde guerre mondiale et des immigrants Syro-Libanais qui se sont installés au Brésil dans les années 1960-70²². Aussi, une démarche classique au Brésil consiste-t-elle à répartir la population par couleur de peau ! Cette répartition est sensiblement la suivante : environ 55% de blancs, 6% de noirs, 0,6% de jaunes et 38,5% de « sang mêlé » ou « métis ». Les pourcentages sont toutefois indicatifs car les métis ont par nature deux origines, voire davantage.

Le fort taux d'urbanisation est la troisième caractéristique essentielle de la population brésilienne (fig. 26). Même si la limite rural/urbain peut y être relativement difficile à tracer, plus de 80 % des brésiliens vivent dans des villes. Ces villes sont généralement proches du littoral et principalement concentrées dans la région Sud qui regroupe 43% de la population sur 11% du territoire. La plupart des villes brésiliennes se sont constituées peu à peu à partir d'implantations anciennes, mais il en existe aussi d'autres qui ont été créées de toutes pièces, comme Belo Horizonte, Brasilia (la plus emblématique car elle est a été conçue pour devenir la capitale du Brésil en 1960) et Goiânia.

²¹ 55% de la population est d'origine européenne.

²² Il est difficile de trouver des données précises sur le nombre de ces immigrants. Environ 2% de la population a des origines japonaises et 8% des origines syro-libanaises, mais ceci concerne aussi bien les personnes nées dans ces pays étrangers que les enfants de mariages mixtes sur le sol brésilien, où un membre du couple est d'origine japonaise ou syro-libanaise.

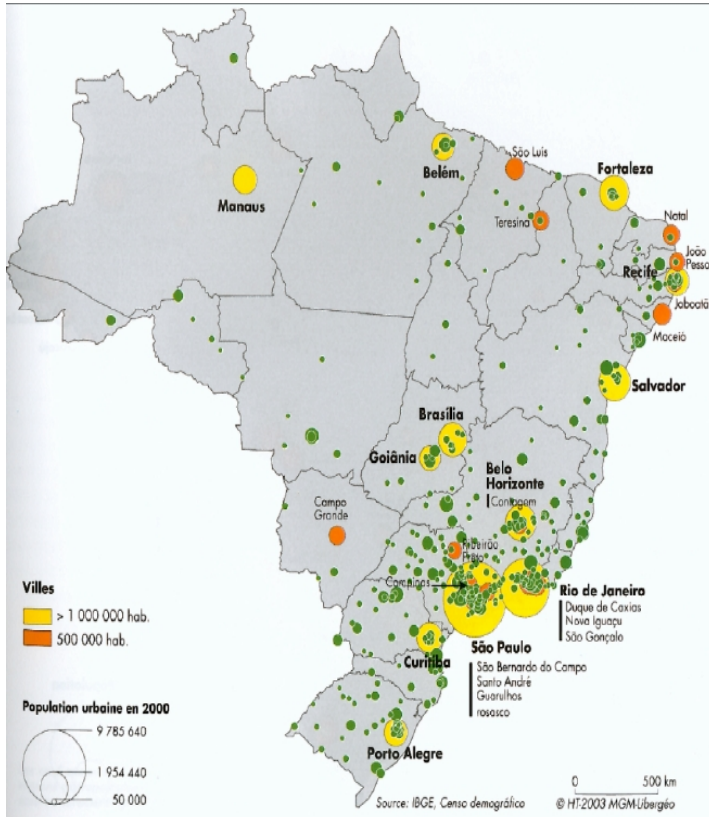


Fig 27 : villes de 500'000 et de plus d'1 million d'habitants

La population moyenne des villes du Brésil est de 50 000 habitants. Cependant, 16 municipalités dépassent 1 million d'habitants (fig. 27). Au delà de 3 millions, on recense encore les villes de Recife, Salvador, Belo Horizonte, Porto Alegre et Brasilia et au-delà de 10 millions, Rio (11 millions) et São Paulo (19 millions). Cette dernière mégapole se place ainsi à la cinquième place des villes les plus peuplées au monde, derrière Tokyo (23.5 millions), Mexico (21.7 millions), New-York (21.2 millions) et Séoul (20.1 millions). Au fur et à mesure que les villes ont grandi, leurs limites se sont entremêlées jusqu'à constituer de gigantesques ensemble urbain qui ont absorbé les terres autrefois libres entre ces diverses villes. Ces conurbations ont commencé à se créer dans les années 1980 et leur extension s'est poursuivie jusqu'à la moitié des années 1990. Un

échelon administratif a été créé en conséquence : celui des régions métropolitaines. Celles-ci sont, toutes proportions gardées, l'équivalent pour le Brésil, des « communautés d'agglomération » françaises.

Ces régions forment donc un ensemble de villes qui ont chacune une administration indépendante mais constituant une même communauté socio-économique. Elles sont reconnues par le gouvernement et une législation particulière leur confère des moyens d'action. Parmi ces régions métropolitaines, la plus impressionnante est celle de la macro-métropole de São Paulo qui compte près de 26 millions d'habitants. Elle s'étend sur une vingtaine de kilomètres au Nord de São Paulo, sur une dizaine de kilomètres à l'Ouest, environ soixante-dix kilomètres au Sud et une quarantaine de kilomètres à l'Est (fig. 28).

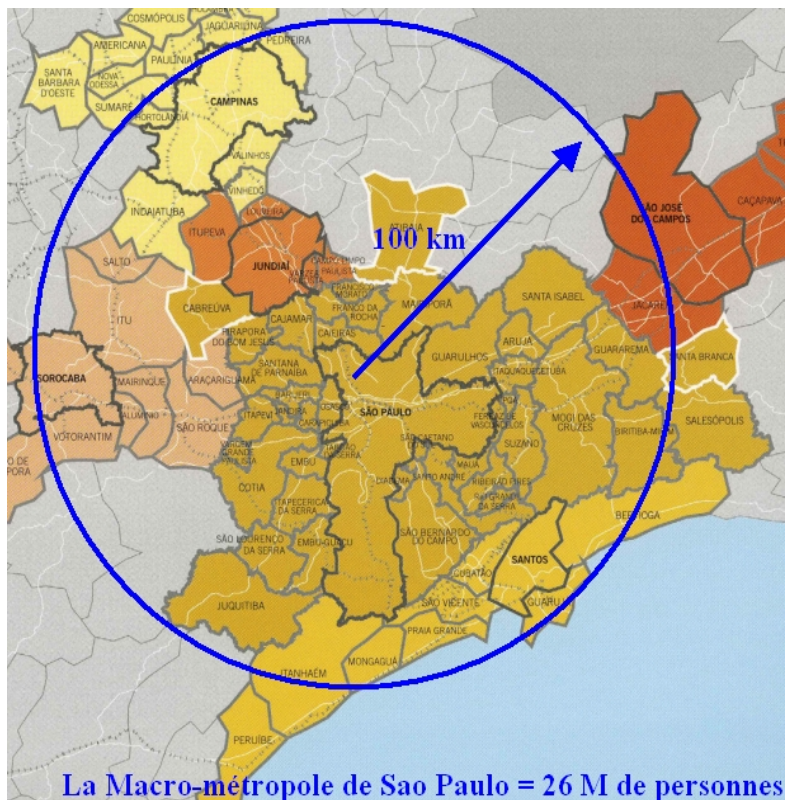


Fig 28 : macro-métropole de Sao-Paulo

2.1.2 Des vagues d'immigration puis des migrations internes

2.1.2.1 Une immigration massive en provenance d'horizon divers

La population brésilienne est marquée par la diversité. On observe en particulier un métissage dont l'ampleur singularise le Brésil sur la scène mondiale. En effet, si d'autres pays ont été peuplés à partir de migrations d'origine externe, seul le Brésil affiche aujourd'hui une proportion de « métis » atteignant 38.5% de la population²³. Ce métissage trouve essentiellement ses racines dans les premiers temps de la colonisation portugaise : les colons ont immédiatement épousé des Indiennes et reconnu comme leurs héritiers, les enfants nés de ces unions ; ceci est très différent de ce qu'ont pratiqué les autres peuples européens au cours de leur colonisation. La répartition spatiale de ces différentes populations reste en grande partie liée à l'histoire (fig. 29).

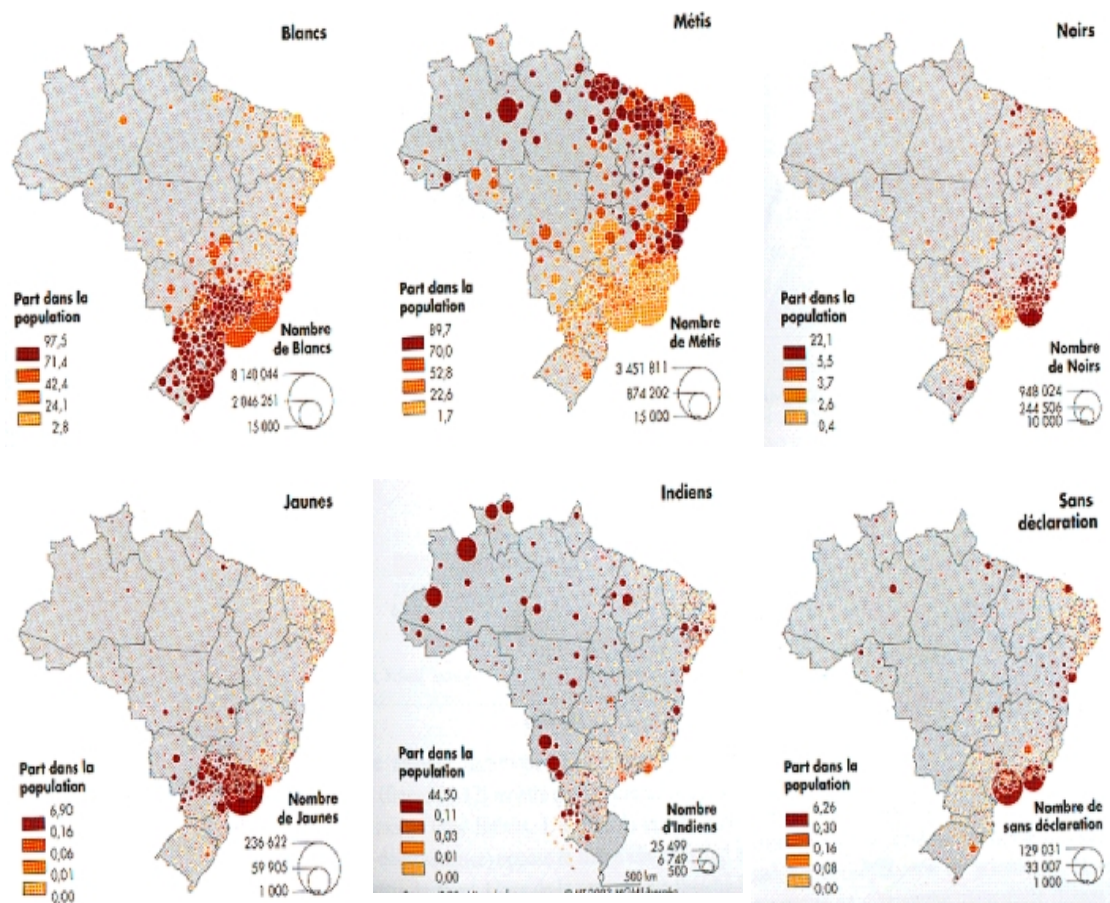


Fig 29 : répartition territoriale des diverses couleurs de peau

L'exploitation de la canne à sucre mais également l'installation de la cour portugaise au Brésil ont amené d'importants contingents d'esclaves noirs, respectivement dans le Nordeste et à Rio de Janeiro. Des vagues de migrations externes²⁴ ont ensuite eu lieu au XIX^e siècle et au début du XX^e puis des migrations internes leur ont succédé. Ces dernières se sont intensifiées depuis les années 1950 et aujourd'hui, l'héritage du XIX^e siècle tend à être progressivement redéfini par les migrations internes. Les vestiges d'occupation humaine au Brésil datent de 12 à 13 000 ans : Les Indiens étaient maîtres de la forêt et des savanes. Leurs identités linguistiques permettent de les répartir en 5 groupes : les Tupi en Amazonas/Rio Grande do Sul, les Gî (Gê) en Araguaia/Tocantins, les Caribe en Mato Grosso/Nord

²³ Le paragraphe 2.1.1 détaille ces données.

²⁴ C'étaient cette fois des migrations libres, essentiellement en provenance d'Europe.

Amazonas, les Arouaque (Arawak) en Pantanal / Ouest Amazonas et enfin, des groupes isolés dont la parenté linguistique n'est pas établie.

En 1500, la population indienne est estimée entre 8 à 9 millions mais elle est décimée par le contact avec les Portugais puis les Brésiliens et tombe à moins de 200 000 individus en 1950. Elle a cependant crû de manière considérable depuis lors, pour représenter aujourd'hui environ 700 000 personnes, dont 400 000 continuent de vivre dans des villages traditionnels. Outre ces Indiens qui se revendiquent comme tels, il existe un très important métissage qui fait qu'une grande partie de la population des Etats du nord du Brésil possède un type physique nettement amérindien, bien qu'elle soit culturellement complètement brésilienne.

Le peuplement portugais commence dans le Nordeste avec la fondation en 1549 de « Salvador de Bahia », destinée à être la capitale administrative ; on notera que le littoral du Nordeste a été découvert dès 1500 et que la ville n'a donc été fondée qu'un cinquantaine d'années plus tard. Dès leur arrivée, les Portugais instrumentalisent les rivalités entre les groupes indigènes locaux : ils s'allient avec des tribus qu'ils impliquent dans leur combat contre les Français (de 1533 à 1566) et au sein desquelles ils contractent des mariages ; les tribus rivales sont a contrario soumise et fournissent les premiers contingents d'esclaves. L'économie de la colonie repose initialement sur l'exploitation du bois, le Pau Brasil. commence alors le cycle de la canne à sucre. Mais les esclaves Indiens se « suicident » en se laissant dépérir dès qu'ils sont soumis au travail forcé. Or, la concurrence Hollandaise et la haute rentabilité de ce commerce font que les Portugais commencent à importer de la « main d'œuvre » esclave d'Afrique afin d'augmenter la productivité de leurs moulins à sucre ... c'est ainsi que les premiers esclaves noirs de Guinée entrent dans le Nord-Est du territoire brésilien.

Alors qu'affluent ainsi les esclaves noirs, se développe à partir de 1640 une authentique chasse à l'Indien, dans laquelle les habitants de São Paulo, les paulistas, se distinguent. Les Portugais s'emploient également à expulser les Jésuites car ceux-ci aident les Indiens en les regroupant dans des villages. Les Jésuites coupent ainsi cours aux agressions indiennes à l'encontre des Bandeirantes dont ces derniers prenaient prétexte pour légitimer la capture et la réduction en esclavage des indigènes. Une structure économique très prospère s'organise en outre dans les villages indiens... ce qui suscite des jalousies à la cour !

Les Bandeirantes capturent et réduisent en esclavage un grand nombre d'Indiens qui sont en outre décimés par la diffusion de nouvelles maladies : la variole, la rougeole, la grippe, etc. Trahissant la lettre et l'esprit du Traité de Tordesillas²⁵ et posant les prémisses de son indépendance à l'égard de l'Espagne, le Portugal se rend en réalité maître d'une grande partie du pays. Enfin, dans la seconde moitié du XVII^e siècle, des compagnies de Bandeirantes parcourent l'Amazonie. Durant le siècle suivant, le Portugal y construit des fortalezas (forteresses).

La découverte de l'or en 1670, dans l'actuel état fédéré du « Minas Gerais », provoque une ruée d'aventuriers Portugais ou métis vers le sud. Durant cette période, la population de la colonie croît de 600 000 à 4 millions d'individus. Elle est composée de Portugais, de métis, et d'esclaves mais présente deux caractéristiques particulières : d'une part le besoin de main d'œuvre fait croître le nombre d'esclaves, d'autre part, les mariages entre indiens et noirs accentuent le métissage.

La décennie 1840 consacre l'expansion du café et la poursuite du trafic d'esclaves qui devient toutefois essentiellement interne. De puissants courants abolitionnistes émergent en effet à l'étranger (la flotte Anglaise, notamment, arraisonne les navires négriers sur l'Atlantique) mais également en interne. Le trafic d'esclave est finalement aboli le 13 mai 1888.

En réalité, le sud du pays (São Paulo) s'était engagé dès 1870 dans une nouvelle politique économique, fondée sur l'apport d'une main d'œuvre européenne dont la venue est financée par l'Etat. Rapidement massive, cette immigration pallie le manque de main d'œuvre qui, par ailleurs, était partiellement artificiel. Les esclaves nouvellement libérés auraient en effet pu combler une bonne part des besoins. Cependant, moins instruits que les immigrants européens, ils « intéressaient » moins les employeurs. Ils étaient donc libres, certes, mais désœuvrés !... ce qui les maintenait dans les tréfonds de l'échelle sociale dont beaucoup ne sont encore pas sortis. L'immigration européenne passe de 13 000 individus en 1870 à 184 000 dès 1871 ! Les nouveaux arrivants sont essentiellement Allemands, Suisses, Italiens (50 000/an à partir de 1880), Portugais (20 000/an), ou encore Espagnols.

²⁵ Le traité de Tordesillas est présenté en détail au paragraphe 1.1.1.

A partir de 1900, arrivent des Juifs, des Japonais et enfin, des Syro-Libanais. Tous ces immigrants se concentrent dans le poumon économique du pays, le Sud et le Sud-Est.

2.1.2.2 Des migrations internes de grande ampleur

Les grandes vagues d'immigration ont pris fin au cours des années 1940²⁶, mais la structure de la population brésilienne s'est encore modifiée depuis lors. Un vaste processus d'urbanisation a gagné le Brésil à partir des années 1950 qui ont marqué l'entrée du pays dans la phase d'industrialisation. Le graphique suivant illustre ce phénomène.

A partir des années 1960, les pouvoirs publics interviennent de façon décisive dans l'organisation de l'espace brésilien afin d'intégrer et de moderniser le pays. De grands investissements soutiennent ce processus d'aménagement du territoire. Ainsi, des usines hydro-électriques sont implantées, des ports, des aéroports sont construits, de grands projets d'industrialisation voient le jour. Même si les grands chantiers ont souvent fixé sur place de la main d'œuvre qu'ils avait attirée, la construction des routes, l'expansion du réseau de distribution d'électricité et du réseau de communication ont contribué à éliminer les barrières à la circulation et ont stimulé les migrations internes.

Parallèlement, apparaît une croissance urbaine spontanée. Les populations rurales pauvres, en particulier celles du Nordeste, viennent tenter leur chance dans les villes supposées proposer des opportunités d'emploi telles que Rio de Janeiro, São Paulo ou Brasília. La périphérie des villes se développe mais surtout, des favelas naissent et se multiplient. Des problèmes de salubrité résultent de l'occupation anarchique des nouvelles zones urbaines. Les autorités installent en effet a posteriori des réseaux d'électricité et d'eau potable dans ces quartiers, ce qui s'avère difficile. La difficulté entraîne même parfois un renoncement dans ces opérations pourtant si nécessaires. L'absence de structure étatique favorise en outre la violence dans certains quartiers qui, parfois, échappent au contrôle des municipalités.

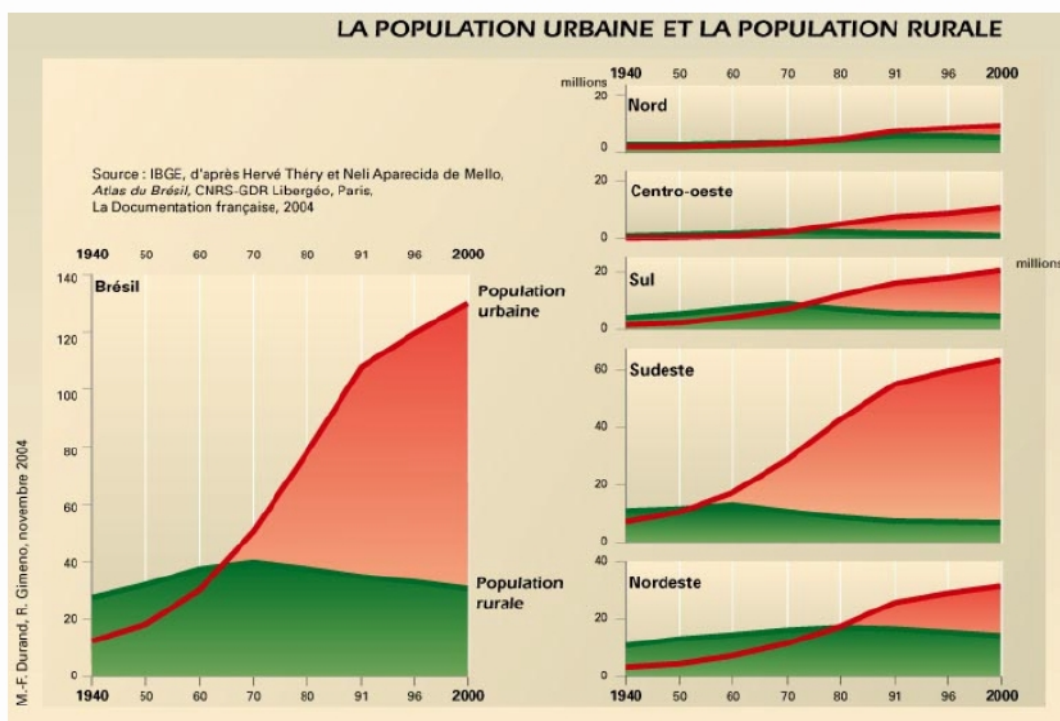


Fig 30 : évolutions comparées des populations urbaines et rurales

Après 1996, le rythme de croissance des grandes villes a commencé à se réduire et celui des villes moyennes à augmenter. En effet de plus en plus d'industries et des sociétés de services choisissent pour s'établir, des villes éloignées des grandes métropoles et des régions saturées. Cette situation favorise le développement économique local et attire de nouveaux contingents de populations vers ces

²⁶ L'essentiel de l'immigration syro-libanaise aura néanmoins lieu dans la décennie 1970.

localités. Aujourd'hui, les villes des régions Sudeste et Centroeste, ainsi que quelques capitales de la région Nordeste sont plus particulièrement touchées par ce processus (fig. 30).

2.1.3 La fin de la transition démographique et ses conséquences

2.1.3.1 Un défi pour le système éducatif

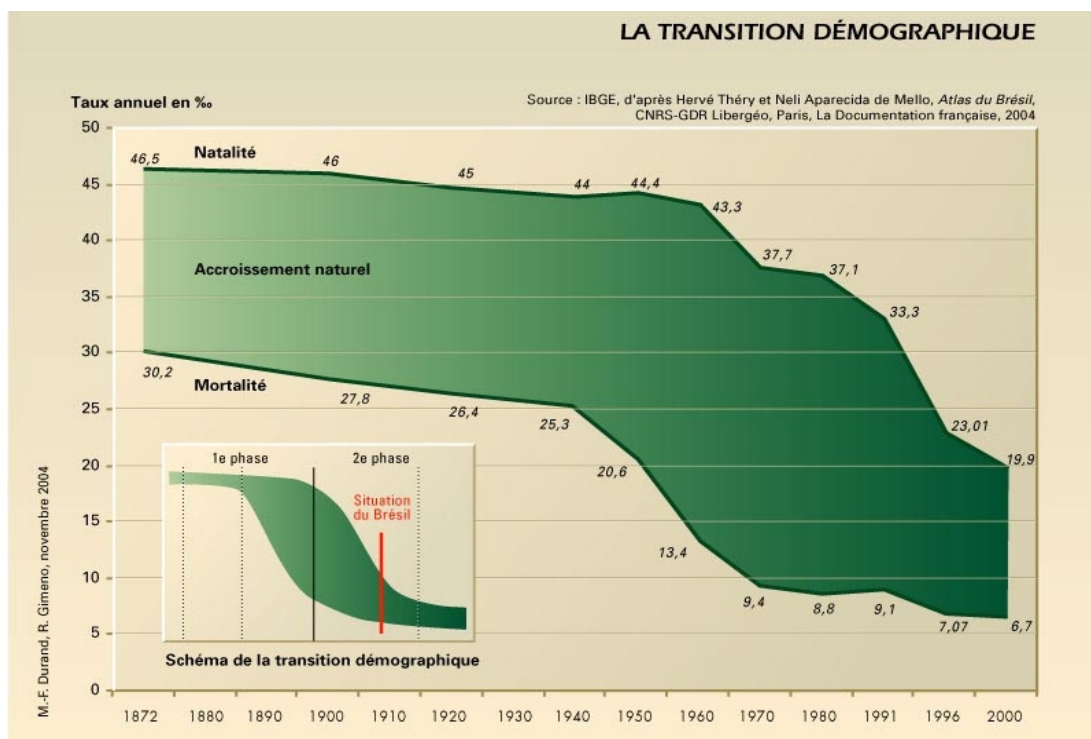
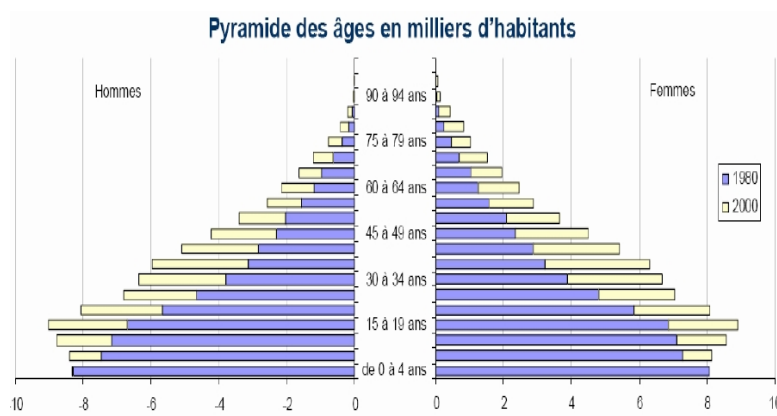


Fig 31 : historique de la transition démographique au Brésil



AMBASSADE DE FRANCE AU BRÉSIL · MISSION ÉCONOMIQUE DE BRASÍLIA
Fig 32 : comparaison de la pyramide des âges au Brésil en 1980 et en 2000

La société brésilienne termine actuellement sa transition démographique (fig.31). Le profil particulièrement jeune de la pyramide des âges (fig. 32) impose un défi au système éducatif : il s'agit de préparer des dizaines de millions d'individus à entrer sur le marché du travail. La population brésilienne est, certes, fortement scolarisée -97 % des enfants vont à l'école primaire- mais depuis peu. Son accès à l'enseignement secondaire est d'autre part restreint (autour de 75%) et l'accès à

l'enseignement supérieur est, lui, très limité (21%). Le taux d'analphabétisme a décliné : il est passé de 33,5% en 1970 à 15% en 1996, grâce à des efforts importants de scolarisation, et atteint environ 12% aujourd'hui. Ce taux demeure toutefois très supérieur à l'ordre de grandeur européen qui est de 3%. Le Brésil est artificiellement pénalisé par le mode de calcul qui tient compte de toutes les générations, en particulier les personnes âgées. Or, au Brésil, ces populations furent peu instruites. Le système éducatif nécessite encore de profondes réformes qui s'étendront sans doute sur de nombreuses années. Assurément, l'amélioration en profondeur du système éducatif est l'un des défis majeurs du Brésil à l'aube du XXI^e siècle.

Tout d'abord, si quasiment tous les jeunes brésiliens sont scolarisés, le pourcentage de la population ayant suivi un cycle primaire complet présente une très grande diversité à l'échelle du territoire (fig. 33). Le niveau moyen de l'enseignement primaire laisse en outre à désirer. Les professeurs de primaire ne sont en effet pas tous titulaires d'un diplôme équivalent au certificat d'études...

Par ailleurs, la scolarité secondaire reste l'apanage des villes ou des villages et le nombre des places disponibles est trop faible pour satisfaire l'ensemble de la demande. Les ruraux, éloignés des centres urbains, sont donc « naturellement » défavorisés.

Par ailleurs, les écoles privées sont meilleures que les établissements publics. Beaucoup de parents considérant que le privé est le seul garant d'une instruction de qualité pour leurs enfants, il existe donc une concurrence féroce pour y entrer et la sélection par l'argent est une réalité.

C'est néanmoins dans le domaine de l'enseignement supérieur que la sélection est la plus sévère. Les facultés publiques sont souvent meilleures que leurs homologues privées. La scolarité y étant par définition gratuite mais les places étant limitées, celles-ci suscitent un grand engouement. Le paradoxe suivant est donc à l'œuvre : on trouve dans les universités publiques gratuites, essentiellement des enfants dont les parents ont pu leur payer un lycée privé jusqu'à l'équivalent de notre baccalauréat, dont le meilleur niveau leur a permis de réussir le concours de la faculté publique... tandis que les étudiants issus de l'enseignement secondaire public n'obtiennent que les facs privées qui sont très chères... Ainsi, pour les milieux modestes, l'éducation pèse lourd sur le budget des ménages et les plus défavorisés (nombreux au Brésil !) arrêtent souvent leurs études après le primaire, faute de moyens financiers pour s'instruire davantage. Les aides fédérales ou régionales sont insuffisantes et leur répartition est de surcroît profondément inégale sur le territoire. A l'échelle du pays cependant, des progrès significatifs ont été enregistrés. L'effort financier est réel et équivaut en pourcentage à celui des nations occidentales²⁷.

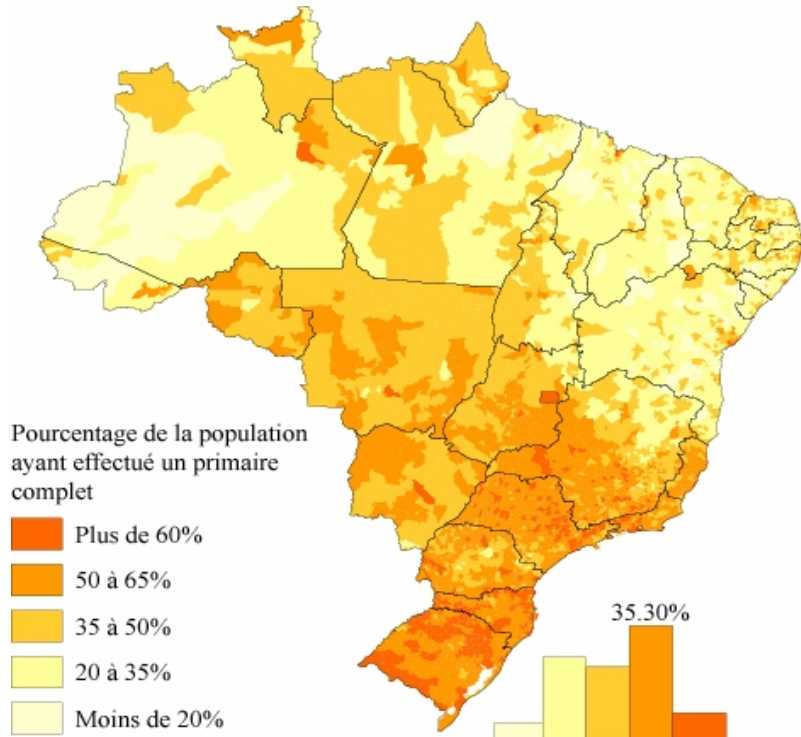


Fig 33 : un taux de scolarisation au primaire très inégal...

2.1.3.2 Le taux de chômage est devenu élevé

La jeunesse de la population pèse également lourdement sur le marché du travail puisque 2 millions de personnes deviennent chaque année demandeurs d'emploi. La modernisation de l'outil de production et l'ouverture économique vers l'international compliquent la situation. Le chômage est ainsi passé de 4,3% en 93 à 12.2% en 2003. Depuis, il s'est stabilisé à ce niveau malgré les ambitions affichées par le Président Lula arrivé au pouvoir en janvier 2003. L'emploi informel (emprego informal) s'est parallèlement fortement accru, touchant principalement les jeunes... Il se définit par opposition au travail formel qui est officialisé par une carte de travail signée par l'employeur. Moins de la moitié de la population active (37% de quelque 85 millions d'individus) possède aujourd'hui un emploi formel, donc peut prétendre à des garanties sociales (assurance-chômage, assurance maladie, retraite...). L'absorption d'une grande part de la main d'œuvre par le milieu informel permet certes d'atténuer la crise du marché du travail mais les conditions de travail y sont beaucoup plus dures que

²⁷ Des programmes sociaux fournissent une aide sociale (de type RMI) en échange de l'assiduité des enfants à l'école (bolsa-escola).

dans les milieux officiels. D'une manière générale, le fort taux de chômage et les conditions de travail précaires, en formel comme en informel, concourent²⁸ entre autres facteurs à entretenir et développer une insécurité qui est une donnée sociale au Brésil.

Des inégalités criantes portent en outre fortement préjudice à la sécurité. Ces disparités s'expriment sur tous les plans : entre individus, entre personnes de couleur de peau différentes, mais également entre régions. Le développement économique ne doit pas cacher la misère des classes les plus basses de la société, souvent celles dans lesquelles la natalité est la plus forte. Cependant, en dépit d'inégalités de revenu très importantes, il faut noter l'importance de la mobilité sociale et l'éclosion, dans les années 1990, d'une véritable « classe moyenne », dont le niveau de vie peut se comparer à la classe moyenne européenne. De grands efforts sont entrepris depuis 10 ans pour juguler les principales déficiences sociales dans le domaine de l'éducation et de l'assistance aux plus pauvres. Ces initiatives sont particulièrement novatrices sur le plan mondial et leurs résultats pourront être jugés dans quelques années ; elles devraient permettre à la population brésilienne, jeune et nombreuse, de s'épanouir dans de meilleures conditions.

2.2 Brésilianité et laboratoire social

Le Brésil se transforme également sur le plan culturel. La famille, par exemple, constituait depuis longtemps l'ossature de la société brésilienne mais a perdu de son caractère emblématique. On assiste également à une profonde crise du mariage ainsi qu'à une augmentation des ménages monoparentaux (21%). Ceci n'est toutefois pas réellement spécifique au Brésil et procède davantage d'une dynamique touchant largement le monde développé. Le Brésil présente en revanche une réelle spécificité : c'est un chaudron produisant régulièrement de nouveaux mouvements découlant d'un brassage permanent des cultures de tous les peuples qui ont façonné sa population.

La « brésilianité », en particulier, désigne le fait d'être brésilien ou, plus exactement, définit intrinsèquement l'identité d'un brésilien. Cette notion s'est adaptée au fil des mutations de la société brésilienne. Nous verrons d'abord comment la construction historique du Brésil a pu influencer la maturation de l'identité nationale, avant de nous intéresser plus particulièrement à l'évolution, au cours des années 1920, du sentiment de fierté nationale, issu d'une réinterprétation de l'histoire revendiquant l'identité tropicale et métisse du pays alors que cette qualification était précédemment péjorative. Nous étudierons dans une deuxième partie les caractéristiques de ce sentiment, ciment social extrêmement puissant, avant de voir en quoi cela peut faire du Brésil un véritable laboratoire, théâtre d'une nouvelle organisation de la société civile.

2.2.1 Histoire

2.2.1.1 Aux racines du métissage : les unions mixtes

Le mode de colonisation qu'ont adopté les Portugais pour s'approprier leurs nouvelles terres d'Amérique du sud a façonné, dès le début, une identité particulière au Brésil. En effet, compte tenu de sa faiblesse démographique par rapport aux autres nations européennes, le Portugal était dans l'impossibilité d'exploiter cette immensité sans s'allier avec, au moins, certains des peuples habitant leur nouvel empire, improprement nommés Indiens. Pour compenser ce « déficit démographique », les portugais privilégièrent l'assimilation plutôt que la conquête. A la différence des autres colonisateurs, les Portugais ont considéré les enfants qu'ils ont eus avec les indiennes comme héritiers de plein droit et devenant donc immédiatement de nouveaux citoyens portugais. Ces unions mixtes ont même été fortement encouragées afin de participer à l'intégration du territoire, donnant ainsi naissance à un contingent nombreux d'enfants métis, facilitateurs naturels de l'installation portugaise. Ce processus a été d'autant mieux accepté qu'il correspondait à des pratiques sociales amérindiennes : marier une femme de sa famille (sœur, fille) avec un étranger permet d'intégrer celui-ci dans les relations familiales, éloignant le risque d'un conflit armé... Certes, toutes les zones de peuplement initial n'ont pas connu une telle assimilation en douceur et des conflits voire des guerres contre les Indiens furent

²⁸ Le nombre d'« emplois » offerts par le milieu informel permet toutefois assez facilement de compléter les revenus légaux...

également menées par les Portugais, qui utilisèrent les rivalités opposant les différentes ethnies pour réduire des amérindiens en esclavage. Par ailleurs, malgré ces unions, la relation entre Portugais et Indiens demeurait inégale, les premiers imposant aux seconds un mode de vie plus moderne. Néanmoins, une pierre fondatrice dans la construction d'une identité nouvelle au Brésil fut bien l'avènement et la généralisation de ces unions mixtes dont est issu un nombre important de métis, structurant ainsi fortement la matrice culturelle brésilienne. Cette société a pourtant respecté certaines pratiques traditionnelles africaines qui contribueront à fonder la culture afro sud-américaine, dont la Samba est une émanation.

2.2.1.2 Des racines africaines issues de l'esclavage

Le deuxième fait marquant de la construction culturelle et démographique du Brésil est l'arrivée en nombre d'esclaves Noirs Africains. En effet, la mise en valeur des terres agricoles a rapidement nécessité une main d'œuvre très importante. Or, la capture d'esclaves parmi les Indiens a rapidement trouvé ses limites. La traite des Noirs Africains a alors introduit de manière massive la troisième race fondatrice du pays. Avec plus de 4 millions d'Africains réduits en esclavage sur son sol, le Brésil fut, pour le continent américain, le « réceptacle » majeur de ce commerce triangulaire qui enrichit considérablement les européens. En outre, afin de rendre les esclaves plus dociles et d'éviter les révoltes, les différentes origines ethniques furent mélangées, donnant ainsi à la langue portugaise un rôle indispensable à leur intégration. Ce trafic a forgé un modèle de société esclavagiste qui va perdurer pratiquement trois siècles et influencer fortement les relations interraciales au Brésil.

2.2.1.3 Des vagues d'immigration européennes de 1880 à 1940

En 1853, la traite des esclaves est interdite. Le problème de la main d'œuvre ressurgit de manière cruciale, en pleine période de développement du pays. Le gouvernement adopte une politique d'incitation à l'immigration avec l'idée d'en profiter pour « blanchir » le Brésil. Ainsi 4 millions d'européens s'installent-ils de 1880 à 1940 et modifient profondément les données raciales puisque la proportion des Blancs dans la société brésilienne passe de 38% à 63% (fig. 34).

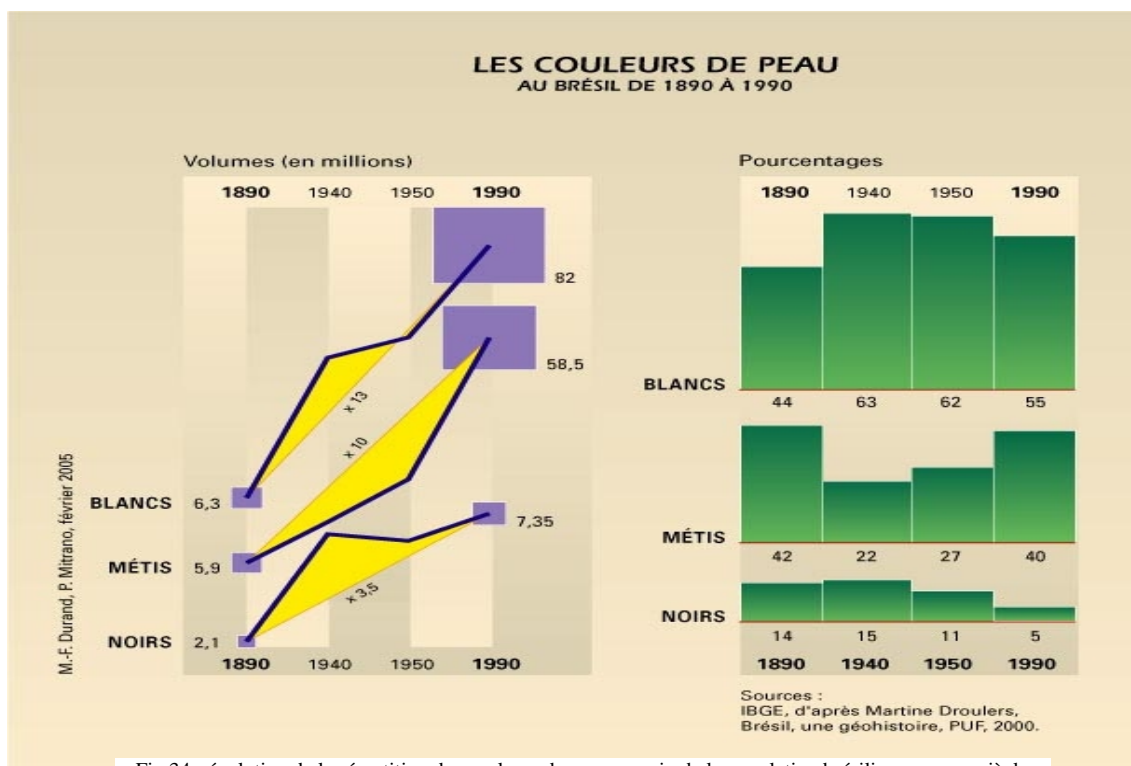


Fig 34 : évolution de la répartition des couleurs de peau au sein de la population brésilienne sur un siècle

Ces nouvelles arrivées entraînent des modifications du « modèle » autour duquel commençait déjà à se forger une identité brésilienne. Les cultures s'entremêlent selon une pratique déjà courante sur ce territoire et font une nouvelle fois apparaître des nouveautés : ainsi le *facc* brésilien devient-il *saudade*.

2.2.1.4 Une volonté de s'émanciper de l'influence européenne

La fascination pour le progrès technique a par ailleurs été un élément fédérateur dans l'histoire du Brésil. La volonté de moderniser les structures de l'empire en utilisant les dernières nouveautés techniques s'est ainsi manifestée dès 1870. Cette initiative obéit dans un premier temps à une très forte influence anglo-américaine et aboutit à un modèle de développement agro exportateur qui façonne l'espace brésilien pour longtemps. Au-delà de l'espace cependant, c'est l'ensemble de l'Etat fédéral Brésilien qui est structuré par ce choix. En effet, il impose les modèles de développement régionaux ainsi que les relations entre les régions et, in fine, le mode de gouvernance sous forme d'Etat fédéral. En 1890, le passage à la république met en lumière l'inadaptation des structures et des institutions. Il devient urgent d'organiser la Nation et de s'émanciper de la domination européenne. Une volonté de « brésilianiser le Brésil » relance un processus de recherche d'identité nationale. La devise « ordre et progrès » adoptée par la République fait référence au courant positiviste d'Auguste Comte et traduit la volonté qui l'anime de dépasser les problèmes sociaux et culturels. En effet, les mouvements contestataires régionaux ou urbains ne manquent pas à cette époque. Mais ces rébellions en même temps qu'elles sont réprimées, révèlent une partie de la société brésilienne à elle-même car la médiatisation dont elles font l'objet permet à l'ensemble du pays de découvrir, et de faire sien, certains particularismes régionaux. La découverte de ces régionalismes contient en elle-même les ferments de l'identité nationale et les révoltes permettent de les disséminer et de les intégrer à la matrice brésilienne. La plus célèbre d'entre elles est certainement la révolte des Canudos, qui révèle et diffuse comme un élément de construction nationale, la culture *Sertaneja*. Ce nom vient du mot *Sertão* dont la meilleure traduction en français est « bled », au sens algérien du terme. En revanche, les mouvements ouvriers issus des centres urbains ne trouvèrent aucun écho hors des villes, ce qui par ailleurs évita au Brésil de connaître une révolution. En particulier, Luis Carlos Prestes et sa colonne de révolutionnaires marcheront dans le Brésil rural durant des milliers de kilomètres sans réussir à soulever le peuple, justement parce que leur discours d'urbains militants était incompréhensible pour les paysans.

2.2.1.5 La naissance et l'affirmation progressive d'une authentique identité culturelle

A l'extérieur, le Brésil a longtemps souffert d'une image de pays « tiers mondiste »... En effet, lors de la conférence de La Haye en 1907 le Brésil est classé comme nation de troisième rang. La tentation de repli est alors forte mais les élites essayent de propulser le pays dans le concert des nations, par exemple en participant à la Première Guerre Mondiale. Au titre des griefs que le Brésil affronte, le « tropicalisme » mérite une mention particulière. Il existait en effet en Europe, un préjugé général sur les pays tropicaux, considérés comme inaptes au développement de « grandes civilisations ». Le Brésil, nation presque complètement tropicale, a dans un premier temps accepté avec résignation cette vision péjorative avant de la retourner et de revendiquer, justement, son « tropicalisme » comme un aspect explicite de son identité culturelle. Néanmoins, des thèses sur le prétendu retard dont souffrirait le Brésil émergent alors. L'une d'elle avance la théorie du « parasitisme social » hérité des Portugais. Une solution pour rééquilibrer les éléments négatifs hérités du colonialisme consistant à mélanger les races, le métissage s'imposera progressivement comme un élément clé de la culture brésilienne au terme d'une évolution assez tardive. Les années 1920 voient émerger une crise identitaire qui inspire une relecture de l'histoire du Brésil revalorisant le naturel et mettant en exergue le « bon indigène ». Cette relecture trouve d'ailleurs ses racines au XIX^e siècle, l'historien brésilien Silvio Romero notamment, ayant défini dès 1888 le concept de « métissage culturel » comme la pierre d'angle de l'expression identitaire brésilienne. Le pays prend conscience qu'il n'est pas entièrement blanc et redécouvre les habitants du Brésil d'origine, par opposition aux européens dont il faut s'émanciper. Lénine, un chanteur brésilien très populaire,

exprime cette démarche dans les paroles de sa chanson sous le même ciel lorsqu'il dit : « Nous, on vient de l'avenir connaître notre passé ». C'est un symbole de liberté, de résistance aux envahisseurs européens et d'altérité vis-à-vis du Vieux Continent. L'indigène est alors paré de toutes les vertus, l'Indien est magnifié car il est l'expression de la nouvelle nation. Le Métis, communion de l'Indien et de l'Européen, est placé au cœur de la nouvelle identité. Beaucoup de brésiliens se réclament alors de descendance indienne car être métis signifie être brésilien. Le mélange historique des races est transformé en sentiment de fierté.

A la même époque, le mouvement d'anthropologie culturelle vise à absorber la culture des Européens pour la digérer, s'en approprier les meilleurs aspects et les faire vivre en soi comme le croyaient les indiens anthropophages au moment de la colonisation. Une semaine de l'art moderne se tient à Sao Paulo en 1922, année du centenaire de l'indépendance du Brésil. Elle représente l'apothéose de cette période d'émancipation et constitue le symbole de l'indépendance intellectuelle enfin acquise.

En corollaire au positivisme, l'idéologie développementiste vise à planifier le progrès du peuple par des programmes d'organisation socio politique où l'Etat dispose d'un rôle fort. Il peut ainsi valoriser la culture nationale et doit être capable de mener à bien l'unification économique du pays par l'intégration des économies régionales. La promotion d'une identité culturelle nationale forte et adoptée par l'ensemble de la population représente pour l'Etat un outil politique puissant de construction de la nation. Il sera mis en œuvre sous le gouvernement Vargas (1930) et restera un courant idéologique majeur qui marquera non seulement la dictature militaire mais aussi tout le XX^e siècle au Brésil.

2.2.2 Métissage et cordialité ; plasticité de la société brésilienne

Une des originalités du Brésil est, dit on, d'être le seul lieu tropical où la civilisation européenne a réussi à s'installer durablement et se développer sous une identité propre. Comparé aux autres pays d'Amérique de Sud, le Brésil a connu une stabilité étonnante. Cette stabilité est également singulière si on la compare aux empires coloniaux en Afrique ou en Asie, dans lesquels l'influence européenne n'a pas vraiment réussi à créer un « mélange » ou une « nouvelle civilisation ».

On ne peut qu'être surpris par la relative homogénéité interne de ce pays en dépit de sa taille gigantesque. Certes, des disparités importantes entre régions existent mais, malgré ce phénomène qui aurait plutôt tendance à renfermer chacun sur ses particularités régionales, le sentiment de fierté nationale est particulièrement présent au Brésil. « Être brésilien » constitue d'ailleurs un thème très actuel de la chanson populaire. Ce sentiment est un ciment social extrêmement puissant : la « brésilianité ». Le métissage et la cordialité sont deux caractéristiques profondes de l'identité culturelle brésilienne qui s'est façonnée grâce au caractère particulièrement souple de cette société, prête à intégrer et à « rendre brésilienne » toute spécificité culturelle. Ce processus est désigné comme la « plasticité » de la société brésilienne.

2.2.2.1 Le développement du métissage

Le paragraphe 2.2.1 a montré que la sacralisation du métissage est une création intellectuelle datant des années 1920, basée sur une réinterprétation de l'histoire du Brésil. Il convient toutefois de mentionner une spécificité importante. Si aujourd'hui, le Brésil se définit comme la fusion des trois races fondatrices que furent les Européens, les Indiens et les Africains arrivés pendant la période de l'esclavage, l'intégration réelle de la population Noire ne s'est réalisée qu'en dernier lieu et difficilement. La « bonne société » du début du XX^e siècle était en effet incapable d'accepter des interférences de la culture Noire réputée « rustique » voire « rudimentaire », avec la culture européenne supposée « raffinée » ; l'avantage des Indiens était qu'ils ne subsistaient plus que dans des forêts inaccessibles. Il était ainsi possible d'exalter leur image sans pour autant avoir à intégrer leur culture... Le pas ne sera franchi envers la culture Noire, que dans les années 1930. C'est alors (1933) qu'est publié « maîtres et esclaves » de l'écrivain sociologue Gilberto Freyre dans lequel il se fait le chantre de ce mouvement qui vise à consolider le mélange racial comme vecteur de progrès et de construction nationale. Afin d'effacer les traces de trois siècles de traite des Noirs, la relation entre maître et esclave est revisitée pour n'en garder que des souvenirs de fierté et des éléments qui

permettent au Brésil de progresser. Cette démarche, qui se poursuit aujourd'hui, rencontre de vives critiques en raison de l'aisance avec laquelle les mauvais traitements infligés aux esclaves sont oubliés. La violence entre les classes sociales, toujours présente dans la société brésilienne en est partiellement une conséquence.

A plusieurs reprises, l'intégration par l'assimilation et le mélange a été le fruit d'une volonté gouvernementale. Ainsi, des vagues d'immigration européenne ont-elles été déclenchées entre 1880 et 1940, afin de répondre aux besoins cruciaux de main d'œuvre pour assurer le développement du pays. En réalité, les autorités brésiliennes ne voulaient pas constituer cette main-d'œuvre à partir des esclaves nouvellement libérés. Au lieu d'être cantonnées à des tâches purement productives, les populations européennes nouvellement arrivées ont contribué à « blanchir » le pays en le métissant dans une démarche d'assimilation, contrairement aux pratiques anglo-saxonnes qui s'apparentaient à la ségrégation et au cloisonnement. La diversité ethnique et culturelle est présentée comme un vecteur de conquête intérieure, elle est la richesse et le creuset de la Nation. Cette valeur est tellement ancrée aujourd'hui dans la culture brésilienne que, lorsqu'en 1976 une enquête de l'institut de sondage IBGE demanda aux ménages brésiliens de définir leur couleur de peau, les réponses s'étalèrent sur une palette de 136 couleurs différentes, révélant toute l'étendue de l'aquarelle du Brésil.

Le rapport qu'entretient la Nation avec sa langue est un symbole fort de cette démarche de métissage non seulement racial mais surtout culturel. Afin de la différencier du portugais maternel métropolitain, celle-ci a toujours été considérée comme un objet d'invention et surtout pas comme quelque chose qu'il faudrait réglementer ou fixer. De nombreux écrivains créent une nouvelle langue par des emprunts aux langages populaires, aux parlers régionaux, aux vocabulaires Indien ou Africain. Langue en chantier permanent, le « portugais du Brésil » demeure ouvert à toutes les influences : anglaises, françaises, espagnoles. C'est le règne de l'anthropophagie décrite par Oswald de Andrade dans son manifeste anthropophage, les mots et expressions sont « brésilianisés » et très rapidement intégrés au vocabulaire courant.

Ce tableau d'ouverture et de tolérance raciale et sociale est toutefois un peu idyllique, particulièrement dans un pays marqué par trois siècles d'esclavage. Les revendications contre la discrimination raciste ont notamment été très minoritaires dans les mouvements politiques jusque dans les années 1990. Pourtant, même au Brésil, les riches sont plutôt des Blancs et les pauvres plutôt des Noirs²⁹. Le racisme et la discrimination peuvent moins qu'ailleurs s'exercer sur la couleur de la peau, puisque tous les brésiliens sont métis par définition. Ils s'exerce cependant et ciblent essentiellement les apparences révélatrices de l'appartenance sociale. Le président Lula a bien tenté de lutter contre ce phénomène en instaurant une discrimination positive à l'université pour les pauvres, donc essentiellement les Noirs. Le problème demeure cependant entier car il est très difficile de définir « où commence le Noir » sur l'aquarelle aux 136 couleurs... La glorification du métissage est une façon de masquer des disparités bien réelles. C'est un moyen de faire de l'inégalité sociale une valeur en la rendant acceptable pour éviter l'éclatement de la société.

2.2.2.2 La cordialité : « l'apport du Brésil à la civilisation »

La cordialité, deuxième pilier de la brésilianité, contribue également à éviter l'explosion d'une société caractérisée par des disparités criantes. En effet, le brésilien en tant qu'homme cordial, accorde une importance capitale à l'affectif dans la relation sociale. La relation n'est pas simplement polie, dans le sens d'une civilité normée, elle exprime la sympathie, la générosité ou l'hospitalité au-delà des conventions et presque en opposition avec tout caractère formel. Dans ce domaine, le Brésil serait aux antipodes du Japon, où le lien social est extrêmement codifié. Cette cordialité, issue des modèles familiaux du monde rural patriarcal et hostile à toute ségrégation, se manifeste par une joie de vivre malgré les conditions difficiles. Sergio Buarque de Holanda, considéré comme le père fondateur de la théorie sociale qui donne une grande importance à la cordialité, présente le Brésilien comme l'homme cordial par définition et avance dans *Racines du Brésil* que « la contribution brésilienne à la civilisation sera la cordialité »³⁰.

²⁹ Voir le paragraphe 2.3.1.1 pour davantage de détails sur ce point.

³⁰ Son fils, le fameux chanteur Chico Buarque, serait une sorte d'incarnation de la cordialité et du métissage, notamment sur le plan culturel et musical.

D'un point de vue politique, au sens de l'homme dans la cité, c'est la suprématie de la relation personnelle en toutes circonstances, sur la relation sociale, politique ou commerciale. On peut y voir la nostalgie ou plutôt le transfert de l'organisation familiale dans les milieux ruraux qui existait encore il y a peu sous la forme de cellules extrêmement compactes³¹ dont le cadre était tellement puissant qu'il dominait toute autre forme de hiérarchie sociale, fut-elle publique. Aujourd'hui, cette forme de relation très chaleureuse surprend le visiteur du Brésil et reste une caractéristique très forte de ce pays. Ainsi la cordialité permet-elle de faire accepter l'inégalité sociale, comme le métissage permet de faire passer les inégalités raciales ; la remarquable malléabilité de la société brésilienne agit alors comme un catalyseur de cette acceptation. Cette caractéristique particulière, la plasticité, permet de construire une identité culturelle mouvante, capable d'absorber tous les traits de caractère des régions au fil de leur découverte ou ceux de nouveaux arrivants comme lors de la grande vague d'immigration européenne. On peut encore citer les immigrations japonaise ou syro-libanaise, la première ayant eu des conséquences assez marquantes : le kébé, renommé kibé, est devenu l'un des plats nationaux du Brésil, de même que les Japonais sont aujourd'hui considérés comme l'une des populations caractéristiques de São Paulo. La plasticité est surtout en mesure de faire tenir ensemble les extrêmes, les oppositions, les ambivalences en érigeant cette diversité comme caractéristique première et source de richesse au cœur de l'identité brésilienne. La société plie sans fracture, se déforme au gré des modifications plus ou moins subies, voire pilotées par les gouvernements et les médias. Par exemple, l'impact des novelas diffusés par TV Globo, feuilletons télévisés brésiliens traitant de grandes questions de société, a été extrêmement important. Ces émissions ont mis à jour des évolutions de la matrice culturelle brésilienne qui étaient passées inaperçues. Il est de notoriété publique que ce réseau de télévision a soutenu politiquement le régime militaire suite au coup d'état de 1964. La novela est cependant une émission d'expression assez libre, qui décrypte la société et pose des questions, sans que l'on puisse trop lui associer un rôle politique, si ce n'est des campagnes « progressistes », par exemple contre la discrimination des homosexuels.

Certains symboles ont toutefois été inspirés à l'origine par des considérations politiques. Ainsi est-ce le cas du football dont la « sacralisation » au Brésil est largement l'œuvre du gouvernement de Getulio Vargas dans les années 1930. Son gouvernement a construit une nouvelle valeur populaire autour du football. Le stade est alors progressivement devenu un lieu de communion nationale et un symbole de la brésilianité. Aujourd'hui, entre 1 et 3 millions de brésiliens vivent de ce sport qui reste encore, malgré l'apparition des violences dans les stades, une valeur centrale de l'identité brésilienne, synonyme d'égalité des chances et donc acteur lui aussi de la cohésion nationale.

Le carnaval est au même titre un lieu mythique d'expression de la brésilianité ; il a été également promu comme une valeur populaire sous le gouvernement Vargas³². Le carnaval permet une réappropriation voire une réinvention de l'espace urbain où chacun peut participer à cette fête sociale rythmée par la samba. Il existe pourtant aujourd'hui des carnivals « exclusifs » (où il faut payer sa place), qui s'opposent aux carnivals « de rue » accueillant tout un chacun...

La plage, enfin, a longtemps été un lieu d'égalité, de mixité sociale et de cordialité jusqu'à ce que, sous la pression des violences urbaines, elle commence à s'organiser sur un mode plus communautaire.

2.2.3 Le Brésil, laboratoire social ; le rôle des ONG

Le Brésil est un laboratoire social par excellence dans la mesure où de multiples expérimentations de construction de l'organisation sociale sont menées, soit sous l'impulsion directe des gouvernants, soit grâce à l'initiative spontanée de groupes de citoyens qui se rassemblent autour de besoins communs que l'Etat n'est pas en mesure de satisfaire. Ce type de démarche est certainement facilité par la nature plastique et ouverte de la société brésilienne, prête à tenter toute expérience qui viendra enrichir une identité en évolution permanente.

³¹ Ce format incluait d'ailleurs les esclaves dans la cellule familiale, ou les « travailleurs dépendants » (agregados) après l'abolition de l'esclavage.

³² Le carnaval et le football permettent de mettre en exergue un détail intéressant de la politique sociale mise en œuvre par Vargas : le carnaval était une expression populaire méprisée et fuie par l'élite ; le football au contraire était pratiqué dans des clubs chics qui ne toléraient pas les Noirs... Le Brésil de Vargas a donc composé ces nouvelles « valeurs populaires » en empruntant en haut comme en bas de l'échelle sociale...

2.2.3.1 Les initiatives Etatiques

A ce titre, le projet d'édification d'une nouvelle capitale au Brésil est un symbole de la volonté gouvernementale d'établir un nouveau mode de « vivre ensemble ». Au total entre l'indépendance (1822) et l'arrivée au pouvoir du gouvernement Kubitschek (1956) qui finalement mènera à bien l'entreprise, six projets auront été envisagés en diverses périodes et auront successivement avorté. Leur point commun a été d'intervenir à des moments de rupture du lien social et culturel unissant les brésiliens, où l'unité et l'identité étaient mises en cause. Tous également, ont envisagé la construction d'une ville nouvelle pour établir cette nouvelle capitale. Il s'agissait donc de repenser l'organisation sociale dans son ensemble. En effet, l'Etat et la ville, ainsi que la société étaient touchés par ce projet visant à moderniser le Brésil. Juscelino Kubitschek, l'homme qui promettait pendant sa campagne électorale « cinquante ans de progrès en cinq ans »³³, donne le coup d'envoi de la construction de Brasilia. Son architecture est confiée à Oscar Niemeyer. Elle reflète la vision du Brésil de l'époque sur son avenir : le Brésil envisageait l'émergence d'une classe moyenne à l'image de celle des USA. Cette strate sociale devait regrouper la plupart des Brésiliens. Le Brésil espérait donc la fin des clivages radicaux... Brasilia fut conçue pour assumer au mieux son rôle de capitale, sans quartiers pauvres. Mais dès la fondation même de la ville, les événements montrèrent que l'âme brésilienne n'était pas fondamentalement prête à des évolutions radicales. Quand la construction fut terminée, les ouvriers refusèrent en effet de quitter les lieux et furent finalement installés dans des « villes satellites ». Sur ces mêmes espaces péri-urbains, se développèrent progressivement des favelas. Elles rappellent de manière patente que d'« autres » milieux sociaux existent et persistent...

2.2.3.2 Les initiatives citoyennes

La plus célèbre initiative spontanée et autonome des citoyens demeure le « mouvement des sans terre » (MST) qui demandait une ample redistribution des terres agricoles. Dans les années 1980, des centaines de familles poussées à l'exil par la crise de l'agriculture ont refusé la fatalité et ont entamé un processus de lutte afin d'obtenir une réforme agraire. Elles ont réussi à porter le débat sur la scène publique en revendiquant les terres non exploitées. Se basant sur la Constitution, ce mouvement revendiquait des espaces qui ne remplissaient pas leur fonction sociale ou qui avaient été acquis de manière frauduleuse. L'occupation pacifique de terres et de bâtiments publics ont constitué une stratégie du mouvement depuis son origine. Après plusieurs années de lutte, le MST a réussi à procurer de la terre à quelques milliers de paysans qui vivent dans des « sociétés agricoles » dénommées assentamentos régularisées a posteriori par l'Etat. Ces établissements apportent leur soutien financier au MST à hauteur de 2% de leurs revenus et surtout, répondent à l'ensemble des besoins des familles qui y vivent : alimentation, alphabétisation, éducation et formation professionnelle des enfants. Des critiques s'élèvent toutefois contre une forme d'embrigadement qui résulte de la déformation des programmes scolaires ; d'autres voix s'élèvent au sein du pouvoir central pour dénoncer un risque de « colombianisation » dans la mesure où de véritables circuits fermés s'instaurent, dotés d'une forte influence sur l'ensemble de la population rurale défavorisée. La principale force et la première caractéristique de ce mouvement est bel et bien sa dimension populaire car il est ouvert à tous. Ce n'est pas un syndicat uniquement soucieux de défendre des intérêts particuliers mais bien une organisation s'étant saisie d'une problématique de dimension nationale qu'est la répartition des terres et l'utilisation que l'on en fait : agro-exportation pour augmenter le PIB ou culture vivrière plus familiale pour subvenir aux besoins alimentaires de la population ? C'est une problématique qui touche l'organisation sociale du Brésil, dans un secteur particulièrement emblématique : l'agriculture. D'autre part, la relation qu'entretient le mouvement avec les familles quand elles sont établies dépasse largement la question de la terre. Il participe à la lutte pour le développement des écoles, pour l'eau, l'électricité, à tout ce qui touche à la vie sociale de ces paysans.

³³ Le succès de cette politique a donné lieu à de multiples appréciations en diverses occasions. Un consensus semble toutefois se dégager dans le sens d'un échec assez magistral. Si, en effet, le Brésil s'est globalement modernisé pendant cette période, l'inflation a fait des ravages, comme le clame le slogan : « cinquante ans d'inflation en cinq ans ».

Par une action collective spectaculaire, le MST est parvenu à intéresser un large public et à susciter l'attention du gouvernement. Le mouvement a atteint une reconnaissance internationale : prix Nobel de la paix en 1991, prix pour le Développement en 1997 décerné par la Fondation du roi Baudouin de Belgique. Il entretient des relations avec des organisations non gouvernementales (ONG) dans 14 pays en Europe et reçoit un financement de l'Union Européenne. Le MST a su porter sur la place publique, un problème qui ne concernait que les paysans pauvres qui sont cependant 12 millions. La question est devenue nationale puis internationale et le MST a proposé un modèle social capable d'y apporter une réponse satisfaisante.

Le MST trouve un relais très efficace dans l'action de l'Eglise catholique, elle-même très impliquée dans la question de l'accès des petits paysans à la terre, par l'intermédiaire de la Commission Pastorale de la Terre (CPT)³⁴.

Le gouvernement avance donc dans le domaine sous l'impulsion du MST et du CPT, mais a également déjà pris par lui-même, de véritables initiatives en la matière.

2.2.3.3 Les initiatives concertées entre l'Etat et la société

La participation de citoyens à la vie publique au Brésil ne se limite pas au mode contestataire mais s'étend également depuis quelques années, à la gestion partagée des affaires publiques, notamment dans le domaine de la gestion urbaine. En effet, au Brésil la ville concentre toutes les inégalités socio-économiques et l'urbanisation plutôt rapide qui a eu lieu ne s'est pas toujours menée de manière coordonnée. On estime ainsi à 60 millions, le nombre des citoyens privés d'accès au réseau d'égouts soit 47% des domiciles urbains. En outre, 8,5% n'ont pas accès à l'eau potable. Entre 20 et 30% des domiciles situés dans les métropoles brésiliennes sont des bidonvilles.

La gestion de ce problème de santé publique n'incombe pas à l'Etat fédéral mais aux Etats fédérés ainsi qu'aux municipalités. Ces dernières sont cependant à bout de moyens et souvent influencés par des indéterminations politiques entre l'interventionnisme et la passivité. Ainsi les citoyens ont-ils pris par endroit le relais, par le biais d'associations qui gèrent en commun avec les autorités locales certains problèmes particuliers. Le plus connu de ces partenariats est le système de gestion des égouts en condominium où les usagers partagent des services collectifs. Développé dans l'Etat du Pernambouc dans les années 1980 le système d'égouts en condominium requiert un ensemble d'action en matière d'éducation, d'organisation et de participation des usagers. Il s'agit d'une application de la politique participative en matière d'assainissement de base.

La démocratie participative a connu une heure de gloire en 1988. La Constitution « citoyenne » qui fut alors rédigée et adoptée marqua le début d'un processus de re-démocratisation après plus de vingt ans de dictature. La constitution prévoit que des associations peuvent participer avec la Mairie à la gestion des villes dans les domaines de la santé, de l'éducation et des droits des enfants. On a ainsi pu assister à la mise en place progressive d'une série de partenariats institutionnels mixtes qui ont pour objectifs : participation politique, délibération démocratique et contrôle social de l'Etat au niveau local. De nombreux outils de démocratie participative ont été mis en place qui, par le biais d'associations, ont replacé le citoyen au cœur du système de gestion de la ville. Nous citerons, entre autres, les conseils de co-gestion dont les domaines d'action sont principalement la santé et l'éducation. Imposés par la loi, ils existent dans 99% des communes et permettent de renouveler la relation Etat société par un partage des responsabilités. Les forums, eux, sont l'émanation d'initiatives populaires et visent à influencer les politiques publiques, voire à proposer des innovations en la matière, comme dans la ville de Salvador de Bahia où il existe un forum communautaire de combat contre la violence. De plus, certains services urbains sont gérés en commun entre les autorités publiques locales et les associations, comme dans l'exemple concernant l'assainissement décrit plus haut. Enfin, les plans directeurs prévus dans la Constitution sont des instruments de gestion urbaine qui doivent donner lieu à des débats publics où la participation des associations et des ONG est recommandée. Ils sont obligatoires pour les villes de plus de 20 000 habitants. Un dernier outil moins répandu est le budget participatif qui permet aux membres des syndicats, de mouvements d'éducation populaire ou d'ONG de prendre part au processus

³⁴ L'Eglise brésilienne est par ailleurs très impliquée dans l'ensemble des combats sociaux et use à l'envi de son aura pour parvenir à ses fins, intervenant publiquement dans les grands débats de société.

du budget. Sur une centaine d'expériences de ce type tentées entre 1997 et 2000, les priorités fixées par la population ont été maintenues par le législatif local dans 68% des cas.

2.2.3.4 Les ONG

Toutes ces formes de réorganisation sociale mettent en action les citoyens en tant que tels, mais le plus souvent au sein d'associations leur permettant de mieux faire entendre leur voix. Le rôle de ces associations est donc de plus en plus important au fur et à mesure que ces nouvelles formes de démocratie se mettent en place. Des groupements d'associations voient en outre le jour pour former de véritables pôles de pouvoir non étatiques, les organisations non gouvernementales (ONG). L'histoire de ces groupes au Brésil se confond avec celle de la résistance au régime militaire (1964-1985) et de la démocratisation de la vie politique. C'est dans la semi clandestinité que s'organisent, en général au sein de l'Eglise catholique progressiste, les premiers groupes d'intellectuels et de travailleurs sociaux militants qui transforment profondément des pans entiers du secteur caritatif et d'assistance. L'action ne pouvait prendre forme qu'en dehors de l'Etat, contre lui. L'ouverture progressive du régime entraîne une grande partie de ces associations vers une totale laïcisation et un positionnement politique plus explicite.

Il est difficile d'évaluer le nombre exact d'ONG en activité au Brésil. En revanche, leur nombre ne cesse d'augmenter car le champ de leurs compétences ne cesse de s'étendre mais aussi parce que l'accès aux ressources financières du « marché du développement » peut vite devenir pour certaines d'entre elles un but en soi. Si ces quinze dernières années le fait nouveau dans ce domaine a été la montée en puissance des ONG écologistes liée à la préoccupation environnementale croissante que connaissent les opinions publiques, d'une manière générale l'activité de ces associations reste attachée à la préservation des libertés démocratiques, à l'organisation de la société civile ou encore à la défense des droits de l'homme. Même si dans certains cas elles peuvent être perçues comme une intrusion étrangère dans la politique intérieure du Brésil, elles sont bien souvent un moyen efficace de gestion mixte de problèmes que l'Etat se révèle impuissant à résoudre seul. Les plus sérieuses d'entre elles sont invitées à participer à la définition des politiques publiques. Un concept de sphère publique non gouvernementale est même en train de se développer car leurs fonctions peuvent amener certaines ONG à devenir un outil d'exécution de politiques publiques ou de projets sociaux voire de contrôle de l'action publique. Le Brésil est donc de plus en plus dépendant des ONG pour la gestion de ses politiques publiques. Comme parallèlement les circuits de financement drainent de plus en plus de moyens et que l'origine de ceux-ci s'internationalisent, le Brésil est, à l'image de sa culture, très ouvert sur les influences mondiales.

D'ailleurs c'est au Brésil que l'on place le cœur du mouvement contestataire le plus globalisé et le plus connu qu'est devenu le Forum social. Ce fut l'occasion lors de l'édition 2003 de Porto Alegre pour l'association brésilienne des organisations non gouvernementales (ABONG) qui regroupe 250 ONG au Brésil de tisser des liens très forts avec d'autres associations du même type telle que Coordination SUD, association française regroupant 120 ONG en France. Les deux collectifs ont ainsi rappelé que leurs objectifs sont communs et visent une autre ruralité, une autre urbanité, une autre économie et d'autres régulations internationales par la mise en œuvre d'une « diplomatie non gouvernementale » dans laquelle ces associations entendent peser sur les grandes négociations internationales concernant le commerce et l'environnement.

2.3 Les remises en cause de la société

En dépit du discours sur la « brasilianité », mettant en exergue la cordialité et la « démocratie raciale », la répartition des revenus au Brésil est une des plus inégales au monde et les clivages sociaux sont souvent plus tranchés que dans les autres pays développés. La disparité des conditions sociales a connu son paroxysme au cours des XVII^e et XVIII^e siècles, alors que la main d'œuvre brésilienne était essentiellement constituée d'esclaves indiens ou africains. Entre les travailleurs qui parfois se tuaient à la tâche et leurs opulents « employeurs », existait un profond hiatus. Cette sombre période a généré des frustrations et des ressentiments qui subsistent encore aujourd'hui, comme une forme de

« culture ». Entre ce lointain héritage historique et l'actuelle émergence de contre modèles de société au Brésil, la violence et la criminalité trouvent un terreau très favorable pour s'épanouir.

2.3.1 La persistance des disparités et des discriminations

2.3.1.1 Le fléau de la grande pauvreté

Au Brésil, le rapport entre le revenu moyen des 5% les plus riches et celui des 20% les plus pauvres y est de 1 à 30³⁵, soit le plus fort écart à l'échelle mondiale, à égalité avec la Sierra Leone. Hervé Théry indiquait en 1995³⁶ que la répartition des revenus par groupes ethniques n'indique que peu de différences entre la communauté noire, la communauté métis et la population brésilienne dans son ensemble. Ainsi, même si des inégalités subsistent, notamment en matière d'accès à l'éducation, il y a presque la même proportion de pauvres et de riches chez les Noirs, les métis et les Blancs. Il y a en revanche de nettes différences régionales. A titre d'exemple, on trouve une importante population Noire pauvre dans la région de Salvador de Bahia et Rio tandis qu'à contrario, une zone de population Noire riche s'étend de Santos à Brasilia. Une étude de 2003 montre que la moitié des 22 millions de personnes en condition d'extrême pauvreté au Brésil sont localisées dans le NORDESTE et que de grandes disparités y existent (fig 35). Hervé Théry a récemment actualisé ces données³⁷ sans pour autant remettre fondamentalement en cause le constat.

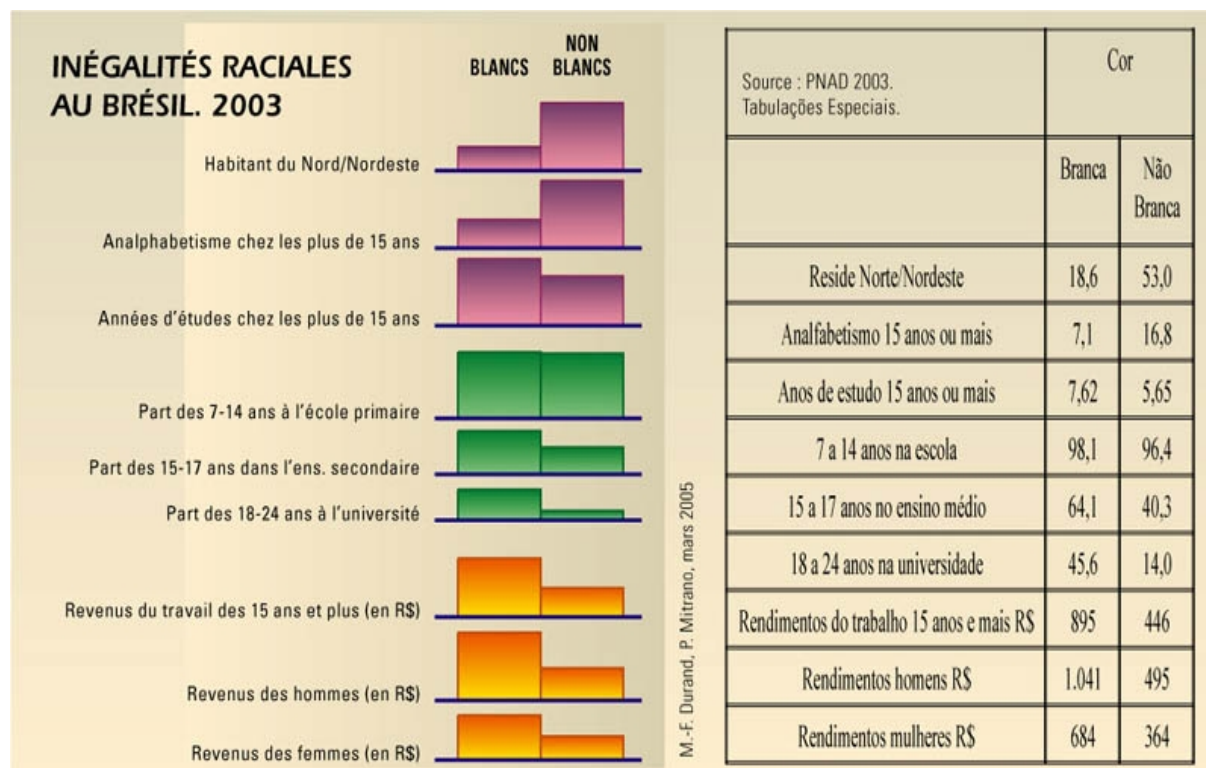


Fig 35 : les contrastes entre Blancs et non-Blancs dans la région du Nordeste

Des programmes gouvernementaux tels que « Faim zéro » s'attellent à identifier ces populations et à distribuer nourriture ou compléments de revenus. Mais ces programmes se heurtent à la dispersion des populations concernées. La grande pauvreté se concentre en effet dans les municipes les plus ruraux et les moins peuplés (les 4 000 municipes de moins de 20 000 habitants ont un taux de pauvreté supérieur à la moyenne nationale).

³⁵ Hervé Théry, « Le Brésil », p63, Masson géographie, 1985.

³⁶ Hervé Théry, « Couleur de peau et revenus », Cahiers du Brésil contemporain, n°37.

³⁷ Hervé Théry, « Le Brésil », Armand Colin, 2000.

2.3.1.2 La naissance d'une classe moyenne

Les disparités mises en évidence correspondent à des clivages sociaux très marqués. Jusqu'aux années 1930, le Brésil s'appuie sur un modèle à deux classes (élites/masses) : d'un côté, on distingue une minorité cultivée et riche, composée de propriétaires fonciers, de commerçants et professions libérales ; de l'autre, on compte une majorité de paysans et artisans, pauvres et souvent analphabètes ; entre les deux, la classe moyenne est pratiquement inexistante. Aujourd'hui, l'industrialisation et le développement de la société de consommation ont fait évoluer ce modèle binaire vers une plus grande complexité. En particulier, une frange de la population a accédé à cette situation intermédiaire qui faisait défaut auparavant. L'apparition de cette nouvelle strate sociale, conjuguée à une explosion du nombre des individus à fort revenu, a entraîné une forte augmentation du revenu moyen. La proportion de brésiliens en situation de grande pauvreté a ainsi diminué, mais, compte tenu de l'explosion démographique du pays, leur nombre a crû en réalité.

L'ancienne classe dirigeante, sur le déclin, possède toujours d'immenses étendues de terre à l'intérieur du pays, où elle domine la vie politique locale. Elle se trouve cependant dépassée par la classe des nouveaux riches, souvent urbaine, qui étale son luxueux train de vie avec ostentation... tout en accroissant encore sa richesse grâce à d'importants investissements dans des terres qui sont, au Brésil, d'un excellent rapport ! La masse de paysans survit grâce à une forme de clientélisme dont ils tirent une protection en échange de leur vote et de menus services. Dans les campagnes, l'exode a fait apparaître une forme nouvelle de « prolétariat rural », les Boia-fria, journaliers employés dans le cadre de contrats léonins, parfois proches de l'esclavage. Dans les villes, cet exode rural s'est traduit par l'apparition d'une frange de la population vivant en marge de la cité, faute d'avoir pu s'insérer dans le circuit économique « formel ». L'apparition dans les années 1970 de la classe moyenne urbaine, qui était le « bras armé » du « miracle économique », n'a pas atténué ces clivages. Cette classe moyenne se révéla instable : empruntant ses modèles à la classe supérieure, elle ne pouvait pour autant les suivre, faute d'un pouvoir d'achat suffisant, en particulier à cause des politiques de stabilisation de l'inflation. Vis-à-vis du prolétariat, des favelas et des régions en difficulté, l'attitude de cette classe moyenne varie du rejet à la compassion teintée d'une forme de condescendance.

2.3.2 Violence et criminalité

Le Brésil enregistre un taux de mortalité par agression très élevé qui le place parmi les pays les plus violents au monde. Selon l'ONU, 11% des homicides pratiqués dans le monde entier ont lieu au Brésil, alors que la population ne représente que 2,8% de la population mondiale. Le ministère de la Santé brésilien estime que chaque année cinquante mille personnes sont victimes d'assassinats. Les modalités de cette violence diffèrent selon les régions, les états et les groupes sociaux. Enfin, il faut noter que si l'enregistrement des statistiques relatives à la violence a été amélioré au cours des dix dernières années, il reste encore très aléatoire.

2.3.2.1 La violence urbaine

La violence et la criminalité ne sont pas une problématique essentiellement urbaine, mais c'est dans les villes et surtout les grandes métropoles que leurs effets sont les plus sensibles. Dans les capitales des états et les grandes villes, le taux d'homicide est ainsi de 34,1 pour 100 000 habitants, tandis que la moyenne brésilienne est de 23. A titre de comparaison, il est de l'ordre de 5 à 10 pour 100 000 habitants en France et aux Etats-Unis, en notant toutefois que ce taux varie significativement en fonction de la localisation.

Les origines de la violence urbaine sont nombreuses, même si certains facteurs clés peuvent être mis en évidence, tels que les inégalités sociales, le chômage, l'exclusion, le marché illégal d'armes à feu, le trafic de drogues et le crime organisé. On trouve en outre une part « culturelle », comme la violence passionnelle qui est fréquente mais également une augmentation de la fréquence des homicides le week-end, liée à une consommation excessive d'alcool !

Entre 1993 et 2002, le nombre d'homicides a augmenté 5,5% par an, et selon l'Unesco les assassinats au Brésil sont, pour la plupart, pratiqués par les armes à feu. La plupart des crimes ont lieu dans les bidonvilles et dans les zones périurbaines. Le nombre élevé et la multiplication rapide des morts violentes dans les favelas et les quartiers pauvres peuvent s'expliquer par la conjugaison de plusieurs facteurs comme l'introduction de la cocaïne et la forte rentabilité de son « commerce », les luttes entre gangs rivaux pour le contrôle des principaux points de vente et de distribution, l'usage d'armes automatiques et semi-automatiques ainsi que le comportement de plus en plus violent de la police qui est une conséquence assez directe de ce qui précède.

Les institutions publiques, les infrastructures urbaines, les services essentiels, les organisations sociales et communautaires existent comme partout ailleurs mais leur action est très largement entravée par l'insécurité qui caractérise leur environnement. La relative inefficacité des institutions policière et judiciaire a en outre permis aux groupes criminels de « s'installer » facilement et d'étendre leur contrôle territorial au point qu'ils sont parfois considérés par les habitants comme les dépositaires légitimes de l'autorité et du pouvoir. Ils font ainsi eux-mêmes la « police » ; ce « maintien de l'ordre » consistant à éliminer de petits malfrats afin de maintenir la puissante emprise de leur trafic organisé. Compte tenu de cette situation, le trafic de drogue au sein des « organisations » exerce un grand attrait sur les enfants et les adolescents qui trouvent peu d'opportunités d'emploi et dont les perspectives d'avenir sont fragiles. La violence urbaine touche ainsi essentiellement les jeunes de 15 à 35 ans et de sexe masculin : en 2002, plus de 70% de morts violentes enregistrées par l'IBGE concernait cette population. C'est l'état de Rio de Janeiro qui compte le plus grand nombre de victimes au sein de cette catégorie (fig. 36).

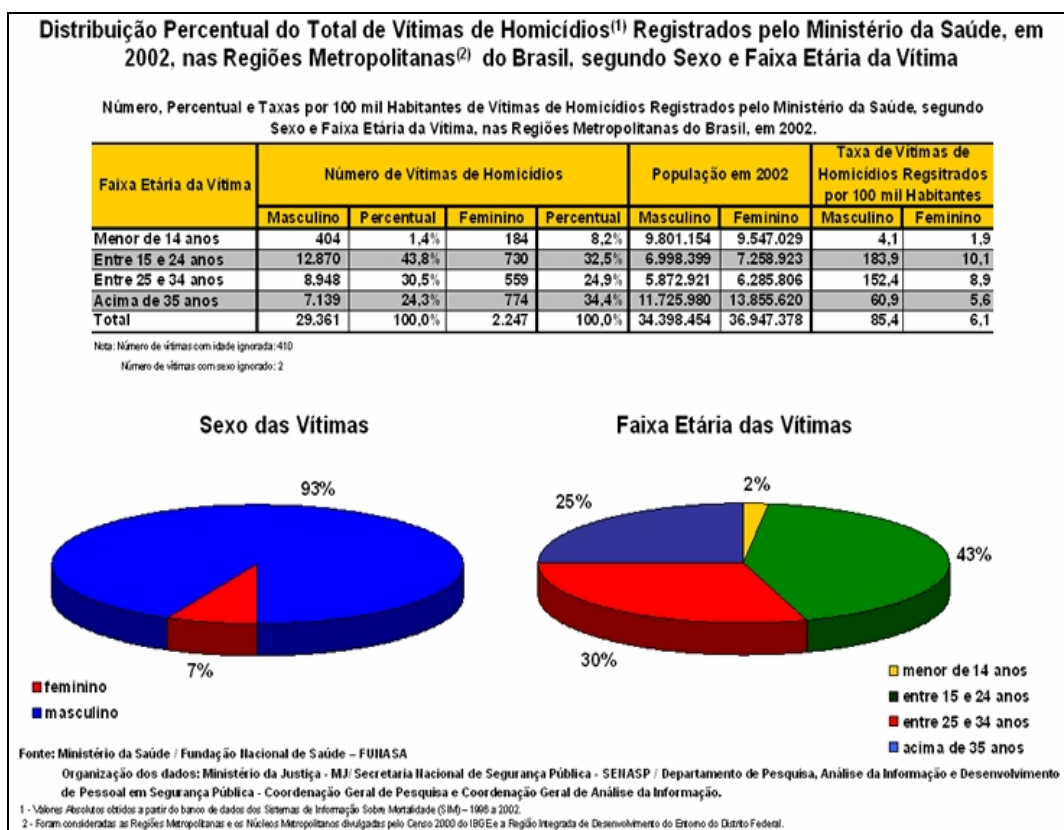


Figure 36 : victimes d'homicide en 2002 au Brésil -distribution par sexe et par âge.

2.3.2.2 La réaction de la société contre la violence urbaine

La société civile a réagi à cette violence. En particulier, un mouvement d'ampleur nouvelle a émergé chez les jeunes des favelas et des quartiers pauvres. Il s'agit de projets, programmes ou initiatives locales basés sur des activités culturelles et artistiques et qui, dans bien des cas, sont entrepris et coordonnés par les jeunes eux-mêmes. Ces groupes concurrencent les trafiquants de

drogues pour l'influence sur les jeunes et utilisent des techniques de séductions différentes, mais tout aussi efficaces. Ils tiennent un discours de paix civile, évoluent dans l'« esprit du temps » (ils apprécient l'Internet, les tenues à la mode, les voyages, la culture et les arts) et prônent la génération de revenus et d'emplois à court terme. Ces projets se développent dans différentes villes du pays mais présentent une certaine hétérogénéité car ils ne sont pas coordonnés. Ils commencent pourtant à prendre de l'importance. Les groupes deviennent ainsi des médiateurs entre les jeunes et l'administration locale, la presse et les acteurs internationaux tels que les fondations et les agences de coopération. Ces « nouveaux médiateurs » apportent un renouveau dans l'arène des ONG, des partis politiques traditionnels, des mouvements sociaux et associatifs.

Il faut cependant admettre qu'en pratique, les favelas vivent encore en se faisant une raison des trafiquants et de la police corrompue : une minorité de la population s'insère dans le « système » ; la majorité s'efforce de survivre en n'étant ni pour ni contre... concrètement et jusqu'à présent, cette initiative des jeunes défavorisés apporte surtout un espoir de faire émerger le thème de la violence sociale dans l'agenda de la classe politique ; celle-ci est en effet persuadée que la violence est un problème au mieux passager et au pire sans remède ; la priorité est ainsi donnée au programme « faim zéro », qui concerne pourtant une faible partie de la population, alors qu'un « violence zéro » serait peut-être plus adapté à la situation sociale du Brésil... Le véritable enjeu de ce mouvement populaire issu des favelas est donc la coordination des actions afin d'atteindre des buts précisément définis et de grand retentissement à l'échelle nationale. C'est probablement à ce seul prix que le gouvernement pourra reconsidérer les priorités de son action sociale.

2.3.2.3 La violence rurale

Dans les zones rurales, la violence existe parmi des propriétaires de terres, travailleurs ruraux, orpailleurs et des groupes amérindiens. L'Etat et la société civile étant très « discrets » dans ces régions l'« organisation » sociale a pris des formes fortement inégalitaires, comme la persistance du travail esclave en témoigne. En réaction, l'Etat a créé un groupe judiciaire spécialisé dans la lutte contre cette inhumanité... qui n'est pas pour autant éradiquée aujourd'hui.

Compte tenu de son relatif effacement dans ce milieu, il est difficile à l'Etat de recueillir et consolider des données concernant la violence et la criminalité. Selon le gouvernement fédéral et l'église catholique les assassinats de travailleurs ruraux ont augmenté les dernières années. Bien que cette violence rurale soit globalement moins mortifère que la violence urbaine, elle n'en témoigne pas moins, certes a maxima, des relations très difficiles entre les différentes classes du milieu rural. La loi du plus fort y est souvent la meilleure... La violence et les violations des droits de l'homme observées en zone rurale découlent en grande partie de l'héritage historique du Brésil. En effet, la distribution des terres est héritée de la période coloniale durant laquelle la monarchie portugaise distribuait d'immenses parcelles de terre à ceux qui avaient les moyens de les valoriser. Au cours des trente dernières années, le processus de développement rural a encouragé la concentration des terres par le biais de subventions, d'aide, etc. Aujourd'hui, cette concentration au Brésil est la plus forte au monde. De plus, 163 millions d'hectares de terre sont laissés à l'abandon alors que dans le même temps, 12 millions de paysans n'y ont pas accès ce qui provoque un exode rural massif et de nombreux conflits.

D'après l'estimation des ONG brésiliennes qui se consacrent à la défense des Indiens, la population indigène au Brésil compte environ 300 000 personnes vivant en milieu rural, réparties en 206 ethnies et parlant 170 langues. Or, dans la région amazonienne, les terres indigènes sont envahies par les chercheurs d'or, les compagnies forestières et les fermiers. Ceci se fait au prix d'une violence qui peut parfois menacer la survie des Indiens.

A plusieurs reprises les gouvernements successifs ont essayé de mettre en œuvre des réformes agraires afin de minimiser les tensions, d'améliorer les conditions de vie en zone rurale et d'assurer l'autosuffisance alimentaire des petits agriculteurs. Jamais, toutefois, le processus n'est parvenu à son terme, contrairement à ce que l'on peut observer dans d'autres pays latino-américains. Au Mexique, par exemple, de très grandes étendues de terre ont été autoritairement redistribuées par l'Etat à de petits exploitants. Cette réticence du Brésil est due à l'influence politique majeure des riches propriétaires terriens qui sont opposés à la réforme agraire.

Les classes dirigeantes sont en effet très attachées au Latifundio³⁸. Ainsi, le caractère « nouvellement urbain » de l'élite ne la coupe pas totalement des conceptions plus anciennes et la place à l'écoute des grands propriétaires. Lorsqu'une procédure d'expropriation est entamée, ceux-ci font monter les enchères en intentant de nombreuses actions en justice... et réinvestissent leurs immenses bénéfices dans l'acquisition de nouvelles terres... si l'expropriation a effectivement lieu ! Ils s'enrichissent ainsi en bénéficiant de la complaisance des pouvoirs publics qui confondent volontiers ici les intérêts publics et privés et dont la volonté de mettre fin à la violence rurale n'est pas ostensible. L'action du MST³⁹, présentée au 2.2.3, offre néanmoins aux petits exploitants spoliés, de réelles opportunités d'accéder de nouveau à la terre.

2.3.2.4 Les armes et la loi sur le désarmement de la population

Selon l'OMS, le Brésil est le pays dont le nombre de morts par armes à feu est le plus élevé au monde (fig. 37). Cette mortalité pour le Brésil (19,4 par 100 000 hab.) est quasiment le double de celle des Etats Unis (10,5 par 100 000 hab.) bien que le nombre d'armes dans ce pays soit supérieur à celui du Brésil.

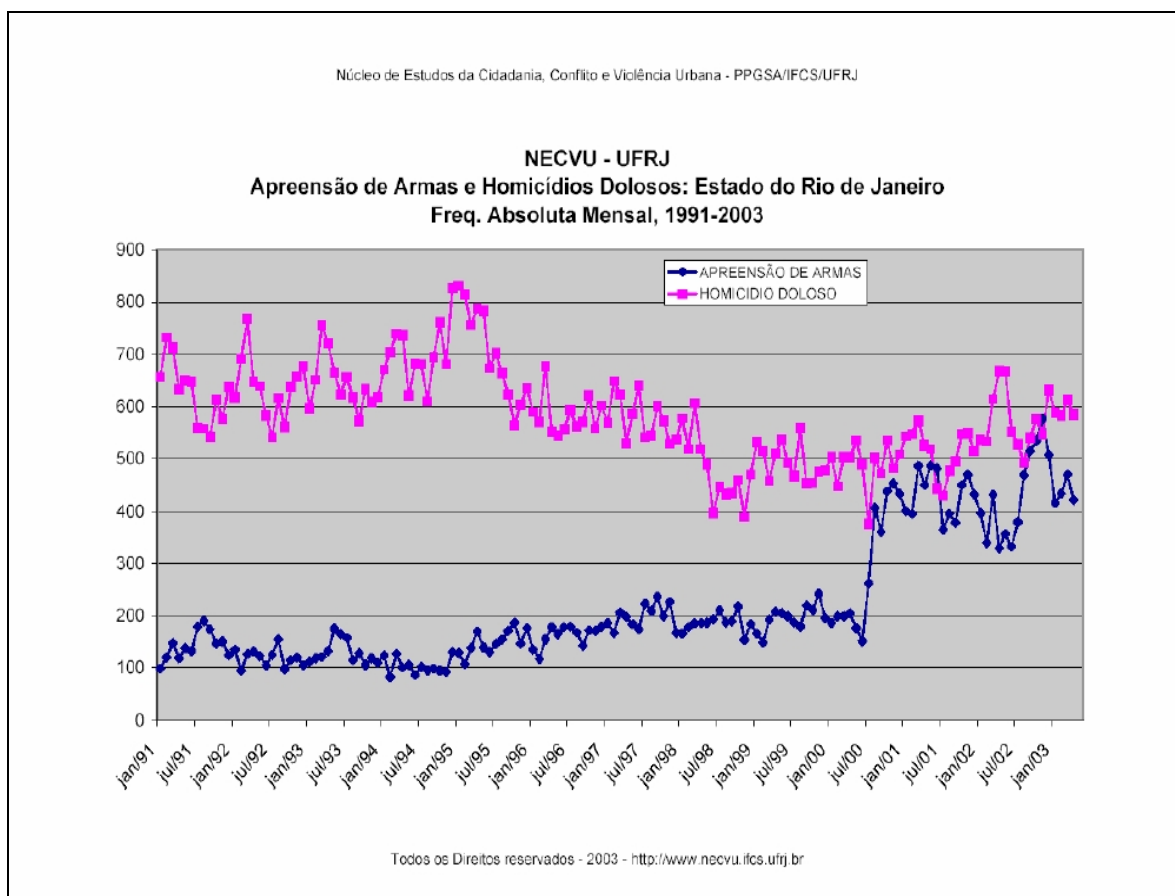


Figure 37 : saisie d'armes et les homicides volontaires dans l'état de Rio de Janeiro entre 1991 et 2003

Pour tenter de combattre ce fléau, une mesure importante a été adoptée en 2003. Profitant de la mobilisation de la société civile et des ONG, le Congrès fédéral a approuvé une loi sur le désarmement. Celle-ci prescrit très strictement les modalités du contrôle de la vente et de la détention d'armes à feu. Malgré cette volonté affichée et actée du gouvernement fédéral, le référendum portant sur l'interdiction de vente des armes à feu, prévu pour 2005, a échoué. Ceci semble devoir être interprété comme le signe d'un désaveu de la population à l'encontre des autorités. Dans l'esprit

³⁸ Les Latifundios sont de grands entrepreneurs de la filière agricole (voir le paragraphe 1.3.3).

³⁹ Le MST est le Mouvement des Sans-Terre.

populaire, l'Etat semble avoir failli à son devoir de protéger les citoyens qui constitue pourtant une des missions régaliennes les plus importantes.

2.3.3 La montée des contre modèles

2.3.3.1 Le Jeito : « société de la débrouille »

Dans les zones où les grandes exploitations étaient nombreuses, l'ordre était de fait exercé par les fazendeiros, grands propriétaires à qui l'Etat déléguait souvent son autorité. Connue sous le nom de « coronelismo » car les propriétaires se donnaient le grade de colonel, cette pratique, classique en Amérique latine, a instauré un authentique « Far West ». Des communautés d'esclaves fugitifs vivaient pour leur part dans des zones de quasi-non droit, tandis que sur le littoral, les villes côtières observaient un ordre policé. Le respect de l'ordre public au Brésil présentait donc des nuances qui s'exprimaient sur un large spectre : depuis une quasi anarchie jusqu'à une tolérance raisonnée.

La coexistence du Brésil légal et du Brésil « de la débrouille » (Jeito) perdure : le Jeito permet de contourner la loi par des réseaux de parenté ou de paternalisme⁴⁰. On retrouve dans l'univers urbain des similitudes avec le comportement des Posseiros (paragraphe 1.2.3) : les favelas se constituent le plus souvent à la suite de mouvements concertés et nocturnes visant à occuper illégalement des terrains inoccupés ou en déshérence. Posseiros et occupants des favelas cherchent ensuite à recevoir un titre légal d'occupation par le Jeito ou en se reposant sur le fait accompli qui fonctionne bien car on ne déplace plus, ou très rarement, une communauté de plusieurs milliers de personnes occupant illégalement un lieu public. Les habitants des favelas, conscients d'incarner des valeurs spécifiques, réclament en fait la reconnaissance de leur droit à l'existence, de leur droit à la ville. Cette revendication s'exprime parfois à travers le développement d'une « culture » criminelle. La fascination pour les bandits⁴¹, considérés comme des héros, illustre ce phénomène. La presse locale⁴² a ainsi pu se faire l'écho, entre autres, de l'histoire de Mauricinho Botafogo, un bandit issu de la classe moyenne, ou de Marcinho VP, trafiquant de drogue d'une favela de Rio de Janeiro. Elle a en outre évoqué Fernandinho « Beira-mar », l'un des plus importants et plus dangereux trafiquants de sa génération. Son incarcération fait régulièrement « débat » car il est considéré comme « trop dangereux » par certaines prisons.

2.3.3.2 Les « colonies à l'intérieur »

Inventé dans les années 1930, le mythe de la « la démocratie raciale », selon lequel le pays a assimilé les différences ethniques et culturelles pour les fondre « harmonieusement » dans un seul creuset, se trouve parfois remis en cause. Les premières expressions politiques des Noirs apparaissent en 1931 avec la Frente Negra Brasileira et le journal da Raça de Sao Paulo. La volonté affichée d'intégration des Noirs dans la société se conjugue alors à un discours plus conflictuel promouvant la « conscience politique noire ». Ce discours dénonce l'idéologie intégrationniste de « l'Estado Novo » qui s'affirme au lendemain de la révolution conduite par Getulio Vargas (1930). Après la dissolution de la Frente Negra Brasileira en 1937, la valorisation de « l'afro-brasilianité » est essentiellement, et jusqu'en 1978, le fait du Mouvement Noir Unifié (MNU) qui renoue avec une visée politique. Toutefois, le MNU ne parvient pas à trouver une assise large auprès de la population. Le Brésil n'a en effet jamais été le théâtre d'une ségrégation raciale comme aux Etats-Unis ou en Afrique du sud, bien qu'il abrite une des plus grandes communautés noires au monde et malgré les efforts en ce sens des Black Panthers américains. Pour autant, des préjugés subtils s'exercent au quotidien à l'encontre des « afro-brésiliens »⁴³, principalement s'ils sont pauvres. Aussi se diffuse depuis quelques années, l'idée qu'il serait bon d'instaurer une discrimination positive au profit des Noirs et des Indiens. L'initiative

⁴⁰ Il est par exemple classique d'occuper un espace public (ce qui est interdit par la loi) et de faire voter une loi de régularisation par un député ami !

⁴¹ C'est un phénomène très ancien, notamment dans le Nordeste avec le personnage de Lampião.

⁴² Annette Leibling, « Marcinho et Mauricinho. La violence et les « nouveaux héros de Rio de Janeiro », revue Anthropologie et sociétés, volume 29, 2005

⁴³ Voir à ce sujet l'enquête de la Folha de Sao Paulo, « Un racisme cordial », 1998

du gouvernement brésilien en 2002, visant à instituer un système de quotas pour faciliter l'accès de ces groupes ethniques aux universités fédérales en est l'illustration.

Une anecdote illustre la forte aspiration des brésiliens à une égalité de dignité. Mentionnons tout d'abord que le Brésil est réputé avoir « ses colonies à l'intérieur ». De fait, à São Paulo, les citadins venus du Nordeste sont considérés comme des immigrés... A la charnière des années 1980 et 1990, s'est ainsi développé dans le sud du pays un regain d'hostilité dirigé contre ceux qu'à Sao Paulo on appelle les bahianos et qui sont précisément les populations originaires du Nordeste, accusées de voler le travail des « autochtones ». On a alors vu surgir dans le Nordeste, lassé d'être montré comme le wagon de queue du Brésil, des vellétés de séparatisme régional⁴⁴. Ceci demeure assez exceptionnel ; ce type d'initiative étant le plus souvent le fait des régions les plus riches du pays, mais révèle ici un profond mal-être.

2.3.3.3 La disparition progressive de l'espace public

La disparition progressive de l'espace public constitue une autre remise en cause du modèle brésilien. D'une part, le haut niveau de violence pousse les individus à s'isoler, ce qui se traduit notamment par la multiplication des zones résidentielles fermées, gardées et bardées de caméras : les condomínios fechados. D'autre part, les lieux traditionnels de brassage social se « privatisent ». La rue brésilienne est envahie par des vendeurs à la sauvette, si nombreux que le piéton n'y circule plus librement⁴⁵. Les plages sont de moins en moins un espace de convivialité : les brésiliens s'y installent désormais souvent en communautés fermées alors que la plage était traditionnellement un lieu d'ouverture aux autres et de rencontre. A Rio, s'y ajoute des raids de bandes venues des favelas, phénomène désigné sous le nom d'arrastão, qui est une forme d'appropriation passagère de l'espace public. Ces mêmes comportements se retrouvent dans les activités festives. Apparue dans les années 1970 aux Etats-Unis, le funk est un style musical très populaire auprès des jeunes appartenant aux couches les plus pauvres de la population et donne lieu à de nombreuses fêtes. Mais ces bals funks sont aussi l'occasion d'affrontements entre bandes qui cherchent à s'en approprier exclusivement l'espace. Tous ces phénomènes montrent que la coexistence de modèles contradictoires au sein de la société brésilienne fragilise sa cohésion en dépit de son extraordinaire capacité à composer avec les disparités. Certaines vulnérabilités sont anciennes mais aujourd'hui exacerbés, d'autres sont récentes. Elles font peser une menace bien réelle sur l'unité nationale qui s'est construite sur la brésilianité et s'est alimentée jusqu'à présent de l'évolution de ce concept au fil de l'histoire. Dans ce contexte, l'expression des capacités de puissance est contrariée. Pourtant, le Brésil affiche une réelle volonté de rayonnement. Cette ambition se présente sous diverses formes, tant à l'intérieur de ses frontières qu'à l'extérieur.

3 Les différents visages d'une volonté de puissance :

3.1 La scène intérieure

Sur la scène intérieure, interviennent différents acteurs de la volonté de puissance. La jeune démocratie brésilienne y montre ses forces et faiblesses ; les marchés financiers et les forces armées y manifestent également leur poids particulier.

3.1.1 Forces et faiblesses de la démocratie brésilienne

Après avoir longtemps oscillé entre empire, république oligarchique et dictature, le Brésil connaît, depuis 1985, une période de démocratie. Comme dans beaucoup de pays d'Amérique Latine, la récente transition démocratique a besoin d'être consolidée. Si, en effet, le respect des libertés

⁴⁴ Ce sont essentiellement les artistes qui ont porté le mouvement, à travers des chansons comme « Se o Nordeste independente ».

⁴⁵ Paulo Cesar da Costa Gomes, « A condicao urbana », Editions Bertrand Brasil, 2002, p 304.

individuelles et le vote populaire sont aujourd'hui ancrés dans les mentalités et constituent des acquis solides de la démocratie brésilienne, des faiblesses demeurent. De nombreuses études ont été menées sur les transitions démocratiques en Amérique Latine et plus particulièrement sur le Brésil⁴⁶. La plupart ont le défaut de se limiter aux seules dimensions politiques ou institutionnelles et laissent de côté d'autres aspects essentiels de la démocratie comme la justice, les médias et la population elle-même. Sans chercher à entrer dans le détail de chacun de ces thèmes ou prétendre se substituer aux études auxquelles il convient de se référer, cette partie a pour but de donner un aperçu général des forces, faiblesses et grandes problématiques qui affectent la démocratie brésilienne.

3.1.1.1 Un modèle inachevé mais présentant déjà des gages de solidité

Il convient en premier lieu de souligner la jeunesse des institutions politiques. Celles-ci se trouvent encore dans une phase transitoire car la Constitution est née en 1988. Eu égard au passé politique instable du Brésil, la Constitution cherche à prévenir l'instauration d'une « anarchie politique » ou d'un régime dictatorial. L'absence de tout « vide constitutionnel » était une condition nécessaire, aussi ses rédacteurs ont-ils visé l'exhaustivité. Cette précaution a une conséquence assez logique : les dispositions constitutionnelles opposent régulièrement un frein aux évolutions politiques, économiques et juridiques envisagées. Ce qui constitue un gage de sécurité à l'égard des réformes d'envergure constitue une lourde entrave pour les réformes simples (niveau de rémunération des retraités, répartition des taxes, etc). Il est donc nécessaire de modifier fréquemment les termes de la Constitution, ce qui déclenche d'intenses batailles politiques. Généralement, le Sénat freine les réformes en adoptant une attitude conservatrice au nom des grands propriétaires et des industriels.

La vulnérabilité majeure du système politique brésilien est son fonctionnement encore largement traditionnel. Celui-ci fait la part belle au clientélisme et à des relations patriarcales entre les hommes politiques et leurs affiliés. Certains politiques confondent alors aisément leurs intérêts personnels ou familiaux et les intérêts nationaux ou fédéraux, générant de nombreux scandales de corruption ou de délits d'initié. Il en résulte une crise de confiance de la société envers ses institutions politiques. Ce sentiment est entretenu par la grande versatilité des hommes politiques qui n'hésitent pas à changer de parti au gré des événements. Les opinions politiques sont, dès lors, éparpillées⁴⁷. La tâche du gouvernement fédéral est donc particulièrement difficile et des problèmes de représentativité à l'échelle des régions administratives aggrave encore cette difficulté⁴⁸.

Les institutions fonctionnent pourtant et des réformes sont en cours pour les rationaliser. En 1993, elles ont déjà démontré une certaine solidité en surmontant la crise engendrée par la démission du président Collor, accusé de corruption. L'alternance entre la droite (F.H. Cardoso) et la gauche (Lula) en 2003 a par ailleurs été l'occasion d'une transition exemplaire entre les deux gouvernements. Bien que parfois violent, le débat politique n'est en outre pas étouffé par le pouvoir, même si le président est mis en cause.

Enfin, même si celle-ci est contrainte par la loi, la participation de la population aux élections politiques reste élevée. Ainsi, s'il demeure nécessaire d'assainir et de rationaliser la démocratie au Brésil, celle-ci repose déjà sur un socle constitutionnel solide.

3.1.1.2 Un appareil juridique en manque d'efficacité et de crédibilité

Tout citoyen peut se placer sous la protection de la loi. Relativement étoffée, celle-ci, est en effet adossée à un système judiciaire qui semble en mesure de faire respecter le droit.

Le brésilien sollicite pourtant peu cet appareil judiciaire par méconnaissance de ses propres droits, mais également par manque de confiance en un système qu'il comprend mal : les procédures sont longues⁴⁹ et coûteuses car le droit brésilien reconnaît à chacun le droit de recourir aux juridictions les

⁴⁶ Les références en la matière sont *Transitions from Authoritarian Rule* (1986) de Guillermo O'Donnell, Philippe Schmitter et Lawrence Whitehead et *Les Chemins incertains de la démocratie en Amérique latine*, ouvrage collectif dirigé par Sanchez Lopez. L'étude de Carlos Arturi sur le Brésil et sa thèse *Transition démocratique accordée par les militaires* est particulièrement intéressante.

⁴⁷ Le Brésil possède 29 partis dont 10 majeurs.

⁴⁸ Voir à ce sujet le paragraphe 1.3.1.

⁴⁹ Entre 1985 et 2003, sur 1300 homicides liés aux conflits agraires seuls 75 ont été jugés.

plus élevées, y compris pour des affaires simples. De facto, l'outil juridique rend les meilleurs services aux citoyens qui connaissent les procédures et, notamment, peuvent se payer les services d'un avocat. La corruption de nombreux policiers contribue en outre à éloigner les citoyens de la justice régalienne. Souvent en effet, les policiers cèdent à des sollicitations lucratives car ils sont mal payés. Certains exercent en outre une activité privée qui influe nécessairement sur celle dont ils ont la charge pour l'Etat. La confusion des sphères privées et publiques est parfois telle que derrière une façade de légalité, des organes d'Etat servent en fait des intérêts personnels ; les actions menées dans ce cadre sont, de surcroît, souvent violentes. A ces dérives, s'ajoute la violence illégale de l'Etat lui-même : les cas de pratique de la torture demeurent nombreux, malgré un réel effort⁵⁰. Dans ces conditions, les pauvres et les victimes de crimes ne perçoivent pas la justice ou la police comme un recours, mais comme des institutions inefficaces et parfois complices de la criminalité. C'est ainsi que certains citoyens brésiliens ont davantage confiance en eux-mêmes et en leur force qu'en l'Etat pour faire valoir leurs droits.

3.1.1.3 Des media libres et acteurs de la vie sociale mais aux influences inégales

La seconde moitié du XX^e siècle a vu circuler l'information, de plus en plus rapidement et en quantité toujours croissante, dans la plupart des pays industrialisés. Un spectre toujours plus large de médias y a donc vu grandir son influence. Deux ères ont en revanche entravé la liberté des médias au Brésil : le gouvernement Vargas et la dictature militaire. En dépit de ce passé chaotique, la liberté de la presse est aujourd'hui un réel acquis au Brésil.

Les quotidiens écrits sont très nombreux. Si l'on recense plus de 450 titres, bien peu peuvent cependant revendiquer une distribution nationale. Parmi eux, les principaux sont A Folha et O Estado de São Paulo, O Globo, O Jornal do Brasil ; deux titres essentiellement délivrent l'information sur l'actualité économique et internationale : A Gazeta Mercantil et Valor qui est plus récent. L'influence de la presse écrite se ressent essentiellement dans le domaine de la vie politique. La chute du président Collor en 1992 en est un « fait d'arme » majeur et c'est encore la presse écrite qui a gravement mis en difficulté le gouvernement actuel en dévoilant des financements occultes.

Les médias les plus influents au sein de la population brésilienne sont cependant la télévision et la radio⁵¹. A partir de 1984, la fin de la dictature militaire a fait naître un sentiment de liberté et le nombre de chaînes a crû très rapidement sur tout le territoire. Un contexte de concurrence pour l'audimat s'est progressivement établi et s'est exacerbé au début des années 1990. Aujourd'hui, Globo a acquis une position dominante sur l'ensemble du territoire avec 50% de parts du marché national et s'affirme comme l'un des plus grands groupes de télévision du monde... Il diffuse les fameuses telenovelas, feuilletons mièvres à suspens qui comptent parfois jusqu'à 160 épisodes et dont le succès ne s'est pas démenti quand les producteurs ont osé aborder des sujets d'actualité. Un autre moment de grande audience de TV Globo est la diffusion de la messe tous les matins à 6h30. Le groupe dispose en outre d'une chaîne d'information continue : Globo News. La concurrence de TV Globo est principalement assurée par SBT (Sistema Brasileiro de Televisão) et par les chaînes Record et Rede TV, contrôlées par les Eglises évangélistes dont l'influence est de plus en plus importante. Sur Record, le journal de 19h30 est très regardé.

La constitution de 1998 impose encore des obligations à la télévision et à la radio⁵², mais la liberté de l'information délivrée par ces media est un acquis au même titre que celle de la presse écrite. Même si le fait de posséder une télévision demeure un luxe pour les couches défavorisées de la population, le taux d'équipement dans ce milieu est en outre très élevé. La teneur des reportages, l'objectivité et la qualité du langage sont de surcroît en net progrès. Ainsi, les brésiliens sont relativement bien informés, tant des affaires intérieures que de l'actualité de la scène internationale.

⁵⁰ 1336 cas de torture institutionnelle ont été relevés entre octobre 2001 et juillet 2003, 778 d'entre eux ont été saisi par le parquet et seulement 31 ont fait l'objet de poursuites (6 condamnations et 4 acquittements).

⁵¹ La radio demeure le seul moyen d'information qui parvient aux endroits les plus reculés du pays. Les années 90 ont vu l'explosion du nombre de radios locales, au point que le Congrès a voté, en 1996, une Loi réglementant leur création.

⁵² Elles ont l'obligation de retransmettre, pour la radio, le programme officiel Voz do Brasil (depuis 1996, une campagne milite pour la fin de cette obligation) et, pour la télévision, les déclarations présidentielles ou ministérielles.

3.1.1.4 Société : des ONG dynamiques, une population majoritairement attentiste

La société civile brésilienne présente deux dynamiques opposées : le dynamisme de nombreuses organisations non gouvernementales (ONG) et l'attentisme d'une part importante de la population. Les ONG civiles se sont beaucoup développées dès la fin de la dictature et ont pris une part active au processus de démocratisation du pays⁵³. Elles n'ont alors pas hésité à adopter des lignes de conduite dures et à militer contre les lenteurs ou hésitations de l'Etat. Aujourd'hui cependant, elles travaillent essentiellement en partenariat avec celui-ci et concentrent leur activité dans deux domaines majeurs : les droits du citoyens et l'environnement. Le site Internet de l'ambassade du Brésil présente à lui seul une quarantaine d'ONG dédiées à la protection des droits de l'homme et une quinzaine qui se consacrent au respect de l'environnement.

Globalement, cette action des ONG ne suscite cependant pas un élan important au sein de la population qui se contente souvent de manifester un soutien objectif à ces organisations. Ainsi, sans renier sa capacité de mobilisation pour défendre ses droits face à l'Etat fédéral⁵⁴, la société brésilienne se montre relativement attentiste envers l'action des ONG nationales et internationales, ce qui en limite la portée.

3.1.1.5 Un sentiment démocratique encore imparfaitement ancré dans les mentalités

Il existe, au Brésil, une sensibilité démocratique mais la population perçoit clairement la quasi incapacité des gouvernements démocratiques à assurer la sécurité publique et le bien être social. Cette instabilité est plus ou moins consubstantielle de la société brésilienne mais la frustration qui en découle transparait dans les appréciations des brésiliens envers la démocratie. La légitimité qu'ils accordent en revanche aux grèves ou aux protestations sociales pacifiques, et l'usage qu'ils en font, montrent a contrario qu'ils se sont approprié les outils que la démocratie offre aux populations lorsque celles-ci veulent s'opposer au gouvernement !

Certes, un sondage réalisé en 2003 révélait que seuls 36% des sondés se définissaient comme ardents partisans de la démocratie. Ceci place le Brésil au 15^{ème} rang des pays d'Amérique Latine, loin derrière l'Uruguay (71,3%) et surtout, sous la moyenne des pays latino-américains (43%) ; 27% des brésiliens ont même déclaré « préférer un régime autoritaire pourvu qu'il puisse résoudre les problèmes économiques », ce qui est également très supérieur à la moyenne des pays latino-américains. Bien que l'adage populaire « ou 8 ou 80 »⁵⁵ (tout ou rien !) prête aux brésiliens un naturel radical, il serait abusif d'en déduire un modèle socio-politique orienté vers les extrêmes. Un sondage mené dans dix capitales fédérales montrait en effet dès 1999 que les brésiliens préfèrent la loi aux représailles individuelles, même si les procédures démocratiques répondent parfois imparfaitement aux attentes populaires. Certains stigmatisent en particulier les lourdeurs et les lenteurs des procédures juridiques évoquées au paragraphe 3.1.1.2.

En réalité, le sentiment démocratique existe d'ores et déjà. Il s'affirmera définitivement si l'Etat fédéral parvient à rationaliser le fonctionnement des institutions et à répondre point par point aux préoccupations qui suscitent encore des nostalgies d'un ordre ancien.

3.1.2 La dette extérieure ; quelle marge de manœuvre pour le gouvernement ?

3.1.2.1 La dette extérieure en chiffres

La question de la dette est très prégnante au Brésil. Le mot d'ordre « FMI dehors ! » a été répété continuellement par les membres d'organisations sociales et de partis de gauche depuis les années 50. Des ONG ont organisé en 2000 une consultation qui a essentiellement mobilisé ces mêmes militants

⁵³ Voir à ce sujet le paragraphe 2.2.3.4.

⁵⁴ Le mouvement des « Sans-Terre » (MST) présenté au paragraphe 2.2.3 constitue un excellent exemple de cette capacité populaire à se mobiliser pour des causes emblématiques.

⁵⁵ En référence au nombre de députés minimum et maximum qu'un Etat peut avoir.

de gauche⁵⁶ et qui a tourné au plébiscite de l'émancipation, puisque 93% des avis exprimés s'opposaient à un accord avec le FMI sur le remboursement de la dette extérieure. Sans nier le poids important de la dette publique du Brésil qui réduit considérablement les marges de manœuvre des différents gouvernements, son étude approfondie montre qu'en fait le poids de la dette extérieure n'est pas aussi important que certains veulent le faire croire et que celle-ci est souvent utilisée comme bouc émissaire.

En effet la dette publique du Brésil s'élève à environ 800 milliards de \$ soit près de 60% du PIB ; c'est un pourcentage similaire à celui de la France ou des Etats-Unis⁵⁷. Par ailleurs la répartition au sein de la dette publique est de 72% pour la dette interne et de 28% pour la dette externe soit 17% du PIB, un chiffre égal à celui de la France. En revanche une autre lecture de la dette publique est plus préoccupante. Plus de 50% de la dette publique totale est en effet directement liée au dollar et plus de 50% de la dette interne est à taux d'intérêt variables. Ceci, compte tenu de la volatilité importante du taux de change Réal/\$ et des taux d'intérêts, pose de nombreux problèmes et induit une faible visibilité pour le gouvernement. Enfin, 41 % de la dette interne est à moins d'un an d'échéance d'où la part importante consacrée au remboursement de la dette dans le budget. En comparaison, en France⁵⁸, alors que seulement 10% de la dette est à court terme, le service de la dette représente 15% du budget (soit 3% du PIB), ce qui est déjà jugé considérable. Aussi les marges de manœuvre des gouvernements en matière de budget sont-elles toujours faibles et sujettes à caution. Mais la part de la dette extérieure est nettement moins importante que celle de la dette interne.

Le poids de la dette a de surcroît un impact assez préjudiciable sur le financement des entreprises. En effet, l'Etat ayant besoin de beaucoup d'argent, il incite les brésiliens à épargner en accordant des taux d'épargne élevés. Ces taux sont maintenus élevés notamment pour combattre l'inflation, grande menace qui pèse classiquement sur les pays d'Amérique du Sud. Les banques, dès lors, ne prêtent aux acteurs économiques, par définition plus fragiles que l'Etat, qu'à des taux encore plus hauts... c'est ainsi que les entreprises sont obligées de se financer à des taux très élevés qui leur sont préjudiciables. Le taux de base des emprunts est aujourd'hui de 16,5%, contre 2,5% aux Etats-Unis par exemple. A titre indicatif, mentionnons que le taux d'intérêt prélevé par les banques lorsqu'un particulier se trouve à découvert est de 150% par an ! Ce taux est de l'ordre de 20% en France...

3.1.2.2 Peu ou pas de marge de manœuvre

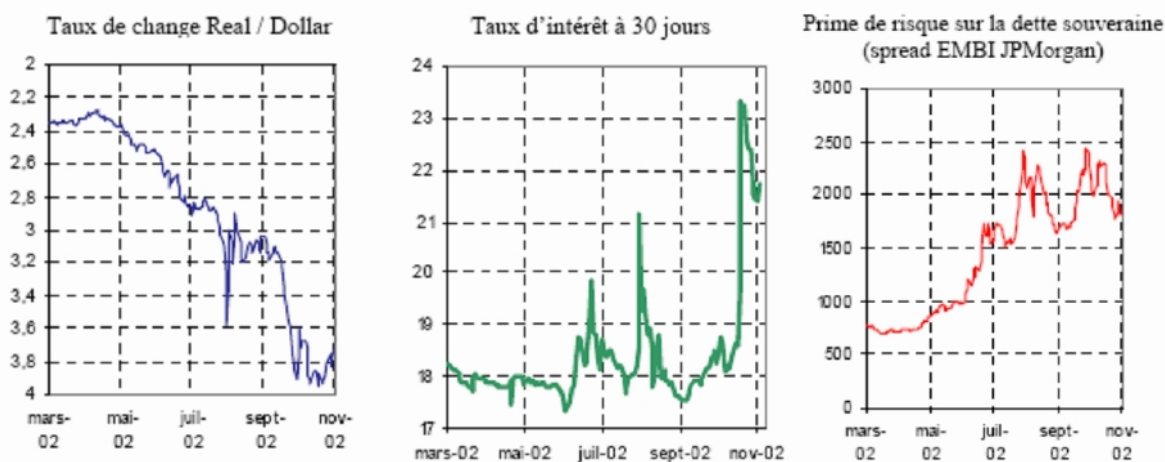


Fig 38 : des critères induisant une lecture pessimiste du problème de la dette brésilienne

L'analyse des bailleurs extérieurs du Brésil montre que, si ce pays est le deuxième plus gros emprunteur du FMI⁵⁹, l'essentiel de la dette est baillé par d'autres organismes bancaires ou d'autres états (notamment le Club de Paris). Le FMI, la banque mondiale et les accords qui sont passés avec

⁵⁶ Six millions de personnes se sont exprimées à l'occasion de cette consultation.

⁵⁷ En France, la dette publique est de 1°300 milliards de \$, soit environ 62% du PIB ; aux Etats-Unis, elle est de 6°850 milliards de \$, soit 63% du PIB.

⁵⁸ La moitié de la dette de la France se situe à échéance de 6,2 ans.

⁵⁹ Les emprunts du Brésil s'élèvent actuellement à 16 milliards de \$.

ces deux organismes servent en fait de garantie aux investisseurs, qui sans leur présence n'oseraient peut-être pas prêter autant au Brésil compte tenu des risques encourus⁶⁰ (fig. 38). Il faut ici souligner que le risque perçu est supérieur au risque réel car le Brésil s'est forgé une réputation de mauvais payeur en déclarant un moratoire sur sa dette en 1987. Pourtant, la situation économique est bien meilleure que celle de nombreux autres pays endettés... Le Brésil vient notamment de rembourser un prêt de 5 milliards de \$ du FMI, ce qui affirmerait plutôt son profil de « bon payeur ». Une donnée rend très concrets les progrès du Brésil à cet égard : son « risque-pays » est passé de plus de 2 500 points en 2002 à 230 aujourd'hui !

Malgré ces bons résultats, le manque persistant de confiance des bailleurs de fonds favorise des prêts à court terme, assortis de taux élevés et de primes d'assurance conséquentes. Ainsi, même si les relations restent très houleuses, le Brésil ne peut pas se passer du FMI. Il faut par ailleurs reconnaître que l'action et les recommandations du FMI⁶¹ contribuent à assainir la dette et l'état des finances publiques du Brésil. C'est la raison pour laquelle le président Lula, bien qu'issu du PT, n'a pas hésité, dès le début de son mandat et face aux réalités économiques, à prendre à son compte les conseils du FMI, voire d'aller au-delà afin d'assurer la confiance des investisseurs et bailleurs du Brésil. Parallèlement toutefois, le Brésil a tenu à ne pas renouveler un accord qu'il avait avec le FMI et qui lui permettait d'emprunter encore beaucoup d'argent en cas de crise des changes. C'est un geste symbolique d'indépendance... En relevant le surplus primaire de la dette (c'est-à-dire en augmentant la part consacrée au remboursement de la dette), il souhaite atténuer celle-ci. Mais cet objectif ne sera atteint que si une action cohérente est menée sur le long terme. Or, un relatif consensus existe actuellement quand aux objectifs que doit se fixer le pays. Aussi une continuité est-elle envisageable quand bien même Lula quitterait le pouvoir.

En réalité, l'alternance réside essentiellement dans le passage d'une politique de centre droit à une politique de centre gauche, elle-même gênée car soutenue par des coalitions soit de gauche, soit de droite, d'où une limitation forte des marges de manœuvre des différents gouvernements sur la scène intérieure. La politique économique brésilienne en offre d'ailleurs une bonne illustration... Fernando Henrique était ministre des finances lors du plan real. Il a été élu en 1994 et réélu en 1998. À partir de 2003, le gouvernement Lula a suivi sa politique économique à la lettre, la rendant même plus austère encore. Le Brésil peut par conséquent s'enorgueillir de pratiquement quinze ans de politique économique stable, au moins dans les grandes lignes ; ceci a permis de stabiliser la situation financière du pays et de le rendre compétitif. L'enjeu est désormais de continuer dans cette voie en trouvant le moyen de générer davantage de croissance... ceci pourrait amener à baisser les taux d'intérêts, donc à prendre le risque de relancer l'inflation...

Récemment encore, le FMI préconisait des actions allant à l'encontre de la politique développementiste du Brésil. Aussi de nombreux partis mais également plusieurs ONG favorables à la coalition de Lula critiquaient ouvertement le FMI. Celui-ci se place aujourd'hui en retrait et les critiques sont davantage formulées à l'encontre des méthodes mises en œuvre par les dirigeants actuels pour atteindre leurs objectifs... Ainsi à travers le problème de la dette se présente l'une des difficultés essentielles des gouvernements brésiliens : conserver intacte la coalition qui leur a permis d'accéder au pouvoir. Cette difficulté est d'autant plus grande que la scène politique brésilienne est éclatée et que les parcours des hommes politiques d'influence sont très chaotiques⁶². Les gouvernements sont par conséquent réduits à des pratiques politiques très consensuelles, plutôt centristes, alors que leurs discours se voulaient plus radicaux.

3.1.3 Les forces armées brésiliennes

Toute armée est un appareil institutionnel éminemment géopolitique puisqu'il est particulièrement chargé du contrôle et de la défense du territoire de l'état contre d'autres pouvoirs qu'ils soient extérieurs ou intérieurs. Au Brésil, ce constat est d'autant plus vrai que l'armée a longtemps exercé le pouvoir ou l'a fortement influencé. Pourtant, les forces armées n'ont toujours compté que des effectifs relativement réduits : ils sont aujourd'hui d'environ trois cents mille hommes,

⁶⁰ On assiste régulièrement à l'envol des primes de risque, comme ce fut le cas dans les mois qui précédèrent l'élection du président Lula.

⁶¹ Le FMI offre notamment au Brésil l'opportunité d'un rééchelonnement de sa dette.

⁶² Voir le paragraphe 3.1.1.1.

soit l'équivalent des effectifs actuels de l'armée française, alors que le Brésil est deux fois et demi plus peuplé et dix sept fois plus vaste que la France. Pour mieux comprendre le poids important qu'ont eu les forces armées et ce qu'il en reste encore, il convient d'en faire un rapide historique, sans nier qu'une authentique dictature militaire fut instaurée de 1964 à 1984.

3.1.3.1 Une forte implication sociale depuis les origines

Bien qu'existant déjà à l'état embryonnaire, l'armée brésilienne ne fut réellement constituée qu'en toute hâte lors de la guerre du Paraguay (1865-1870). Certes, un certain nombre de révoltes régionales avaient dû être réprimées jusqu'alors, notamment en Amazonie, où le cabanagem entraîna les forces armées brésiliennes dans une lutte de 10 ans... qui prouva à quel point leur efficacité était « embryonnaire ». En outre, le Portugal s'est par la suite réservé la quasi exclusivité de la fonction militaire jusqu'à l'indépendance. Enfin, contrairement à bon nombre de ses voisins d'Amérique Latine, l'accès du Brésil à l'indépendance n'avait entraîné aucun conflit armé et n'avait donc pas conduit à la formation d'une armée conséquente.

Pour faire face à l'urgence en 1865, cette armée fut principalement constituée d'esclaves à qui on promit la liberté et ce processus fut reproduit à chaque fois que le besoin s'en est fait sentir. Ses cadres venaient pour la plupart de la région la plus méridionale du Brésil (Rio Grande do Sul). La motivation de ce choix était triple : d'une part le Rio Grande do Sul est la région frontalière du Paraguay, mais c'est en outre le pays des cavaliers gauchos et enfin, cette région est le foyer d'une classe moyenne importante, qui voyait dans l'armée une bonne opportunité de promotion sociale.

Aujourd'hui encore, nombre de cadres supérieurs de l'armée brésilienne sont originaires du Rio Grande do Sul. Une des raisons est certes que cette région a longtemps concentré l'essentiel des forces armées du pays ; mais également, l'armée y est toujours considérée comme un ascenseur social important.

Au cours de la deuxième moitié du XIX^e siècle, l'armée, dont les cadres étaient originaires d'une région où il y avait très peu d'esclaves, a refusé de participer à la chasse aux esclaves fugitifs avant de refuser de réprimer les mouvements antiesclavagistes et de favoriser de facto l'abolition de l'esclavage en 1888. Issue des classes moyennes, lesquelles étaient influencées par les idées positivistes d'Auguste Comte (« ordre et progrès »), l'armée sera en revanche très active dans le maintien de l'unité territoriale du Brésil et dans l'instauration de la république (1889). C'est précisément cette influence positiviste qui confère à l'armée brésilienne, une fonction sociale qu'elle a toujours revendiquée. Le Maréchal Rondon, par exemple, métis issu d'un milieu très modeste, utilisa l'influence liée à ses fonctions militaires pour promouvoir une nouvelle conduite vis-à-vis des Amérindiens et fonda le Service de Protection des Indiens dont la devise était passablement iconoclaste : « mourrez s'il le faut mais ne tuez jamais ».

Ultérieurement, alors que les écarts économiques s'accroissent entre les états fédérés, et que l'unité du Brésil semble de plus en plus s'affaiblir, c'est parmi les jeunes officiers, les tenentes (les lieutenants), issus de la moyenne bourgeoisie, que le mécontentement se propage le plus. Depuis la guerre du Paraguay, ces jeunes cadres se considèrent comme les garants du progrès et de l'unité territoriale du pays. Leur mécontentement sera à l'origine de nombreuses rébellions dans les années 1920. D'autres rébellions furent inspirées par des courants liés à l'extrême gauche... l'armée brésilienne a de facto été divisée entre gauche et droite jusqu'au coup d'état de 1964. C'est néanmoins au sein des tenentes que naîtra le courant d'idées dénommé *geopolitica*, conception plus dirigiste et politique de l'aménagement du territoire, et l'une de toutes premières formes de « géopolitique interne ». C'est sur ce courant d'idées que s'appuiera Getulio Vargas, confiant à l'armée un rôle important dans l'intégration territoriale du pays et la mise en exploitation des immensités vides qui devaient fournir des débouchés aux industriels des états du Sud. Les courants liés à l'extrême gauche ont alors, pour leur part, été évincés plus ou moins brutalement.

3.1.3.2 De l'influence politique au coup d'Etat

Pendant la Seconde Guerre mondiale, et après avoir hésité sur le camp à choisir, le Brésil fut l'unique Etat d'Amérique Latine à envoyer des troupes combattre en Europe, au sein de la FEB (Force

expéditionnaire brésilienne)⁶³. Après avoir défendu les démocraties, les militaires de la FEB ne pouvaient plus soutenir à leur retour un régime autoritaire. Vargas fut déposé⁶⁴, la démocratie réinstaurée et un général fut élu président. L'armée, qui avait participé à la chute de la dictature, acquit une forte influence. Celle-ci fut renforcée par la guerre froide et par la création de l'école supérieure de guerre (ESG) qui avait pour particularité d'être très largement ouverte aux civils dans le but de leur faire partager la vision géopolitique militaire. Début 1964, la situation sociale devenant grave et tendue, les généraux organisèrent un coup d'état pour « sauver le pays du communisme ». Cette action de force réfutant la très bonne image de marque dont jouissait l'armée, des manifestations eurent lieu, dont certaines donnèrent naissance à des émeutes. En réalité, personne ne s'attendait à une installation autoritaire des militaires au pouvoir ; de surcroît, nul n'avait imaginé que ce pouvoir serait dictatorial et que dans les mois qui suivraient, les droits civiques seraient supprimés. Commencèrent alors vingt années de dictature militaire qui suscitèrent une contestation grandissante et parfois violente. Il y eut quelques attentats (fomentés par l'extrême gauche comme par la droite), des enlèvements, des assassinats de diplomates... La répression qui répondit à ces « insurrections » fut implacable, généralisa l'usage de la torture dans les interrogatoires et multiplia les exécutions sommaires. En conséquence, une partie des militants de gauche s'exila (notamment en France), alors qu'une autre était physiquement éliminée. Il est très difficile de donner un bilan chiffré sur le bilan humain de ces violences, mais il est en particulier admis que plusieurs centaines de personnes moururent sous la torture en prison. Le souvenir de ces années restera un traumatisme pour la mémoire nationale. Cependant ces années correspondent également au fameux « miracle économique », avec des taux de croissance à deux chiffres, ce qui donna au régime autoritaire une certaine légitimité. Celle-ci disparaîtra avec les difficultés économiques que connaîtra le Brésil à partir de la deuxième moitié des années 1970.

L'armée lance, précisément, en 1970, le programme d'intégration nationale (PIN), prévoyant une ambitieuse mais utopique politique de colonisation de l'Amazonie. L'institution militaire est, en cette période, toujours influencée par ses origines mais également par un véritable courant géopolitique dont le général Golbery est l'inspirateur. Celui-ci est par ailleurs une véritable éminence grise du pouvoir. Les généraux encouragent les migrations des Nordestins vers la région Nord sous le slogan « une terre sans hommes pour des hommes sans terres ». Une nouvelle initiative militaire en Amazonie a vu le jour en 1985-1986. Il s'agissait de rendre la frontière avec la Colombie « étanche » aux guérilleros et aux narcotrafiquants. Ce projet, le Calha Norte, demeure en vigueur aujourd'hui et consiste principalement en l'occupation militaire de la rive nord de l'Amazone. Adopté peu de temps avant le retour prévu à la démocratie, ce projet semble illustrer la volonté de l'armée de conserver une marge de manœuvre au sein de l'appareil d'état et de maintenir l'Amazonie dans son pré carré. Sur le modèle de ce qu'elles faisaient déjà dans d'autres régions, les armées participent à la vie économique et sociale : l'armée de terre construit des écoles, assure une grande part du maintien de l'ordre, l'armée de l'air construit et entretient des pistes, et la marine effectue la surveillance fluviale et utilise son navire-hôpital. Ainsi, plus de la moitié de la superficie du pays bénéficie de cette assistance et les armées entretiennent leur influence.

3.1.3.3 Les armées de la nouvelle république

Bien que conservant sous la « nouvelle république » un certain pouvoir en coulisses, l'institution militaire traverse une crise existentielle depuis le début des années 1990. En dépit d'augmentations depuis les événements du 11 septembre 2001, le budget de l'armée est faible et les critiques contre cette institution et son rôle pendant la dictature persistent, allant parfois jusqu'à remettre en cause la place de l'armée dans la société. En outre, l'armée a piteusement failli dans la mission de maintien de l'ordre dans les favelas, qui lui a échoué en 1991-1992. Récemment encore, une nouvelle tentative à Rio n'a connu qu'un succès mitigé et semble démontrer l'incapacité des forces armées à assurer ce type de mission. A ce désaveu s'ajoute l'absence d'ennemi identifié⁶⁵ qui incite les détracteurs à remettre en

⁶³ Le Brésil avait également participé à la Première guerre mondiale.

⁶⁴ Il sera néanmoins réélu démocratiquement quelques années plus tard, avant de se suicider lorsqu'il fut menacé par un scandale politique : il était soupçonné d'avoir assassiné ou fait assassiner un journaliste.

⁶⁵ La menace communiste a disparu, la guerre des Malouines puis les politiques d'intégrations régionales, avec le Mercosur, ont supprimé tout rival traditionnel du Brésil pour l'hégémonie géopolitique en Amérique du Sud

cause la taille, les missions, voire l'existence même des armées. Les états-majors admettent la quasi-disparition des menaces aux frontières, mais allèguent la nécessité d'une armée forte, dotée d'une capacité de projection importante, pour un état qui brigue un siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU. La modernisation et la professionnalisation des armées sont ainsi présentées comme des préalables à cette ambition et les généraux en arguent pour réclamer une augmentation du budget alloué à l'institution militaire. La participation croissante de l'armée brésilienne pendant les vingt dernières années aux opérations de maintien de la paix sous l'égide de l'ONU renforce par ailleurs leur crédibilité. En effet, ils ont ainsi participé au rayonnement du pays et peuvent d'autant plus légitimement solliciter les moyens de poursuivre leur action dans ce domaine. En particulier, la participation à la MINUSTAH, mission de l'ONU pour la stabilisation en Haïti, dont le Commandant est un général brésilien, a clairement mis en évidence des lacunes qui doivent être impérativement comblées.

Parallèlement, la question des soldes suscite un débat assez tendu. En effet, si les militaires disposent d'assez amples avantages sur les retraites, la prise en charge des études des enfants, les pensions, leurs soldes sont basses, même si elles ont davantage augmenté que celle des autres fonctionnaires sous la présidence de Lula... un terrain actuellement propice à la négociation est la révocation de certaines de ces dispositions contre des promesses de revalorisation des salaires.

A ces besoins s'ajoutent ceux qui s'avèrent nécessaires pour contrer une menace qui ne vient plus de l'Est mais du Nord : il s'agit des convoitises internationales quant aux richesses naturelles de l'Amazonie, qu'elle soit Verte ou Bleue⁶⁶, concept qui reste au centre du nationalisme brésilien et que soutiennent les militaires. Le projet de surveillance et de protection de l'Amazonie à travers des radars et satellites (SIVAM/SIPAM⁶⁷), illustre cette réorientation de la doctrine militaire qui s'accompagne d'une nouvelle politique de défense nationale. Celle-ci prévoit le redéploiement de l'armée du Sud et du Sud-Est vers l'Amazonie : pendant longtemps, à peine 10% des effectifs de l'armée de terre ont été stationnés dans la région Nord mais 22 000 hommes étaient déjà présents en Amazonie en 2005, soit déjà 3 fois plus qu'à la fin des années 1980. L'objectif pour 2010 est de 25 000 hommes. A contrario, la rivalité persistante avec l'Argentine induit le maintien d'une concentration importante de forces dans le sud...

En marge de ces évolutions, la structure sociale de l'armée a également changé. Avec son redéploiement sur l'ensemble du territoire à partir de la fin des années 1960 -ce redéploiement a été étendu dans les années 1990- et sa participation active à la direction du pays, l'armée a commencé à recruter ses cadres sur l'ensemble du territoire. Les cadres de l'armée sont désormais issus des classes moyennes, aussi bien que des classes aisées, du Rio Grande do Sul autant que des régions de Sao Paulo, Brasilia ou du Nordeste. Le concept d'ascenseur social est plus que jamais à l'œuvre au sein de cette institution et plaide également en faveur d'une revalorisation du budget alloué aux armées. Le recrutement des hommes du rang est confronté à une surabondance des candidats car pour beaucoup de jeunes défavorisés aujourd'hui, la perspective d'apprendre un métier en étant nourri et logé pendant 10 mois est séduisante.

En réalité, l'armée présente actuellement un visage assez conforme à la représentation sociale du pays et joue un rôle politique et idéologique moins important qu'auparavant, tout en conservant une implication forte dans la structure étatique.

3.2 La scène internationale

Quoique bénéficiant d'une longue tradition diplomatique⁶⁸, le Brésil ne réalise pleinement son insertion sur la scène internationale qu'au XX^e siècle : son engagement aux côtés des alliés, puis son intervention sur le front italien en 1944, le font sortir du continent sud-américain. En ce début de XXI^e

⁶⁶ L'Amazonie Bleue, Amazonia Azul, est un concept développé par la Marine Brésilienne, pour faire prendre conscience à la population et aux hommes politiques de l'importance du fait maritime pour le Brésil, dont les eaux territoriales, la Zone Economique Exclusive et l'extension au plateau continental ont une superficie cumulée approximativement égale à celle de l'Amazonie.

⁶⁷ Opérationnel depuis 2002 et d'un coût de 1,4 milliards de dollars, c'est un système à grande échelle. Il compte 25 stations radar, cinq avions de surveillance aérienne (Embraer EMB145-SA), 25 avions de combat Embraer ALX ou Super-Tucano, 3 avions radar (Embraer EMB145-RS), 200 stations de mesures hydrologiques, 10 radars météorologiques, 81 stations météorologiques, 14 détecteurs d'impact de foudre, 300 balises de localisation et 914 terminaux (fax, téléphone satellite et un accès intranet).

⁶⁸ Cette efficacité diplomatique lui a notamment permis, par le passé, d'étendre significativement son territoire sans avoir recours à la force...

siècle, les ambitions de puissances brésiliennes sont perceptibles sur l'ensemble des continents. La politique étrangère du Brésil répond à quatre objectifs prioritaires : la poursuite de l'intégration régionale du continent, la diversification des partenaires en matière de coopération bilatérale, la promotion du multilatéralisme et d'un monde multipolaire, la recherche d'un statut de puissance internationale, notamment à travers l'obtention d'un siège permanent au Conseil de sécurité.

3.2.1 Les différentes visions stratégiques

Diverses visions stratégiques se sont succédé jusqu'à aujourd'hui. En particulier, la colonisation du Brésil ne s'est pas imposée d'emblée comme une priorité pour le Portugal. Lorsque ce pays a commencé à concevoir un intérêt majeur pour le territoire brésilien, les colons portugais et les métis constituant leur première descendance locale se sont profondément aventurés dans le continent. Les géographes qui les accompagnaient n'ont pas hésité à truquer leurs cartes afin d'octroyer au royaume portugais, le plus grand territoire possible en dépit du traité de Tordesillas. On peut trouver là une origine du rapport étroit de la nation brésilienne à son territoire.

3.2.1.1 Les fondements : des ambitions régionales

Dans un premier temps, le royaume du Portugal prend des mesures (interdiction des universités, monopole commercial) afin d'éviter que la nouvelle colonie n'acquière une autonomie. Par la suite, la cour du Portugal, s'exilant au Brésil, fait tomber tous ces « tabous ». Pour la première fois, la colonie brésilienne joue un rôle international important. L'indépendance du Brésil est finalement proclamée le 7 septembre 1822 alors même que le Portugal tentait de refermer la « parenthèse » qu'il avait lui-même ouverte...

Dans le Brésil devenu autonome, des idées et des projets politiques se développeront tout au long du XIX^e siècle. Il s'agira de faire du Brésil un Etat doté d'une forte unité politique et territoriale afin d'accomplir son « grand destin », qui pourrait consister à devenir l'Etat le plus puissant en Amérique du Sud... rapidement le Brésil commencera à se comparer aux Etats-Unis d'Amérique, surtout après l'indépendance qui le définit comme une fédération. Cette quête s'accompagne de la répression, parfois très violente, de mouvements séparatistes ou considérés comme tels ; la puissance de l'Etat fédéral, appuyée sur l'armée, se bâtit – lentement – dans ces affrontements.

Les premiers colons portugais au Brésil s'étaient essentiellement installés sur le littoral, laissant d'immenses étendues vides à l'intérieur des terres. La première vision stratégique du Brésil insiste donc sur la nécessité de la conquête de l'Ouest qui constitue alors un facteur d'intégration et d'unité politique. C'est à travers les ouvrages de Delgado de Carvalho⁶⁹ que ces pensées s'exprimeront le plus clairement.

Cependant, les oligarques de la période impériale (1822-1889) et ceux de « l'ancienne république », à l'origine de ces idées, ou influencés par elles, ne parviendront jamais à les appliquer du fait de la force des intérêts privés ainsi que du fédéralisme qui oppose un contrepoids de taille au pouvoir central.

De ce constat va naître la géopolitique brésilienne dont le père fondateur Everardo Bacheuser⁷⁰ en manifestant son attachement profond à la centralisation du pouvoir influencera la dictature de Vargas dans les années 1930.

Avec elle, commencent à apparaître les premiers outils qui assoient véritablement l'autorité de l'Etat central, comme, en particulier, le ministère du travail. Le pouvoir central prône « la marche vers l'Ouest »⁷¹. visant à l'intégration de tout le territoire et à la naissance de l'Etat Nation Brésil, lui-même. Le but ultime est de devenir le « primus inter pares » en Amérique du sud. De manière latente,

⁶⁹ Français né à Paris, qui s'installa à Rio après ses études de sciences politiques en 1908 ; il se consacra à l'étude et à l'enseignement de la géographie. Considéré comme un des pionniers du courant géopolitique brésilien bien qu'il préféra le terme de géographie politique, son ouvrage principal est sans doute *Methodologia do Ensino Geográfico* (introdução ao Estudo de Geografia Moderna). Ses manuels scolaires firent autorité dans le domaine de l'éducation au Brésil dans les années 1940 à 1970.

⁷⁰ Il peut être considéré comme celui qui a introduit la géopolitique au Brésil par son ouvrage *A Estrutura Política do Brasil : Notas Previas* publié en 1926. Il a également influencé le transfert de la capitale vers le centre du pays et présidé la Grande Commission nationale de redivision territoriale dont l'objectif était le développement économique de l'intérieur du pays.

⁷¹ Il s'agit également du titre d'un livre publié en 1940 par Cassiano Ricardo chef du département de presse et de propagande : *Marcha para o Oeste*.

se dessine donc l'aspiration à dépasser le pays latino-américain le plus puissant à cette époque, l'Argentine. Celle-ci, au terme de la première guerre mondiale, s'est trouvée considérablement plus riche et plus développée que le Brésil. Cette ambition sera principalement traduite dans l'ouvrage du capitaine Mario Tavassos, *Aspectos Geograficos Sul-Americanos*⁷², dont l'influence touchera tous les milieux sociaux. Avec lui, apparaissent également les premiers germes d'indépendance vis-à-vis des Etats-Unis dont l'hégémonie sur l'Amérique Latine est de plus en plus critiquée dans les années 1930. On notera à cet égard que le Brésil de Vargas était assez proche de l'Allemagne et qu'il a fallu beaucoup de pressions américaines -et de cadeaux, dont l'usine sidérurgique de Volta Redonda- pour convaincre le Brésil d'entrer en guerre « du bon côté ».

3.2.1.2 L'émergence d'une ambition mondiale

Après la deuxième guerre mondiale, la guerre froide conduit à la création de l'Ecole Supérieure de Guerre (ESG). Le contexte national, qui a vu l'aggravation des disparités économiques régionales va inciter l'ESG à s'intéresser aux « problèmes brésiliens » ; concrètement, l'ESG a toujours perçu les questions politiques nationales comme étant de son ressort, alors qu'il s'agit d'une école militaire. Ces facteurs favoriseront l'émergence de « l'école brésilienne de géopolitique ». Adoptant les idées développées dans cette école, le Brésil va commencer à poser sa projection mondiale comme un objectif explicite au cours des années 1950⁷³.

Le projet politique, développé alors et baptisé « grande puissance », vise à transformer l'état brésilien en un « grand état », allié des Etats-Unis dans la lutte anti-communiste en Amérique Latine et dans l'Atlantique Sud mais capable de maintenir son indépendance économique et culturelle. Une fois encore, cet objectif implique la promotion et l'intégration totale du territoire. Replacé dans le contexte du gigantisme du Brésil, ceci constitue un authentique défi. Il est en effet nécessaire, tout d'abord, de reconnaître l'ensemble du territoire ; il faut ensuite pouvoir le défendre contre d'éventuelles convoitises externes ; il faut enfin y maintenir un réseau de communication et d'échanges économiques qui l'irriguent (intégration). La démarche est donc ambitieuse, d'autant que le Brésil est confronté à d'autres enjeux mondiaux et nationaux. La difficulté de l'entreprise est illustrée par le slogan « cinquante années en cinq ans » inventé par Juscelino Kubitschek qui devint président en 1956. Il frappa les esprits en concrétisant un projet datant de la proclamation de la république en 1889. Le mandat de Kubitschek prend fin en 1961. S'ouvre alors une période trouble au cours de laquelle, tout d'abord, le pouvoir présidentiel s'affaiblit considérablement. Le président Jânio Quadros démissionne l'année même de son accession à la magistrature suprême. Simultanément, les tensions internationales liées à la guerre froide rejaillissent sur la scène intérieure, jetant l'opprobre sur les partis de gauche, notamment communistes. Pourtant, João Goulart qui a succédé à Kubitschek⁷⁴ tente une politique sensiblement orientée à gauche. Les partis de gauche entreprennent, dès lors, de conjurer l'ostracisme dont ils sont l'objet en organisant des manifestations de masse, affirmant de facto leur poids sur la scène politique brésilienne. Craignant des réformes purement socialistes, certains cercles auxquels participent les militaires et les élites, commencent à comploter afin de « déposer » le président Goulart ; le coup d'Etat militaire, en 1964, en est une conséquence assez directe⁷⁵.

Les années de dictature militaire ont eu des aspects sordides : on peut à cet égard évoquer a minima les privations des libertés civiles et, a maxima, les actes de torture ou les exécutions sommaires... Ces dérives tragiques ont disparu en même temps que l'autoritarisme et il faut néanmoins reconnaître à ces années contrastées, une influence positive qui se prolonge encore aujourd'hui. Il s'agit essentiellement de l'ambition de puissance (déjà présente dans les esprits comme nous l'avons vu, elle a été amplifiée au cours de la dictature militaire) sous l'influence majeure du général Golbery do Couto e Silva⁷⁶ et dans une moindre mesure, du général Carlos de Meira Mattos⁷⁷. L'effort de modernisation

⁷² Ce livre a été réédité et étoffé sous le titre *Projeção Continental do Brasil*.

⁷³ L'action gouvernementale ne poursuivra pourtant concrètement cet objectif qu'à partir de 1964. C'est l'ère de la dictature militaire, au cours de laquelle les officiers formés à l'ESG furent aux commandes de l'Etat.

⁷⁴ João Goulart était le Vice-président de Kubitschek.

⁷⁵ Le rôle de la CIA est assez difficile à évaluer. Cependant, il semble s'être limité à un soutien objectif des courants hostiles au président Goulart et à la préparation de plans d'évacuation pour leurs ressortissants en cas de coup d'Etat.

⁷⁶ Il est l'auteur d'ouvrages comme *Conjuntura Política Nacional, o Poder Executivo & Geopolítica do Brasil* et de *Aspectos Geopolíticos do Brasil*. Il est l'inventeur du concept d'indépendance fonctionnelle du territoire.

⁷⁷ Il est l'auteur de *Brasil : Geopolítica e Destino*.

économique a également été accentué pendant la dictature et constitue assurément le socle de la puissance industrielle du Brésil moderne.

3.2.1.3 Aujourd'hui : à la recherche d'un nouveau rayonnement mondial

L'ultime évolution des visions stratégiques brésiliennes peut être qualifiée de « volonté de rayonnement à l'échelle mondiale ». Bien que le Brésil ne soit toujours soucieux de la question maritime, notamment en achetant des navires depuis l'empire, cet aspect des relations internationales a progressivement pris de l'importance. La « guerre » de la langouste entre le Brésil et la France, en 1963, l'affaiblissement de la menace Russe, les discussions sur le droit de la mer sous l'égide de l'ONU, qui mèneront au traité de Montego-Bay, vont conduire au concept d'Amazonie Bleue. L'idée sous-jacente est que le Brésil peut et doit désormais s'émanciper pour exploiter au mieux ses atouts sur la scène internationale. Aujourd'hui, les eaux territoriales et la zone économique exclusive brésiliennes, l'« Amazonie Bleue » (fig 39), s'étendent sur une superficie équivalente à la moitié de celle du territoire brésilien, ce qui étend la souveraineté territoriale brésilienne dans un immense « pré carré » maritime aux précieuses richesses.

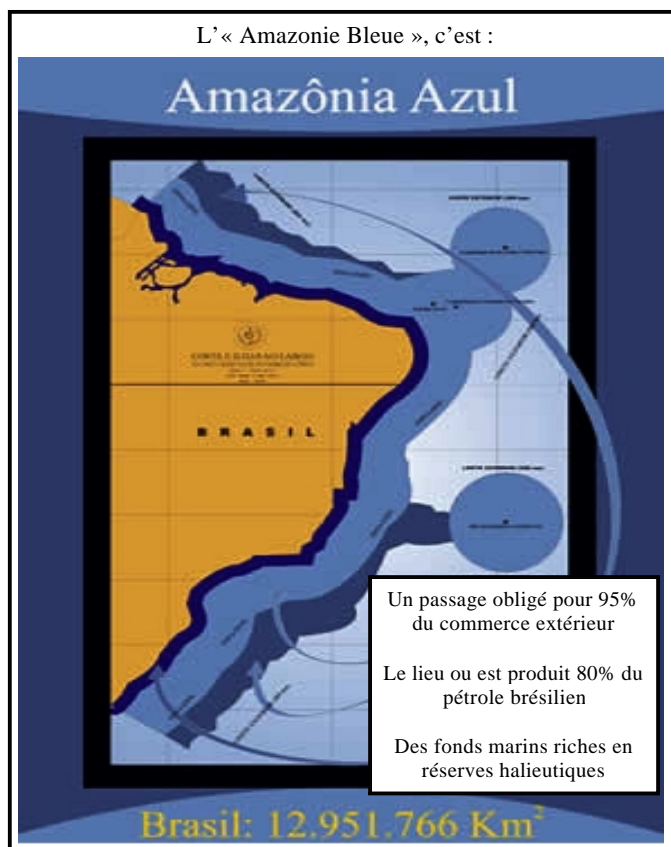


Fig 39 : l'Amazonie bleue

L'écart de puissance grandissant entre le Brésil et les autres pays d'Amérique du Sud, on constate aujourd'hui une aspiration brésilienne à être reconnue comme une puissance régionale, voire une puissance mondiale. Cette ambition se concrétise entre autre par la demande d'un siège permanent au conseil de sécurité des Nations Unies, ou par la participation comme nation cadre à la Minustah, mission de paix en Haïti. Pour la première fois le Brésil commande une force militaire sous la bannière de l'ONU, ce qui affermit encore sa position dans sa « zone d'influence », où il prend progressivement le relais des acteurs principaux que sont les Français ou les USA...

Aujourd'hui, en dépit de ce rayonnement international croissant, les autorités brésiliennes demeurent préoccupées par l'intégration imparfaite du territoire, en ce sens que l'Amazonie est encore une vaste étendue relativement moins contrôlée que les autres Etats. Il n'est probablement pas excessif de penser que le Brésil est, à cet égard, écartelé entre des enjeux externes et d'autres, internes. Les premiers sont déterminants pour atteindre la place revendiquée sur la scène mondiale et sans être antagonistes des seconds, ils rendent particulièrement complexes les arbitrages déterminant l'action gouvernementale.

3.2.2 Les relations avec le premier cercle

Les relations que le Brésil a entretenues avec ses voisins sud-américains, le « premier cercle », lui valent aujourd'hui encore d'être considéré comme le « Minotaure de l'Amérique du sud ». Son « appétit » de puissance sur le plan régional, mais également sur le plan mondial, tend en effet à placer sous l'éteignoir les aspirations propres de ces mêmes voisins. Cela doit-il amener à considérer que le Brésil se comporte en puissance impérialiste ? L'étude particulière de ses relations avec l'Argentine, notamment, apporte des éléments de réponse.

3.2.2.1 Des tensions permanentes entre le Brésil et l'Argentine

Au XIX^e siècle, le Brésil dispute à l'Argentine la suprématie en Amérique du sud. Une « tension » permanente caractérise, depuis lors, les relations entre les deux pays. Elle freine l'intégration régionale « atlantique », qui ne commence véritablement qu'au début des années 1980. Même la création du Mercosur⁷⁸, en 1991, les liens commerciaux entre les deux pays (le Brésil absorbe 16% des exportations argentines et fournit 34% des importations de ce pays) et, plus récemment, l'élection à la magistrature suprême de présidents progressistes, n'ont pas fait totalement disparaître les rivalités. Les 50 dernières années ont en outre vu se produire un événement qui a bouleversé les rapports de force usuels entre ces deux pays. Jusque dans les années 1950, le PIB de l'Argentine était en effet très supérieur à celui du Brésil. Aujourd'hui, non seulement le rapport de force s'est inversé mais encore, le PIB du Brésil est sensiblement le double de celui de l'Argentine ! Néanmoins, le PIB par habitant de l'Argentine demeure supérieur de moitié à celui du Brésil : en 2005, les ordres de grandeur étaient de 12 500 milliards de dollars contre 8 000.

Un certain nombre de crises récentes montre que cette rivalité persiste. Ainsi en 1999, la crise brésilienne et la dévaluation du real provoquent-elles de fortes tensions entre l'Argentine et le Brésil, révélant à cette occasion les faiblesses institutionnelles du Mercosur. Par ailleurs, les autorités argentines n'ont pas oublié que leur « partenaire stratégique » ne leur a assuré qu'un très timide soutien auprès du FMI, lors de la crise financière de décembre 2001. L'asymétrie entre les économies des deux partenaires explique pour une large part les difficultés. En 2004, des produits brésiliens sont apparus massivement sur le marché argentin (+70%), en particulier dans certains secteurs sensibles (textiles, électroménagers, automobile). L'Argentine a alors relevé unilatéralement ses droits de douane, faute d'avoir pu obtenir au sein du Mercosur des mesures de défense commerciale et des compensations notamment pour le versement de subventions par le Brésil.

3.2.2.2 Le Brésil et la coopération régionale : le Mercosur

L'Argentine, depuis l'arrivée au pouvoir du président Kirchner en 2003, s'évertue à jouer la carte de la coopération régionale. A contrario, l'actuel activisme du Brésil sur les scènes régionale sud-américaine et internationale, ses démarches pour l'obtention d'un siège de membre permanent au Conseil de Sécurité de l'ONU sont interprétées comme autant de témoignages d'un individualisme dont les membres du Mercosur craignent de pâtir. Les autorités argentines, en particulier, sont particulièrement insatisfaites d'être contraintes à l'expectative quant aux intentions réelles du voisin brésilien⁷⁹. L'Argentine et le Brésil sont ainsi d'une certaine manière des « meilleurs ennemis » au sein du Mercosur...

Les brésiliens du Paraguay : ombre et lumière

Les membres de la communauté brésilienne au Paraguay sont désignés par le vocable de « Brasiguayos ». Ils sont aujourd'hui environ 500 000, ce qui ne représente pas moins d'un dixième de la population paraguayenne ! Cette « immigration » a été sollicitée au cours des années 1970 par le gouvernement paraguayen lui-même ; il cherchait par ce biais à mettre en valeur le nord frontalier de son territoire tout en s'inscrivant dans une logique de coopération régionale. Des agriculteurs brésiliens se sont ainsi installés et ont initié la culture du soja transgénique.

Le bilan actuel de l'initiative du gouvernement paraguayen est contrasté. En effet, en termes de bénéfices, des voies de communications ont été créées et se sont développées, l'âme brésilienne a fait émerger de petites villes particulièrement dynamiques, les terres cultivées ont atteint 800 000 hectares en 1995 et même 2 000 000 hectares en 2003, tandis que la production doublait !

En revanche, cette extension des terres exploitées s'est réalisée au détriment de la culture du coton, au prix d'une sévère déforestation et de la reconversion de champs d'élevage. De nombreux paysans pauvres ont été expulsés sans rémission et la culture moderne du soja a fait un usage massif d'herbicides et de pesticides qui ont bouleversé l'écosystème local. Enfin, l'« âme » brésilienne a amené avec elle divers travers comme le trafic de drogue, une forte criminalité et la contrebande. Ceci illustre d'une part de manière assez percutante la complexité des questions de frontières et les difficultés de la construction régionale dans le Mercosur. Ceci permet d'autre part de comprendre pourquoi le Brésil passe, à certains égards, pour le « Minotaure » de l'Amérique du Sud... il semble que la question des Brésiliens du Paraguay ait, jusqu'à présent, dessiné davantage d'ombres que de lumières !

⁷⁸ Le Mercosur est une communauté économique regroupant 5 pays d'Amérique du Sud : Argentine, Brésil, Paraguay, Uruguay et le Venezuela depuis décembre 2005. La Bolivie, le Chili, le Costa Rica et la Colombie font partie de ce qui est baptisé « Mercosur+ ». L'acte fondateur du Mercosur est la signature du traité d'Asunción, le 26 mars 1991. Toutefois cet accord, n'est entré en vigueur que quelques années plus tard. C'est l'équivalent, au sud, de l'ALENA, pour l'Amérique du Nord. Le Mercosur est le troisième marché intégré au monde après l'Union Européenne et l'ALENA. Des accords de préférence douanière ont en outre été conclus avec l'Inde en janvier 2004.

⁷⁹ Abel Sardiña « Argentina-Brasil: Divergencias y preocupaciones en primer plano », Prensa Latina, 3 mai 2005.

Dans ce contexte de rivalités, l'Uruguay et le Paraguay ont longtemps joué le rôle d'Etats-tampons. L'influence brésilienne continue de s'y exercer, soit sous la forme d'une pression migratoire entraînant une forme de « colonisation » de certains territoires (voir l'encadré ci-dessus au sujet de la communauté brésilienne du Paraguay), soit par le biais de grands projets bilatéraux : la construction, avec le Paraguay, du barrage d'Itaipu, a ainsi rendu caduc le projet argentin de construction d'un barrage sur le Paraná, plus en aval. En Bolivie, la région de Santa Cruz (gisements de pétrole, de gaz, production de sucre, de riz, de coton) attire les convoitises du Brésil. Les autorités locales boliviennes dénoncent même une influence brésilienne favorable aux séparatistes... il est exact que le Brésil offre des débouchés (zone franche de Santos, route et chemin de fer) et moyens de transport fort utiles au commerce de cette zone. Aujourd'hui, l'entreprise brésilienne semi-publique Petrobras contrôle 25% des réserves de gaz du département de Tarija, ainsi que le gazoduc d'exportation vers le Brésil. 40% du commerce agricole de Santa Cruz est aux mains des propriétaires fonciers brésiliens. On constate enfin des « frictions » du Brésil avec les Etats-Unis, au sein même de ce premier cercle, par le jeu des intérêts régionaux. D'une part en effet, l'actuelle implantation militaire américaine au Paraguay, plus précisément sur la base de Mariscal Estigarribia, à 200 kilomètres de la frontière avec la Bolivie, dans une zone réputée pour ses réserves d'eau douce, de pétrole et de gaz, est mal vécue par les brésiliens. D'autre part, en Equateur, les intérêts de Petrobras et de l'Occidental Oil and Gas Corporation se heurtent. Pour le Brésil, la sortie sur le Pacifique est vitale, et d'importants efforts sont déployés pour préserver cet acquis en Equateur.

3.2.2.3 Le Brésil et l'intégration régionale

La notion d'« impérialisme » trouve un autre écho dans la manière originale dont le Brésil envisage l'intégration régionale. En 2004, la déclaration de Cuzco donnait naissance à la Communauté sud-américaine des nations (CSAN). Parmi les États signataires, se trouvent d'un côté les quatre membres du Mercosur (Brésil, Argentine, Uruguay, Paraguay) et de l'autre les cinq États de la Communauté Andine des Nations (Pérou, Colombie, Venezuela, Bolivie et Équateur), auxquels se sont adjoints le Chili, le Guyana et le Surinam. Pour les Brésiliens, il s'agit tout d'abord d'unifier, sous une forme ou sous une autre, les pays d'Amérique du Sud autour du Brésil, qui représente 80 % du PIB de la zone. Il s'agit également de contrer le projet de Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA), patronné par les Etats-Unis⁸⁰. L'initiative brésilienne exploite ainsi habilement les réticences croissantes des populations sud-américaines face à « l'hyperpuissance » américaine, le ressentiment sud-américain s'étant en particulier traduit par l'élection de gouvernements « progressistes » dans un nombre croissant de pays du continent. La création de la CSAN est un indéniable nouveau succès diplomatique du Brésil qui est parvenu à arracher la façade pacifico-caribéenne à la sphère d'influence nord-américaine, faisant ainsi pièce au panaméricanisme (voir paragraphe suivant).

Dix ans après le lancement du projet « ZLEA », les Etats-Unis ont donc dû renoncer à une intégration de leur continent « de l'Alaska à la Terre de Feu ». Modifiant leur approche, ils privilégient désormais les accords bilatéraux (avec le Chili, la Colombie, le Pérou, l'Équateur). Avec la création de l'Association de libre-échange d'Amérique centrale qui complète l'ALENA au sud du Mexique, toujours sous le patronage des Etats-Unis, on observe finalement un partage des Amériques en deux ensembles, de part et d'autre de l'isthme de Panama. Cependant, après avoir réussi à sortir du piège que représentait pour lui la ZLEA, le Brésil devra apporter la preuve qu'il existe une alternative crédible à ce projet initialement séduisant. Il faudra à cet égard et en particulier que la CSAN prouve sa viabilité...

Au sein de cette organisation inter-étatique, se trouve le Venezuela qui est un partenaire assez particulier car il cherche, comme le Brésil, à s'imposer comme le leader de l'Amérique du Sud. Ses importantes exploitations pétrolières l'érigent en interlocuteur de poids sur la scène internationale bien que son rayonnement soit handicapé par les désordres internes. Fin 2005, le Venezuela est également entré dans le Mercosur et l'ensemble des déclarations politiques, en amont comme en aval, faisait état d'une convergence de vues quant aux ambitions devant être affichées par le continent Sud-Américain. Il est beaucoup plus difficile de cerner avec précision les intentions des deux pays, l'un à l'égard de l'autre.

⁸⁰ Christian Deblock : « qui perd gagne ? Le Brésil, les Etats-Unis et la ZLEA », *Diplomatie*, n°16, 2005.

3.2.3 Les relations avec les Etats-Unis et l'UE

Les deux géants de l'hémisphère occidental que sont le Brésil et les USA entretiennent depuis longtemps des relations complexes, combinant tensions et communions d'intérêts. Cette ambiguïté pousse le Brésil à nouer des alliances de contrepoids, avec l'Union européenne notamment.

3.2.3.1 Le Brésil et les Etats-Unis

L'appui des USA est un des axes majeurs de la politique étrangère du Brésil : pour Oswaldo Aranha, ministre brésilien des Affaires étrangères pendant la seconde guerre mondiale, le soutien du Brésil aux USA sur la scène mondiale permet en retour un soutien des USA à l'hégémonie brésilienne en Amérique du sud. Le contexte de la guerre froide favorise l'alignement brésilien. En 1948, dans le cadre de l'ONU, les États-Unis sont les instigateurs de l'Organisation des États américains (OEA) et, durant une trentaine d'années, l'OEA constitue un instrument de contrôle du continent aux mains des Etats-Unis. Sous le régime militaire, le général Castelo Branco mène une politique « d'interdépendance » politique, économique et militaire avec le « monde libre ». Toutefois, la tension est aussi un courant sous-jacent de la relation américano-brésilienne : déjà, en 1812, pendant la guerre entre les nord-américains et les anglais⁸¹, la cour portugaise en résidence fait le choix du parti anglais. Les vellétés brésiennes d'une « politique étrangère indépendante » à l'égard des Etats-unis sont récurrentes, en particulier à l'époque du régime militaire. Le Président Carter veut alors lier l'aide militaire à un meilleur respect des droits de l'homme. Parallèlement, ou en réponse, Le Brésil entreprend la construction de matériels militaires locaux. Dans les années 1970, c'est une crise larvée qui se joue, cette fois sur fond de technologie nucléaire. Les Etats-Unis s'évertuent alors à maintenir le géant Brésilien au rang de puissance secondaire en interdisant le transfert au Brésil de la technologie allemande d'enrichissement de l'uranium. Faisant fi de ce handicap, le Brésil achète tout de même et exploite des centrales nucléaires...

La disparition du spectre communiste accentue cette tendance à l'émancipation du Brésil, alors que l'emprise des USA sur l'Amérique latine change de forme⁸². A cela, il faut ajouter un climat de défiance récurrent sur la question de l'Amazonie, les brésiliens demeurant persuadés que les Etats-Unis cherchent à faire main basse sur le patrimoine amazonien⁸³. Cette ambivalence s'incarne parfaitement dans la personnalité du Président Lula, très pragmatique dans sa relation avec les USA, agissant même à l'occasion comme modérateur à l'égard d'Hugo Chavez, alors même que ses convictions idéologiques ne laissaient pas présager une telle attitude.

3.2.3.2 Le Brésil et l'Union européenne

En dépit des puissants liens culturels qui unissent l'Europe et le Brésil, l'institutionnalisation des relations entre l'Union européenne (UE) et le Brésil est un phénomène assez récent et progresse lentement. Depuis le début du XX^e siècle, l'Amérique latine a développé une relation diplomatique inégalitaire et quasi-exclusive au profit des Etats Unis. Néanmoins, la ZLEA, par l'objectif affiché –la création du plus grand marché du monde après la Chine, avec 850 millions de consommateurs « américains »– exerçait une menace importante sur les intérêts de l'UE. Celle-ci pouvait en effet être totalement éclipsée des circuits d'échanges irriguant ce marché, à l'instar de ce qui s'est produit lors de l'essor de l'ALENA : nombre d'entreprises européennes ont perdu toute influence sur le continent Nord-américain, en particulier au Mexique. Une course de vitesse est engagée entre les négociations relatives à la ZLEA et celles qui concernaient les accords d'association européens. Cette

⁸¹ Les Anglais, cherchant à priver la France de son commerce avec certains pays neutres, a arraisonné et coulé des navires américains au cours de la première décennie du siècle. Les Américains suspectaient en outre les Anglais de soutenir des « autochtones » qui ne voulaient pas céder leurs terrains au nouvel Etat. Le président Madison a déclaré la guerre à l'Angleterre en juin 1812.

⁸² En 1990, le projet d'« Initiative pour les Amériques » annoncé par le président Bush marque un tournant dans les relations des Etats-Unis avec la moitié Sud du continent.

⁸³ Défiance entretenue par la proposition américaine faite au président Cardoso d'acquérir de la base militaire d'Alcantara.

« compétition » a développé les relations entre l'UE et l'Amérique latine mais celles-ci semble présenter encore une importante marge de progression.

D'autre part, le Mercosur, sous l'impulsion du Brésil, tend de plus en plus à s'imposer comme une puissance économique internationale de premier plan. En 1995, l'accord cadre de coopération interrégionale signé entre le Mercosur et les quinze pays membres de l'Union Européenne permet au Mercosur d'accéder au rang de puissance politique. Aujourd'hui, l'UE est son premier partenaire commercial, avec des échanges de plus de 100 milliards d'euros. La France manifeste pour sa part une volonté d'augmenter ses échanges avec le Mercosur ; cette ambition politique se traduit concrètement par l'investissement de grandes entreprises françaises dans des sites de productions sur le sol brésilien. Pour autant, les différends commerciaux subsistent. A travers le groupe de Cairns et ensuite du G20⁸⁴, le Brésil se présente dans les instances internationales comme un chef de file de pays en développement -alors qu'il n'en a plus objectivement le statut économique- afin d'obtenir une plus grande ouverture des marchés protégés des pays développés, au bénéfice essentiellement de sa propre agriculture⁸⁵. L'UE n'est cependant pas seule face aux demandes brésiennes. Les États-Unis sont aussi en première ligne, car leurs exportations agricoles sont similaires à celles du Brésil. D'autre part, les intérêts des pays les moins avancés, à la recherche d'une agriculture de subsistance, sont en totale contradiction avec ceux du Brésil. En 2004, les négociations visant à établir une zone de libre-échange entre le Mercosur et l'UE et à contrebalancer ainsi l'hégémonie des États-Unis en Amérique du Sud⁸⁶ connurent un coup d'arrêt, en raison de divergences persistantes sur les subventions agricoles, les biens industriels, les services et la propriété intellectuelle. Les européens, pour leur part, réclamaient une plus grande ouverture des marchés publics (par exemple de la construction) du Mercosur aux entreprises de l'UE. Toutefois, les relations entre l'UE et le Brésil ne se limitent pas à la dimension économique et les bases d'un « partenariat stratégique » entre l'UE et l'Amérique latine ont été jetées au sommet Rio de Janeiro, en 1999 et consolidées à Madrid en 2002 puis à Guadalajara, en mai 2004. Pour l'UE, « l'Amérique du Sud contribue au renforcement de l'équilibre international et à la construction du monde multipolaire »⁸⁷.

Une évolution ultime se dessine tandis que sont menées ces négociations entre l'UE et le Mercosur d'une part, entre l'ALENA et le Mercosur d'autre part. L'OMC est en effet commise comme arbitre des concertations, ce qui pourrait faire naître des règles de commerce international en lieu et place des accords bipartite –UE/ Mercosur et ALENA/Mercosur. Si le prestige diplomatique du Brésil sort une nouvelle fois grandi de cet épisode, il n'est pas évident que les parties gagnent les plus-value économiques auxquelles elles aspiraient.

3.2.4 Les nouveaux partenaires

La projection des intérêts brésiliens sur l'ensemble de la scène internationale et la formulation d'une politique étrangère autonome sont un phénomène très récent qui coïncide avec l'arrivée au pouvoir des civils en 1985, après le régime militaire.

Pendant longtemps, la relation du Brésil avec les pays du Sud s'est limitée à la vente d'armes. Aujourd'hui en revanche, le Brésil déploie à l'égard des pays du sud une stratégie destinée à renforcer son rôle sur la scène internationale et ses intérêts de puissance.

3.2.4.1 La Chine

Les liens diplomatiques et la mise en œuvre de projets de coopération entre les gouvernements du Brésil et de la Chine sont très récents. Même si de nombreux accords de coopération ont été signés dès les années 1980, il faut attendre 1995 pour qu'émergent des projets communs significatifs en matière de commerce ou de science et technologie. A titre d'exemple, la construction conjointe d'un satellite d'observation de la terre, C-BERS, en est aujourd'hui à sa seconde génération⁸⁸. Les

⁸⁴ Voir le paragraphe 3.2.4.4 au sujet du G20 et de ses évolutions.

⁸⁵ Rapport d'information de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, 15 février 2005.

⁸⁶ «Mercosur, EU Hope to Meet Trade Deadline», The New York Times, 12 septembre 2004.

⁸⁷ Déclaration de la présidence de l'U.E le 1^{er} septembre 2000.

⁸⁸ Les C-BERS sont lancés depuis la Chine.

nombreuses visites officielles que les dirigeants chinois et brésiliens se rendent mutuellement indigent l'importance attachée à la coopération sino-brésilienne⁸⁹. Les liens créés depuis le milieu des années 1990 ont déjà induit un renforcement bilatéral de la compétitivité dans certains secteurs et une forte convergence d'intérêts sur la scène internationale.

Le Brésil mène depuis quelques années une politique de soutien aux exportations. L'Asie, mais surtout la Chine, ont été désignées comme marché d'expansion prioritaire pour certains produits. Les brésiliens semblent vouloir faire de la Chine un tremplin pour faciliter l'accès de leurs produits au grand marché asiatique. Cette stratégie implique une présence qui dépasse la seule circulation des marchandises sur le marché chinois. Un caractère prioritaire est accordé à la création de joint-ventures avec des entreprises chinoises et à l'investissement direct brésilien sur le territoire chinois.

Pour autant, la relation commerciale entre les deux partenaires ne satisfait pas l'ensemble des attentes, bien qu'elle balaye un spectre très large : l'aérospatiale, le transport, la sidérurgie, l'agriculture, les ressources naturelles, l'informatique, la biotechnologie, les génomes. En réalité, des projets industriels autour de la sidérurgie et du pétrole tardent à se concrétiser. D'autre part, les échanges commerciaux génèrent parfois des crises comme le refus du soja brésilien en Chine, ou a contrario le rétablissement de quotas sur le textile chinois au Brésil.

Le Brésil perçoit pourtant la Chine comme un partenaire essentiel. Ce pays aujourd'hui influent semble en effet accepter le statut de puissance globale que le Brésil revendique dans un monde qu'il veut rendre multilatéral⁹⁰. La Chine espère édifier un monde multipolaire et les ambitions du Brésil servent très exactement leurs desseins pour le continent Sud-Américain. C'est un « investissement » très intéressant pour la Chine à moyen terme, car l'émergence du Brésil comme partenaire majeur sur la scène internationale contrarierait assurément le « jeu » des puissances occidentales.

Le Brésil et la Chine font, aujourd'hui, de plus en plus référence à un partenariat dans une similitude de stratégie au sein des forums internationaux. Au cours des 8 dernières années, les votes des deux pays à l'ONU ont coïncidé à 80%, ce qui donne une indication très claire de la convergence des perceptions et des préférences à l'échelle mondiale.

En ce qui concerne la « construction d'un monde multilatéral », le Brésil participe activement aux travaux et aux négociations tenues dans le cadre de l'OMC où il appuie fermement la position chinoise. La Chine, en échange de cet appui, a promis un soutien ferme de la prétention brésilienne au statut de membre permanent du Conseil de Sécurité de l'ONU.

3.2.4.2 L'Inde

La relation que le Brésil entretient avec l'Inde est moins complexe qu'avec la Chine, parce qu'elle est moins intense : à l'éloignement géographique s'ajoute le fait que les deux pays trouvent très peu d'occasions de réaliser des échanges. En 2000 le Brésil représentait un peu moins d'un centième du commerce total de l'Inde.

L'essentiel de la coopération indo brésilienne se réalise dans le cadre du « Forum de dialogue Inde, Brésil, Afrique du Sud » (IBAS) et couvre les domaines de la diplomatie, de la science et la technologie, de la défense.

L'existence dans les deux pays d'une industrie de médicaments génériques a permis une coopération à partir de 2000, ainsi que la création de joint-ventures. Mais ces relations restent embryonnaires et la pénétration des produits pharmaceutiques indiens sur le marché brésilien ne représente que 2,2% des importations brésiliennes dans ce domaine.

Si l'Inde détient des savoirs faire avancés sur la fabrication des médicaments génériques⁹¹ et en a fait bénéficier le Brésil en exportant sa technologie, le Brésil est pour sa part à la pointe du combat contre l'hégémonie des grandes industries pharmaceutiques sur la scène mondiale. Arguant des enjeux de santé publics propres aux pays en voie de développement (auxquels il s'assimilait pour l'occasion), le Brésil a en effet obtenu à Doha en 2001, une levée partielle de la propriété des grandes firmes sur les brevets pharmaceutiques. Le Brésil et l'Inde, en particulier, ont ainsi pu produire des médicaments

⁸⁹ Depuis 1990, les dirigeants chinois ont effectué 20 visites officielles au Brésil et les brésiliens se sont rendus à 9 reprises en Chine.

⁹⁰ « China vê o Brasil como parceiro estratégico » O Estado de São Paulo, 12 mai 2002.

⁹¹ Les brevets ne protègent en effet que les technologies en Inde, et pas les molécules. Ainsi, l'industrie pharmaceutique indienne a-t-elle eu aisément accès aux molécules et a-t-elle développé ses propres savoir-faire afin de produire les médicaments génériques correspondants. La technologie indienne est aujourd'hui excellente et rivalise avec celle des pays les plus avancés.

génériques qui leur procurent un double bénéfice : d'une part, ils réduisent leurs importations de médicaments et d'autre part, le très bas prix de leurs médicaments génériques leur ouvre un marché mondial en pleine expansion.

3.2.4.3 L'Afrique

Depuis le milieu des années 1990 le Brésil cherche à renforcer sa présence en Afrique, en capitalisant sur l'origine africaine d'une proportion importante de sa population. Les conflits récents entre le Brésil et l'industrie pharmaceutique des pays développés quant aux médicaments permettant le contrôle du SIDA ont montré très clairement l'intérêt que Brasilia exprime à l'égard de l'Afrique. La distribution gratuite à plusieurs pays africains de médicaments génériques destinés aux malades du SIDA et produits par l'industrie pharmaceutique brésilienne s'insère dans cette volonté de projection des intérêts nationaux sur le continent africain. Celle-ci se heurte malheureusement à l'actuelle relative incapacité du Brésil à construire une architecture financière richement dotée (des milliards de dollars !) pour soutenir ces projets.

Déjà très présent au Mozambique et en Angola, notamment pour l'exploitation des réserves pétrolières, le Brésil utilise la coopération Sud-Sud pour rassembler autour de lui un groupe de pays susceptibles de l'appuyer dans les forums internationaux. Les pays partenaires, en Amérique du Sud et en Afrique, ne faisait pas valoir d'objection particulière sur cette orientation, les formes que prend la coopération Sud-Sud dans ces deux régions répondent à une volonté de projection des intérêts nationaux pour servir les intérêts du Brésil. D'ailleurs, un nombre croissant d'observateurs considère que cette stratégie serait associée à la volonté d'obtenir un siège permanent au Conseil de Sécurité de l'ONU. Plus précisément, le Brésil appuie des prétendants africains pour que ceux-ci l'appuient à leur tour. L'échec de la réforme de l'ONU en 2005 rejette l'aboutissement de ces ambitions à une échéance difficile à évaluer. Aussi l'intérêt même de cette stratégie devient-il discutable.

Au cours de ses nombreuses visites en Afrique, le président Lula a signé des dizaines de projets de coopération avec neuf pays du continent. Ainsi de nombreuses relations bilatérales sont en plein essor et de nouveaux contrats pour les entreprises brésiliennes ont été conclus.

Pourtant, si les perspectives sont prometteuses, il n'y a pas lieu de s'enthousiasmer pour le moment car l'Afrique demeure un partenaire de taille modeste dans le commerce extérieur brésilien (de l'ordre de 5%).

3.2.4.4 Le G20+

Ce groupe associe aujourd'hui 22 pays représentant la moitié de la population mondiale et les deux tiers des producteurs agricoles. Conduit par le Brésil et l'Inde, il est né après les succès brésiliens à l'OMC, sur le coton notamment et défend l'idée d'un lien direct entre développement et agriculture. Initialement baptisé G20, il est devenu le G21 puis le G22 au gré de son élargissement. En 2003, est née l'appellation G20+ afin de ne plus avoir à rebaptiser cette organisation en cas de nouvel élargissement. En 2004, lors de la 5ème conférence ministérielle de l'Organisation Mondiale du Commerce, à Cancun, le G-20+ a présenté une proposition sur le dossier agricole. Elle prônait un mécanisme de sauvegarde protégeant les productions agricoles du Sud en réponse à la concurrence des Etats-Unis et de l'UE. Le G20+ réclamait la suppression totale des subventions à l'exportation des produits agricoles qui, selon ses données propres, font perdre 55 milliards de dollar par an aux pays en développement. La posture du G20+ a fait échouer le sommet et empêché la signature d'un accord sur la circulation des produits industriels.

Au-delà de la réputation d'« empêcheur » que lui a forgé ce « coup d'éclat », il faut reconnaître que ce groupe a permis à des pays auparavant simples spectateurs, d'avoir voix aux débats derrière la bannière brésilienne. Ils ont en l'occurrence, demandé du « vrai » libre échange et non des échanges organisés par les Etats-Unis en premier lieu et les autres puissances mondiales en second lieu. Les événements récents semblent leur donner raison puisqu'en 2005, l'OMC a décidé d'interdire toutes les subventions agricoles à l'exportation à partir de 2013. Le futur de ces arbitrages, c'est à dire le respect des dispositions adoptées, est toutefois relativement incertain. Il peut être défavorable au G20+ car, même soudés, les pays membres demeurent individuellement de petites puissances à la merci des plus

grandes. Il peut a contrario lui être favorable car les « grands » se forgent une réputation d'« affameurs » en refusant un véritable libéralisme mondial et ne pourront pas l'assumer longtemps. L'avenir semble devoir dégager un compromis mais le véritable enjeu est la place du « curseur » dans le résultat des négociations qui auront cours.

3.2.4.5 La communauté des pays lusophones (CPLP)

La CPLP a été créée à Lisbonne en 1996 dans le but de regrouper les huit pays lusophones⁹² (Angola, Brésil, Cap Vert, Guinée Bissau, Mozambique, Portugal, Sao-Tomé et Príncipe) autour de trois objectifs : la concertation politique et diplomatique d'une part, la coopération économique, sociale, culturelle, juridique, technique, scientifique d'autre part et enfin, la diffusion de la langue portugaise.

A l'origine, la création de la CPLP est une initiative du gouvernement brésilien qui a fondé l'Institut International de la langue portugaise. Parmi les objectifs de la CPLP, le Brésil accorde une importance particulière au volet de la coopération, pour lequel plusieurs accords ont été mis en œuvre, principalement dans les secteurs des ressources humaines, de la santé et de l'éducation.

Dans ce cadre, après avoir été à l'origine d'un accord de libre-échange entre le Mercosur et l'Union douanière d'Afrique du Sud⁹³ (SACU, qui regroupe le Botswana, le Lesotho, la Namibie, le Swaziland et l'Afrique du Sud) le président Lula a annoncé en juillet 2004 à Sao-Tomé, son intention de proposer aux membres du Mercosur une importante baisse des droits de douane pour les produits en provenance des pays africains de la CPLP.

3.3 Une vision pragmatique : l'exploitation des opportunités et des atouts

3.3.1 L'exploitation des capacités diplomatiques

3.3.1.1 Des actions diplomatiques pour dessiner les frontières

En matière de politique extérieure, si l'on excepte les guerres pour la possession de la province Cisplatine⁹⁴ et la guerre du Paraguay (1865-1870), le recours à la conciliation et à l'arbitrage, plutôt qu'à la force, est une constante au Brésil. Les frontières ont été fixées pour une large part au XVIII^e siècle, pendant la période coloniale. Ainsi, au cours de la guerre de succession d'Espagne, le Portugal conclut-il avec l'Angleterre une alliance habile qui priva l'Espagne et la France de toute possibilité de contester les frontières occidentales du Brésil lors du traité d'Utrecht (1713). Le Portugal usa ensuite du talent et la ruse de ses cartographes pour obtenir l'avantage lors des négociations du traité de Madrid, en 1750⁹⁵. Ce traité fut d'abord contesté puis confirmé pour l'essentiel par le traité de San Idefonso de 1773. Au début du XX^e siècle, le baron de Rio Branco consolide les frontières de l'Amazonie : son habileté lui permet de l'emporter lors de l'arbitrage international qui oppose le Brésil à la France au sujet des frontières guyanaises. Le traité de Petropolis, qu'il négocie avec la Bolivie en 1903, permet au Brésil de s'emparer de la riche région d'Acre. La spectaculaire extension⁹⁶ du territoire brésilien, du XVIII^e au XX^e siècle est donc due, avant tout, à la performance de l'appareil diplomatique.

⁹² La lusophonie est plus importante que la francophonie par le nombre d'individus qu'elle représente : plus de 300 millions de personnes parlent portugais dans le monde...

⁹³ Voir le paragraphe 3.2.4.3 pour davantage de détails sur les relations du Brésil avec l'Afrique.

⁹⁴ Ce conflit opposa le Brésil à l'Argentine en 1821 et 1825. Défaits en 1827, les Brésiliens octroyèrent l'indépendance à la province Cisplatine qui donna naissance à l'Uruguay.

⁹⁵ Qui déplace de 2000 kms vers l'ouest les frontières fixées par le traité de Tordesillas : Martine Droulers, « le Brésil », p6, Que sais-je, 2005

⁹⁶ 900 000 km², Paul Claval, « La fabrication du Brésil, une grande puissance en devenir ».

3.3.1.2 Quelques diplomates brésiliens entrés dans l'histoire

Le baron de Rio Branco est très représentatif⁹⁷ des élites de la fonction publique à la fin de l'Empire et sous la première République : à une époque où la politique intérieure du Brésil est hésitante, il a une conception claire de ce que doit être le territoire brésilien, affirmant que ses élites croient en son destin et savent comment préserver ses intérêts⁹⁸. A sa mort, survenue en 1912, le pays salue sa mémoire en décrétant un deuil national et le carnaval, qui devait avoir lieu 10 jours plus tard, est annulé.

La diplomatie brésilienne, à l'inverse d'une diplomatie argentine très sensible aux coups d'Etat et alternances partisans, s'inscrit dans une remarquable continuité⁹⁹. Le Palais d'Itamaraty, siège du Ministère des Affaires étrangères incarne une tradition en ayant résisté aux aléas politiques : ainsi, à l'arrivée au pouvoir des militaires, en 1964, un seul diplomate a été mis à la retraite anticipée. Il s'agit du père de Sergio Vieira de Mello. Notons que ce dernier a lui-même embrassé la carrière diplomatique et s'est illustré au sein des Nations unies, payant de sa vie en 2003 son dernier mandat comme représentant spécial de l'ONU en Irak.

Un parcours type : la carrière de Sergio Vieira de Mello

Sergio Vieira de Mello est né à Rio de Janeiro, le 15 mars 1948. Il entreprend des études à Paris et reçoit, en 1974, le titre de docteur en philosophie à la Sorbonne, puis en 1985 celui de docteur en lettres et sciences humaines. C'est en 1969 qu'il débute sa carrière de fonctionnaire international aux Nations unies. D'abord affecté au Haut-Commissariat pour les Réfugiés (HCR) (1969-1980), puis conseiller politique de la force de l'Onu au Liban (1981-1983), il poursuit son ascension dans la hiérarchie onusienne au sein des organes d'aide aux réfugiés (1983-1993). Il est chargé de mission par le secrétaire général de l'Onu en Ex-Yougoslavie (1993-1994), avant de devenir l'adjoint de Sadako Ogata, Haut-Commissaire pour les Réfugiés (1995-1997). En 1998, il est nommé coordinateur de l'aide humanitaire d'urgence. On le retrouve plus tard comme administrateur des Nations unies au Timor-Oriental (1999-2002) avant d'être désigné par Kofi Annan, Haut-Commissaire aux Droits de l'homme en 2002. Il est désigné comme représentant spécial des Nations unies en Irak en mai 2003. Il y trouvera la mort en août 2003, lors du bombardement de l'hôtel du Canal. Il avait alors 55ans. Il aura passé au total trente-quatre années de sa vie au service de l'Onu était considéré comme un candidat crédible au poste de secrétaire général.

D'autres diplomates de talent ont profondément marqué l'histoire du pays : on citera le vicomte d'Uruguay, Oswaldo Aranha, San Tiago Dantas ou encore Araujo Castro.

3.3.1.3 Une influence internationale grandissante

Aujourd'hui, le pays dispose d'à peine 1 100 diplomates, alors que le Mexique en aligne 2 900 et la France 6 000. Mais il s'appuie à l'étranger sur un réseau de 90 Ambassades, auxquelles s'ajoutent 7 missions auprès d'Organisations Internationales, 36 Consuls et 15 Vice-Consuls. Il s'est surtout doté, depuis 1945, d'un centre de formation de haut niveau pour ses diplomates, à travers l'institut Rio Branco¹⁰⁰. Aussi le Brésil est-il de plus en plus sollicité pour les missions internationales¹⁰¹ et brigue un nombre croissant de postes clés dans les enceintes internationales¹⁰², notamment la présidence de l'OMC pour laquelle il est un candidat de poids.

Le pays enregistre des succès diplomatiques importants : en juin 1992, le « Sommet de la Terre » de Rio, qui accueille plus d'une centaine de chefs d'Etat, fait du Brésil un acteur reconnu en matière d'environnement et de développement. Il a également eu un rôle important en 2001, lors de la conférence Rio +10 en Afrique du Sud. Depuis l'arrivée au pouvoir du Président Lula, le pays déploie une activité diplomatique intense. On citera la revendication du leadership dans la lutte contre la faim

⁹⁷ Séminaire (version espagnole) dirigé par Carlos Henrique Cardim et Joao Almino : Rio Branco – América el Sur y la Modernización del Brasil May-20-05 — Institut Rio Branco – Brasília, 2003.

⁹⁸ Martine Droulers, « le Brésil, une géo-histoire », Paris, PUF, 2001.

⁹⁹ « Tradition qui vient de loin, car c'est dans cette même ville qu'en 1907 le Brésil, alors jeune nation républicaine, a marqué de sa présence les forums où se négociaient les règles de l'ordre international et a affirmé son choix définitif pour la suprématie des valeurs du droit et de la justice. Par son éloquente défense du principe de l'égalité juridique des nations, Rui Barbosa, grand homme d'Etat brésilien, a traduit de façon mémorable ce qui ne cesserait jamais d'être le trait distinctif de l'action du Brésil sur le plan international : une diplomatie qui dit non à l'usage de la force et aux ambitions d'hégémonie » (Discours du Président de la République Fédérative du Brésil à l'occasion de la visite à la Cour internationale de Justice, la Haye, 9 octobre 2000).

¹⁰⁰ Depuis sa création, le 18 avril 1945, l'institut a formé plus de 1250 diplomates brésiliens et 140 diplomates étrangers (site Internet du Ministère des Affaires étrangères brésilien : <http://www.mre.gov.br>).

¹⁰¹ Mission internationale de Ronaldo Sardenberg en Haïti.

¹⁰² L'ambassadeur Baena Soares fut secrétaire général de l'Organisation des Etats Américains de 1984 à 1994.

dans le monde, les nombreux voyages officiels du Président Lula, l'implication dans la gestion de la crise Haïtienne, l'organisation des sommets latino-arabe ou encore l'action du G4. Le G22, devenu le G20+¹⁰³ est une initiative de la diplomatie brésilienne et il est incontestable que lors de la conférence de l'OMC à Cancun, le Brésil est passé du statut d'acteur régional au statut d'acteur global¹⁰⁴.

3.3.2 Les atouts intérieurs et leur exploitation

Le premier des atouts du Brésil est certainement sa population jeune (42% des brésiliens ont moins de 20 ans) et nombreuse (185 millions d'habitants). Elle représente une main d'œuvre immense qui offre au pays un potentiel de développement extrêmement intéressant. Néanmoins, malgré le spectaculaire effort qu'a réalisé le Brésil dans le domaine de l'éducation (le taux d'analphabétisme a été divisé par deux) la dynamique doit être poursuivie et entretenue. Le défi majeur pour le développement économique de ce pays est en effet de disposer d'une main d'œuvre qualifiée afin de valoriser ses compétences dans les secteurs de pointe qu'il maîtrise et d'éviter le creusement d'une certaine fracture sociale. Cet atout et ce défi sont en réalité communs à nombre de pays émergents, chacun à leur échelle : l'Inde et la Chine par exemple.

Nous étudierons ces atouts et leur exploitation spécifique au Brésil : nous évoquerons le concept de brésilianité, mais également l'implication de la société civile dans la gestion des affaires publiques et enfin, l'émergence du phénomène environnemental dont l'importance est telle que cet enjeu rejaille sur la scène internationale.

3.3.2.1 Le métis, acteur d'avenir dans un monde multiculturel

Un atout interne très spécifique, voire exclusif, au Brésil est son identité composite, communément appelé « brésilianité ». Le paragraphe 2.2 a montré combien le sentiment de fierté nationale qui anime les brésiliens est puissant. Il est le ciment social, garantie de la cohésion interne qui préserve l'unité de ce pays pourtant très étendu et dont les disparités entre les régions sont très marquées. De plus, il constitue un outil politique efficace de prévention des tensions sociales malgré des inégalités absolument effarantes : rappelons l'écart entre les revenus des plus riches brésiliens et ceux des plus pauvres est le plus élevé au monde avec celui de la Sierra Leone. La « brésilianité » par son existence même et par sa contribution à la stabilité du Brésil constitue donc un atout majeur de géopolitique interne.

Il est intéressant de remarquer que le modèle particulier de construction de cette identité nationale constitue également un atout pour l'avenir de ce pays dans le contexte mondial de globalisation croissante. En effet, l'identité brésilienne est construite sur un concept de métissage culturel, d'hybridation dans tous les domaines : racial, linguistique ou religieux ce qui en fait, par nature, une culture ouverte aux autres et une société plastique. C'est certainement de cette originalité que le modèle brésilien tire son dynamisme et sa force qui ont permis, par le passé, la consolidation de cet Etat bien avant celle des Etats africains et asiatiques et même avant celle de certains Etats européens. Or aujourd'hui, dans un monde en interaction permanente, le modèle de société anglo-saxon et le modèle, sinon européen, du moins français, peinent à s'adapter à cette nouvelle dynamique. Le premier est fait d'équilibres momentanés régis par la loi entre différentes communautés étanches entre elles ; le second prône une identité citoyenne unique et égalitaire qui rejette dans la sphère privée toutes les différences. Le « citoyen métis », lui, vit de l'Autre et pour l'Autre tout en restant lui-même, il est un « anthropophage » culturel plutôt qu'un guerrier, ouvert en permanence aux nouveaux apports afin d'y incorporer la meilleure part de ceux-ci ; c'est pour cette raison qu'il est sans conteste un acteur d'avenir dans un monde où les différentes cultures sont condamnées à se rencontrer, à coopérer ou à se battre.

¹⁰³ Voir le paragraphe 3.2.4.4 pour plus de détails sur la genèse du G20+.

¹⁰⁴ Questions internationales : dossier Brésil, 2006

3.3.2.2 La démocratie participative : un modèle qui s'exporte

Le concept de laboratoire social, tel qu'il se développe au Brésil, est également un formidable atout pour l'avenir du pays. Il consiste en l'éclosion de mouvements citoyens spontanés qui s'expriment sur le mode de la contestation ou sur celui de la co-gestion des affaires publiques.

Initialement perçu comme une entrave à la gouvernance de l'Etat fédéral, les mouvements de contestation permettent en fait d'imposer la prise en compte de certains problèmes sociaux structurants par les gouvernants qui, prioritairement soucieux du court terme, auraient plutôt tendance à ne pas s'en occuper et à les aggraver ainsi. Prenons l'exemple du plus important d'entre eux, le mouvement des sans terres (MST)¹⁰⁵. Il a commencé par porter le dysfonctionnement majeur du modèle agricole brésilien sur la scène publique, forçant ainsi l'Etat à négocier une solution avec les différents partenaires et à initier un chemin de règlement du conflit par la réforme agraire¹⁰⁶.

Ce fonctionnement, plutôt sain pour l'ensemble de la société brésilienne, offre par ailleurs un mode de régulation des dérives du système de gouvernance. La contestation au Brésil est en effet souvent synonyme de proposition¹⁰⁷, voire de co-gestion donc de prise de responsabilité. En outre, l'Etat brésilien est traditionnellement disposé à accepter des partenaires externes. C'est exactement ce que propose en amont le modèle de démocratie participative, en ce sens que le contrôle social sur l'Etat au niveau local est un de ses objectifs. Elle fournit ainsi un processus régulateur de la corruption que la systématisation de la débrouille (le jeito) et du clientélisme entretient par ailleurs. Mais elle permet aussi, grâce aux modes de sa mise en œuvre, à l'Etat mais surtout aux collectivités locales de se décharger en partie sur ces organisations d'initiative populaire. La gestion des affaires publiques, notamment dans le domaine des problèmes urbains, est ainsi partagée. La politique mise en œuvre est, dès lors, mieux acceptée par la population et plus adaptée aux besoins car elle est issue d'une concertation et donne lieu à une co-gestion. Le risque encouru en contrepartie est celui de l'éparpillement.

Outre une politique locale plus collégiale et plus efficace, la démocratie participative permet de bénéficier dans certains domaines du relais d'organisations non gouvernementales (ONG), c'est-à-dire de leur soutien en terme de structure, de logistique et surtout de finances. Le Brésil peut ainsi faire financer en partie son développement par des ONG de dimension internationale et concentrer son énergie et ses ressources sur certains domaines qu'il doit assumer seul ou qu'il considère comme stratégique. Le risque d'ingérence extérieure dans les affaires internes n'est pas nul mais, s'il est habilement contrôlé, ce système est particulièrement avantageux. Il l'est d'autant plus que le Brésil a par ailleurs remarquablement exporté son modèle social. Avec beaucoup d'opportunisme, il se présente désormais comme le leader des pays émergents et valorise ainsi à l'extérieur cette forte spécificité interne.

3.3.2.3 Un potentiel environnemental unique au monde ?

Enfin, le Brésil possède un potentiel environnemental phénoménal : la dimension de ce pays, son climat et sa diversité biologique peuvent laisser croire que « Dieu est brésilien ». L'atout que représente une surface utile de 8,5 millions de kilomètres carrés a été déjà largement exploité par le développement d'un secteur agricole tourné vers l'exportation qui place le Brésil parmi les premiers au monde dans ce domaine. Il a également permis de réguler les tensions sociales générées par une augmentation très rapide de population en ouvrant une porte vers de nouveaux espaces quand la pression devenait trop forte. Ce phénomène a malheureusement été accompagné de destructions importantes de la nature par les fronts pionniers. La forêt en fournit une illustration édifiante : les Brésiliens ont « mangé » 93% de la « forêt atlantique depuis 1500 et, déjà, environ 20% de l'immense forêt amazonienne.

¹⁰⁵ Voir la partie 2.2.3 pour une présentation du MST.

¹⁰⁶ Si la réponse de l'Etat a permis de dégonfler un peu la crise sociale, elle ne l'a pas véritablement résolue. Le slogan de la réforme agraire a été : « transformer des sans-terre en agriculteurs producteurs, qui disposent des connaissances, de l'assistance technique et de crédit dans un modèle collectif d'installations paysannes ». Pourtant, la mise en œuvre est décriée et ne donne pas de gage concret d'une amélioration de la condition des « sans terre ».

¹⁰⁷ Même si ce n'est toutefois plus une règle absolue !

Par ailleurs, dans une dynamique mondiale de diversification des sources d'énergie, le Brésil est bien pourvu en énergies renouvelables : il possède un gigantesque potentiel dans les domaines solaire, éolien, de la biomasse et de l'hydroélectricité. On peut d'ailleurs remarquer que 90% de l'énergie électrique est déjà fournie par des barrages et que la politique de substitution de l'essence par le biocarburant atteint des stades avancés. Cela prouve que les gouvernements successifs ont su identifier cet atout et le valoriser. Aujourd'hui, l'enjeu de la biodiversité concerne la recherche pharmaceutique et ses applications. Le potentiel que recèle l'Amazonie dans ce domaine est l'objet de multiples interrogations mais pourrait être considérable. Il constitue un enjeu de taille pour l'avenir de l'humanité.

L'Amazonie est également un écosystème participant à l'équilibre climatique de la planète et le Brésil a su habilement en tirer parti en s'imposant comme tête de file de la protection de l'environnement. Après avoir accueilli à Rio de Janeiro la conférence de l'ONU « Eco 92 » sur l'environnement et le développement, le Brésil a pris une part active dans ce processus. Il a ainsi fortement contribué à constituer une alliance de pays développés et en voie de développement dont les prises de position ont pour but de faire pression sur la politique environnementale des Etats-Unis, notamment tenter d'obtenir leur ratification du protocole de Kyoto.

C'est en outre, pour le Brésil, l'occasion de tirer partie de son potentiel végétal important en militant pour la mise en place d'un système d'autorisations négociables pour la pollution ou l'utilisation de ressources rares, qui seraient mises aux enchères ou vendues sur le marché. C'est en quelque sorte la promotion d'un certain droit à polluer pour les pays riches que leur vendraient les pays pauvres, moins développés industriellement donc produisant moins de gaz à effet de serre, notamment ceux possédant un potentiel important d'absorption de CO₂. Le Brésil peut ainsi envisager de monnayer le potentiel de ses gigantesques plantations d'eucalyptus qui, réalisées pour la production de cellulose, permettrait en fait d'engranger un bénéfice indirect. D'autre part, par son implication dans le processus, le Brésil acquiert une légitimité incontestable pour assumer un leadership écologique plus actif dans le monde, en particulier dans le Groupe des Pays en développement (G77), aux côtés de l'Inde, de l'Afrique du Sud et de la Chine.

Ainsi le Brésil sait profiter des opportunités qui s'offrent à lui. Il s'appuie sur un modèle culturel et social pour mieux envisager l'avenir et tirer le meilleur parti de l'implication des ONG dans son développement intérieur. Mais il sait également utiliser comme caisse de résonance les rencontres de la société civile mondiale : Forum social mondial¹⁰⁸ ou rencontres environnementales, dont il se pose en instigateur et en leader mondial, pour faire passer les messages que sous tendent ses ambitions de puissance.

3.3.3 L'exploitation du rang de « petite grande » puissance

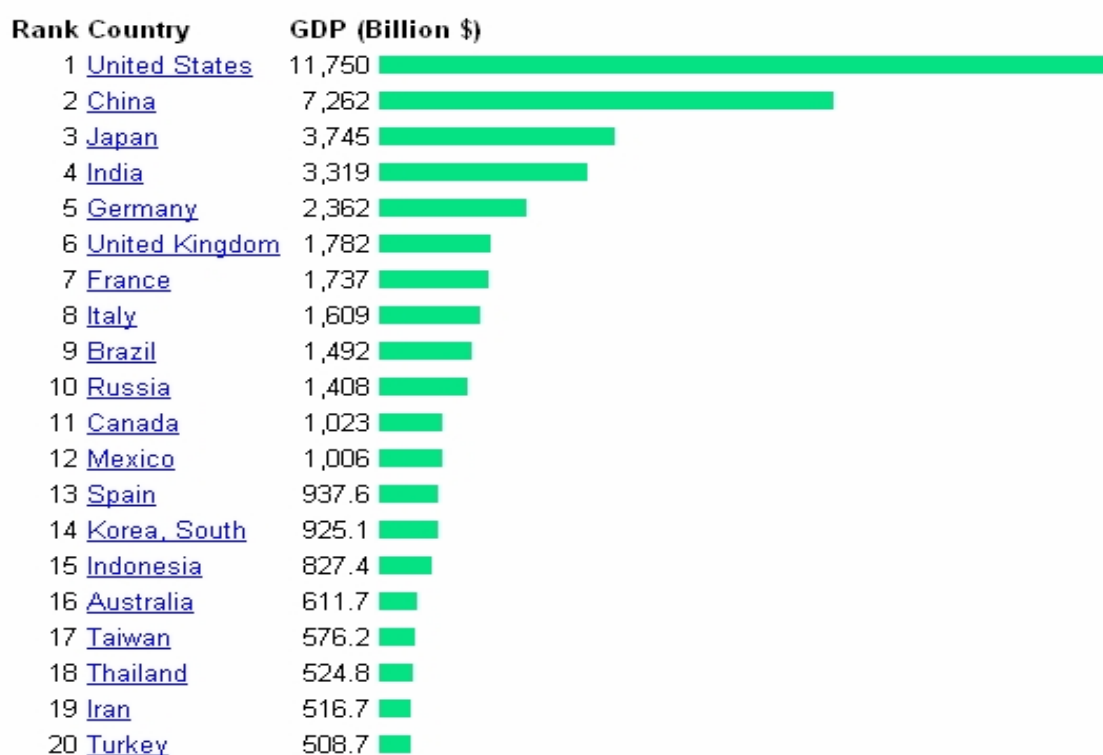
3.3.3.1 Une puissance à vocation mondiale mais pas encore une puissance mondiale

Le Brésil a depuis longtemps manifesté sa volonté de puissance à l'échelle mondiale mais n'avait, encore récemment, jamais réussi à la concrétiser malgré les efforts consentis. En effet, il ne dispose pas des atouts « classiques » des grandes puissances au sens usuel du terme, même si des avancées sont réalisées dans certains domaines. En revanche, il a su accéder au rang de puissance régionale incontournable en acquérant puis en confortant un leadership sur le sous continent sud-américain. Il a ainsi été à l'origine d'une intégration régionale économique tout en gardant le contrôle de l'organisation ainsi créée et s'est doté d'une puissance militaire juste suffisante pour surclasser celle de ses voisins. Enfin, profitant de son aura alter mondialiste, par le biais de coalitions de circonstance et grâce à la construction d'un axe d'échange Sud qu'il a initiée, le Brésil a su influencer des négociations internationales en sa faveur. L'ensemble de ces caractéristiques lui confère aujourd'hui un statut particulier : celui d'une puissance à vocation mondiale, ce qui signifie qu'il devrait prochainement accéder au concert des grandes puissances.

¹⁰⁸ Le forum social mondial tend toutefois à lui échapper ; il a certes eu lieu au Brésil en 2005 mais a eu lieu en Inde en 2004. Il a en outre eu lieu simultanément sur trois sites différents en janvier 2006 : au Mali, au Pakistan et au Venezuela. Notons que ce dernier pays est un rival du Brésil pour le leadership en Amérique du Sud.

Au regard des critères classiques d'une grande puissance, force est pour le moment de constater que le Brésil ne fait pas partie de ce club car il n'en possède pas les attributs traditionnels. Il a en particulier tenté de se doter de l'arme atomique, notamment dans les années 60 suivant la méthode de la Chine ou de l'Afrique du Sud. Le Brésil a ensuite restreint ses ambitions en raison notamment du traité de dénucléarisation de l'Amérique latine en 1967¹⁰⁹. Par ailleurs, même si en soixante années d'existence de l'organisation des nations unies (ONU) le Brésil a siégé 45 ans au Conseil de Sécurité (CS) au titre de membre temporaire, il ne possède pas de siège permanent et donc du droit de veto associé. Le soutien annoncé de la Chine devrait toutefois lui faciliter l'accès à ce cercle étroit.

3.3.3.2 Le poids régional du Brésil



Source: CIA World Factbook

Unless otherwise noted, information in this page is accurate as of January 1, 2005

Fig 40 : les 20 premiers PIB mondiaux en 2005

S'il ne possède pas les attributs traditionnels d'une grande puissance, le Brésil dispose en revanche d'un potentiel économique qui le classe au minimum au rang de puissance régionale. Avec le neuvième produit intérieur brut mondial en 2005 (fig. 40), les 185 millions de brésiliens présentent un PIB par habitant quasiment égal à celui des 145 millions de russes et supérieur de moitié à celui des 1,2 milliards de chinois. C'est le poids lourd économique d'Amérique du sud, mais aussi la puissance militaire régionale majeure puisqu'elle est la seule à disposer d'un groupe aéronaval (GAN) dans la région. Après avoir clairement affiché sa volonté de puissance en rachetant le porte avion Foch à la France et les avions Skyhawk au Koweït, les dirigeants brésiliens envisagent d'acquérir une flottille de sous marins nucléaires d'attaque afin de compléter la capacité opérationnelle de son GAN et détenir ainsi le leadership en matière de sécurité en Atlantique Sud. Les efforts en matière de Défense ont donc été importants et les ambitions sont élevées, même si l'implication militaire du Brésil pour le maintien de la paix dans le monde est très récente (MINUSTAH en 2004).

¹⁰⁹ Il n'a cependant pas renoncé à la maîtrise de la technologie nucléaire civile : il est aujourd'hui un des pays avancés en ce qui concerne les techniques d'enrichissement et souhaite toujours construire un sous-marin à propulsion nucléaire.

Un investissement substantiel a également été consenti dans une véritable politique spatiale brésilienne qui est née dans les années 1990 avec la mise en œuvre de deux sites de lancement : Alcantara et Natal. Cette politique spatiale a franchi une étape importante puisque le Brésil a actuellement un spationaute en orbite dans la station internationale. L'ambition brésilienne est d'acquérir la capacité autonome de placer des satellites en orbite équatoriale et polaire (projet Cruzeiro do Sul) par l'utilisation de lanceurs à propulsion solide. Par ailleurs, le Brésil a développé un complexe militaro industriel lui permettant de développer une industrie aéronautique de premier plan, notamment avec Embraer qui a su exploiter habilement le créneau des avions commerciaux régionaux.

Même si elle vise à donner au Brésil tous les moyens qui fondent la puissance au sens classique du terme, la classe politique brésilienne a cependant bien compris que cette méthode traditionnelle était extrêmement coûteuse. Le retard sur les acteurs majeurs était en outre considérable aussi a-t-il semblé préférable de conforter une position régionale dominante permettant, à moindre coût, de peser sur les affaires du monde d'une manière qui s'avère efficace.

3.3.3.3 Le Brésil se forge une image d'acteur global

Le Brésil a ainsi été à l'origine de la création du Mercosur. Cette organisation régionale est relativement indépendante des Etats-Unis qui n'absorbent environ que 20% de ses exportations. Elle monte actuellement en puissance et a accueilli, fin 2005, le Venezuela qui joue un rôle particulier : celui d'un pays à la stature modeste mais tout de même 5^e exportateur de pétrole au monde¹¹⁰ ! Le Brésil demeure le leader du Mercosur, son économie étant la première du continent sud-américain. Il se trouve donc en situation dominante dans une organisation d'envergure modeste plutôt qu'« anonyme » dans une structure plus large. C'est précisément le « danger » qui guettait le Brésil si le projet américain d'une zone de libre échange des Amériques (ZLEA) avait abouti. La création de la communauté sud-américaine des Nations (CSAN)¹¹¹ fournit au Brésil une opportunité de stimuler sa croissance au sein d'une organisation dont l'envergure dépasse celle du Mercosur et conserver ainsi le rôle central que lui confère son poids relatif. Pour conforter son rang dans l'ensemble géographique de l'Amérique du Sud et valoriser sa longue tradition diplomatique, le Brésil n'hésite pas à se proposer comme médiateur afin de régler certains problèmes régionaux. Ce fut le cas lors de la crise entre le Venezuela d'Hugo Chavez et les Etats-Unis en 2003 et lors de la crise politique interne qui a embrasé la Bolivie en 2004, au sujet de la nationalisation des hydrocarbures. De plus, pour renforcer l'intégration de la région, il a lancé de lourds programmes d'infrastructures dont la création d'une route interocéanique qui permettra au Brésil d'accéder beaucoup plus facilement aux marchés de l'Ouest, la Chine et le Japon. Il a d'autre part initié la construction d'un gazoduc devant relier le Venezuela à l'Argentine bien que ces deux pays soient des rivaux pour l'hégémonie sur le continent sud américain¹¹². Ainsi quand le Brésil s'exprime, il a avec lui toute la légitimité et l'assise que lui confère cette place de chef de file de deux organisations régionales dont la CSAN qui regroupe quasiment tous les pays du continent sud-américain. Il renforce ainsi son poids dans les affaires du monde, d'autant plus qu'il ne néglige pas les pays du Sud en se présentant comme le défenseur d'une diplomatie solidaire. Les succès récents du G20+ auprès de l'OMC¹¹³ conforte le prestige du Brésil auprès de ses partenaires et profite de surcroît à son économie !

Cette image d'acteur global ne se limite cependant pas au seul domaine économique puisque le Brésil est membre du groupe G4 réunissant le Japon, l'Allemagne et l'Inde, chacun de ces pays réclamant un siège permanent au CS de l'ONU. Cette alliance de circonstance regroupe deux puissances économiques majeures (Japon et Allemagne, respectivement 2^{ème} et 3^{ème} au monde) et deux pays émergents particulièrement importants par leur poids économique (Inde et Brésil respectivement 9^{ème} et 11^{ème}). L'Inde et le Brésil sont en outre des poids lourds démographique avec respectivement les 2^e et 5^e populations mondiales. Toute l'habileté du Brésil a été de rendre la candidature de ces quatre pays indissociable et solidaire. De plus, afin d'asseoir sa candidature plus fragile que celle des trois autres candidats, le Brésil a pris sa part de responsabilité dans le maintien de la paix dans le monde en acceptant de commander la mission des nations unies en Haïti (MINUSTAH) et en fournissant

¹¹⁰ Voir le paragraphe 3.2.2.3 pour le détail des enjeux liés à l'entrée du Venezuela dans le Mercosur.

¹¹¹ Voir le paragraphe 3.2.2.3 au sujet du projet de ZLEA et pour la naissance de la CSAN.

¹¹² L'Argentine fait toutefois figure de concurrent secondaire, eu égard à ses difficultés financières en particulier.

¹¹³ Voir le paragraphe 3.2.4.4 à ce sujet.

l'essentiel du contingent : 1 300 hommes environ. Malgré un bilan plutôt en demi teinte sur le terrain après presque deux ans de présence sur le théâtre, le Brésil en a cependant retiré tous les avantages escomptés. Son image de puissance régionale s'est ainsi affirmée par la participation au règlement d'une crise se déroulant dans la région. Sa visibilité internationale s'est accrue grâce à sa prise de responsabilités au sein de l'ONU en période de réforme. Enfin, ses relations jusqu'alors tendues avec les Etats-Unis, se sont apaisées. En effet, les Etats-Unis ne souhaitaient pas envoyer de troupes en Haïti qui est pourtant aux portes de leur espace national et ont accueilli favorablement l'initiative brésilienne. Ils ont ainsi contribué à légitimer l'ambition brésilienne alors même qu'ils sont opposés à une évolution de format du CS de l'ONU.

A la charnière entre puissance régionale et grande puissance, le Brésil peut être qualifié de puissance régionale à vocation mondiale, ou, comme le propose Stéphane Monclaire¹¹⁴, d'acteur global, rendant ainsi parfaitement compte d'une réalité émergente : « la capacité à influencer le déroulement et, plus encore, l'issue de négociations internationales menées à l'échelle mondiale » par des moyens autres que les facteurs de puissance traditionnels. Ainsi le souhait du président Cardoso deviendra peut être réalité : « si le XIX^e siècle a été celui de l'Europe, le XX^e celui des Etats-Unis, rien n'empêche que le XXI^e siècle soit celui de l'Afrique ou de l'Amérique du Sud », à moins que la montée en puissance de la Chine ne rapproche les deux Amériques par des intérêts convergents.

¹¹⁴ Stéphane Monclaire, Le Brésil et la quête d'un nouveau statut international dans Questions internationales n°18, mars avril 2005.

Conclusion

Les développements précédents ont permis d'appréhender les atouts dont dispose actuellement le Brésil, mais également les handicaps qui contrarient sa quête de puissance et de rayonnement mondial.

Il convient essentiellement de souligner trois atouts sans pour autant qu'une véritable hiérarchie ne puisse être établie entre eux.

Le PIB se situe d'une part dans le top ten mondial, même s'il évolue dans le bas de ce groupe. Cette bonne santé de l'économie brésilienne repose essentiellement sur une agriculture de premier plan et une industrie évaluée comme la dixième au monde.

La constitution de 1988 semble d'autre part prévenir tout retour intempestif à un régime dictatorial. L'autoritarisme au pouvoir de 1964 à 1984 a, certes, paradoxalement permis au pays d'avancer dans certains domaines -l'industrialisation en particulier- mais s'est aliéné le soutien de la population qu'il opprimait cruellement. Or l'adhésion citoyenne est indispensable à la réalisation de grandes ambitions gouvernementales. Ainsi, quels qu'aient été les bénéfices de la période dictatoriale, les brésiliens n'ont cessé que de se prémunir contre le retour d'un régime sous le joug duquel le pays a vécu des heures parmi les plus sombres de son histoire.

Le Brésil tire enfin adroitement parti de son statut de « petite-grande puissance » : il se présente en effet comme un interlocuteur de choix pour certains pays émergents tout en s'imposant progressivement comme un acteur des enceintes au sein desquelles se concertent et agissent les grandes puissances. Ainsi son influence grandit-elle sur la scène internationale, légitimant ses ambitions à l'échelle mondiale.

Trois handicaps majeurs s'expriment cependant ; aucune hiérarchie ne se dessine clairement parmi eux non plus car tous trois induisent en réalité des vulnérabilités critiques.

Le Brésil parvient notamment à scolariser l'immense majorité de sa population mais des inégalités confinantes à l'ineptie affectent son système scolaire. Les jeunes brésiliens sont ainsi victimes d'une organisation déficiente qui non seulement nuit à leur entrée dans la vie active, mais restreint également leurs perspectives d'emploi à l'étranger. Cette dernière opportunité constitue pourtant un intéressant vecteur de rayonnement à l'échelle mondiale et contribue à poser aux gouvernants le défi d'une profonde réforme du système éducatif.

La corruption est par ailleurs un fléau persistant dans la sphère publique comme privée. Elle est d'une part un frein au développement et à l'unité sociale car elle est source d'iniquité, de frustrations et de rancœurs. Elle véhicule d'autre part une image désastreuse et dissuasive vers les potentiels investisseurs, nationaux et surtout étrangers, ce qui pénalise l'essor économique. Une corruption omniprésente étant souvent considérée comme un obstacle interdisant de manière rédhibitoire l'accès au statut de grande puissance, les dirigeants doivent donc relever le défi d'enrayer cette déviance quasi institutionnalisée. Ce défi est d'autant plus difficile à affronter que la corruption persiste dans la sphère politique elle-même, jusqu'au plus haut niveau de l'Etat.

La violence sociale, enfin, atteint au Brésil une envergure tout à fait exceptionnelle ; elle est parmi les plus mortifères au monde et frappe en particulier la population jeune qui incarne pourtant l'avenir du pays... Des forces vives sont ainsi fauchées et la peur paralyse de surcroît certains élans, surtout quand la violence est le fait de la police fédérale elle-même ! Ainsi s'érige un troisième défi : le Brésil doit éradiquer cette quasi-culture de la violence qui menace autant son présent que son avenir.

Après avoir énoncé ces constats, il convient d'être prudent en termes de perspectives pour les prochaines années car le temps est une donnée très « capricieuse » au Brésil. Ce pays a en effet longtemps tardé à exploiter son immense potentiel mais a été capable de progresser d'une manière spectaculaire et dans des délais restreints sur le plan économique au XX^e siècle. On a ainsi parlé du « miracle économique » brésilien au cours des années 60 et 70 ; nous constatons en outre que le PIB a sensiblement triplé ces dix dernières années, son ordre de grandeur passant de 550 milliards de dollars en 1995 à 1 400 milliards de dollars en 2005 ! Ainsi la réalité d'aujourd'hui ne détermine-t-elle pas nécessairement avec précision celle de demain.

Il semble envisageable de conjecturer que le Brésil continuera à peser de manière croissante sur la scène mondiale au cours des prochaines années et accèdera in fine au statut de grande puissance. Il est en revanche certain que cette ascension ne pourra se faire sans un assainissement énergique et pérenne de la situation intérieure.

Le Brésil devra en outre renoncer tôt ou tard à son statut si particulier de « petite-grande » puissance. Si cette dualité subtile contribue substantiellement à l'essor actuel du Brésil, elle constituera probablement un handicap à terme, si elle n'est pas révoquée. Aucune Nation ne semble en effet pouvoir rayonner en plénitude dans les instances mondiales de décision –au conseil de sécurité de l'ONU notamment- si elle conserve un pied dans les problématiques qui affectent les « petites » puissances.

L'éminence de ce double enjeu incite à affirmer que le Brésil mettra tout en œuvre afin de trouver les solutions qui s'imposent. Les moyens d'y parvenir demeurent cependant une immense inconnue qui rend ardu tout pronostic d'échéance.

Aussi convient-il probablement de se limiter à affirmer que les ambitions de puissance du Brésil sont légitimes au regard de son potentiel mais que ce potentiel ne s'exprimera pleinement qu'au prix d'évolutions radicales, donc délicates à accomplir.

L'avenir du Brésil se présente ainsi sous la forme d'un défi de grande envergure. La première condition de succès est la présence d'un pouvoir légitime et ambitieux à la tête de l'Etat. La légitimité devrait découler des élections programmées en octobre 2006. L'annonce du programme des candidats à la présidence, et surtout les premières orientations adoptées par l' élu pourraient donner pour leur part une indication significative des perspectives réelles du Brésil au cours de la prochaine décennie.

Annexe : le Brésil au cœur de l'Amérique du Sud



Bibliographie

- Albert, Bruce, 1997, « Territorialité, ethnopolitique et développement : à propos du mouvement indien en Amazonie brésilienne. », in Cahiers des Amériques Latines, n°23, pp. 177-210.
- Albert, Bruce, 2004, « Les Indiens et l'Etat au Brésil », in Problèmes d'Amérique Latine, n°52, pp. 63-83.
- Aubrée M., Les Temps Modernes, Brésil, « Entre tradition et Modernité : Les religions n° 491 », juin 1987
- Backheuser E, Problemas do Brasil (Estrutura Geopolitica), Grupo Editor "Omnia", Rio de Janeiro, 1933.
- Bennassar Bartolomé et Marin Richard, "Histoire du Brésil, 1500-2000". Fayard, 2000, 630 p.
- Brunet Roger, "Géographie universelle. Les mondes nouveaux". Hachette/Reclus 1990
- Buarque de Holanda Sergio "Raízes do Brasil" (1^{ère} édition 1936). Trad fr. "Racines du Brésil". Gallimard UNESCO, 1998, 336 p.
- Carelli Mario, "Brésil, l'épopée métisse". Gallimard Découvertes, 1987
- Carelli Mario, "Cultures croisées. Histoire des échanges culturels entre la France et le Brésil de la découverte aux temps modernes". Nathan, 1993, 250 p.
- Carelli M., Théry H. et Zantman A., "France-Brésil : bilan pour une relance". Ed. Ententes, 1987, 275 p.
- Carvalho D., Methodologia do Ensino Geografico (Introdução ao Estudo de Geografia Moderna), Voces, Petropolis, 1925.
- Carvalho D., Geografia do Brasil, Empresa Grafico-Editora, Rio de Janeiro, 1923.
- Carvalho J.M., Un théâtre d'Ombres. La politique impériale du Brésil, EMSH, Paris, 1990
- Chau Marilena, "Le Brésil et ses phantasmes" in Esprit "L'Amérique latine à la une", oct. 1983, pp 195-216.
- Coelho, E.C., Em Busca da Identidade: o Exército e a política na Sociedade Brasileira, Rio de Janeiro, 1976.
- Comblin Joseph, "Le pouvoir militaire en Amérique latine. L'idéologie de la Sécurité Nationale". J.P. Delarge ed. 1977, 230 p.
- Couteau Bégarie Hervé, "Géopolitique théorique et géopolitique appliquée en Amérique latine" in Hérodote n°57, 2^o trimestre 1990, pp 160-180.
- Couto e Silva G. Do, Conjuntura Política Nacional, o Poder Executivo & Geopolítica do Brasil, José Olympio, Rio de Janeiro, 1981
- Douxami C., Le Brésil en couleurs ou en noir et blancs?, Fauvelle
- Droulers, Martine, 2001, Brésil, une géohistoire, Presses Universitaires de France, 308 p.
- Droulers, Martine, 2004, L'Amazonie : vers un développement durable, Paris, ed. Armand Colin/SEJER, 220 p.
- Droulers, Martine et Broggio Céline, 2001, Le Brésil, Que sais-je ? PUF, 126 p.
- Foucher Michel, "Fronts et frontières, un tour du monde géopolitique". Fayard, 1988, 527 p.
- Freyre Gilberto, "Casa grande e senzala" 1933, trad. "Maîtres et esclaves, formation de la famille brésilienne en régime patriarcale". Gallimard, 1952.
- HERODOTE n°98, 2000, Brésil nation
- Iglesias F., Trajetória Política do Brasil (1500-1964), Companhia das letras, Sao Paulo, 1993.
- Garcia Jr Afranio, "Les intellectuels et la conscience nationale au Brésil" in Actes de la recherche en sciences sociales, n°98, juin 1993, 20-33.

Kampmann, Pouvoir militaire, société civile au Brésil, université Toulouse I, 1991.

Lautier B. Citoyenneté et politiques d'ajustement : quelques réflexions théoriques suscitées par l'Amérique Latine, L'Harmattan/CELA-IS, Paris et Bruxelles, 1996.

Le Tourneau, François-Michel, 2004, « Jusqu'au bout de la forêt ? Causes et mécanismes de la déforestation en Amazonie brésilienne. », in Mappemonde, n°75 (3-2004), version électronique.

Lévi-Strauss Claude, "Tristes tropiques" 1954 Terre Humaine "Race et Histoire" Unesco, 1952.

Martins Luciano, "Pouvoir et développement économique, formation et évolution des structures politiques au Brésil". Ed Anthropos, 1976, 472 p.

Mattoso Katia, "Etre esclave au Brésil". Hachette, 1986.

Mauro Frederic, "Le Brésil, du XV^e siècle à la fin du XVIII^e siècle". Sedes 1977, 2^e édition 1997.

Meira Matos C., Brasil: Geopolitica e Destino, José Olympio, Rio de Janeiro, 1975.

Miceli, S, Les intellectuels et le pouvoir au Brésil (1920 – 1945), Maison des sciences de l'homme, Paris, 1981.

Monbeig Pierre, "Pionniers et planteurs de São Paulo". A. Colin 1952

Morazé Charles, "Les trois âges du Brésil", 1954

Oliveira Vianna F.J., Problemas de Organização e Problemas de Direção (O povo e o Governo), Record, Rio de Janeiro, 1974.

Oliveira E.R., Forças Armadas de Geisel a Collor, José Olimpio, Sao Paulo, 1993.

Pécaut Daniel, "Entre le peuple et le nation. Les intellectuels et la politique au Brésil". Paris, Ed. MSH, 1989, 315 p.

Queiroz Maria Isaura Pereira de, "Le développement des sciences sociales au Brésil : Naissance, formation systématique et expansion" in "Images réciproques du Brésil et de la France". IHEAL, 1991, pp 691-712.

Rouquié Alain "L'Etat militaire en Amérique latine". Seuil, 1982, 478 p.

Théry Hervé, Le Brésil. 1^{ère} édition, Masson, 1985. 4^{ème} édition revue, Armand Colin 2000, 288 p.

Théry Hervé, 1995, Pouvoir et territoire au Brésil. De l'archipel au continent .Ed MSH, 1995, 233 p.

Théry, Hervé (ed.), 1997, Environnement et développement en Amazonie brésilienne, Paris, ed. Belin, 208 p.

Théry, Hervé, Aparecida de Mello, Neli, 2003, Atlas du Brésil, Paris, édition GDR Libergéo/La documentation française, 302 p.

Travassos M, Projeção Continental do Brasil, Nacional, Sao Paulo,1935.

Travassos M, Introdução à Geografia das Comunicações (Ensaio), José Olympio, Rio de Janeiro, 1942.

Vlach, V, La formation d'un grand état et la construction de l'unité nationale du Brésil, thèse bde doctorat, Centre de recherches et d'analyses géopolitiques, université Paris VIII, 1997.